
**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 3202

[S - C - 98/21461]

Arrêt n° 115/98 du 18 novembre 1998

Numéro du rôle : 1259

En cause : le recours en annulation de l'article 31 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 « portant des mesures fiscales diverses en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne », confirmé par la loi du 13 juin 1997, introduit par J.-P. Naniot et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 décembre 1997 et parvenue au greffe le 22 décembre 1997, un recours en annulation de l'article 31 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 « portant des mesures fiscales diverses en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne » (publié au *Moniteur belge* du 31 décembre 1996, quatrième édition), confirmé par la loi du 13 juin 1997, a été introduit par J.-P. Naniot, demeurant à 5000 Namur, rue de l'Abbaye 26, G. Martinez, demeurant à 1420 Braine-l'Alleud, avenue de la Bonne Fosse 15, et C. Dreesen, demeurant à 9450 Haaltert, Fonteinstraat 24.

II. La procédure

Par ordonnance du 22 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 13 février 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 6 février 1998, errata au *Moniteur belge* du 20 février 1998.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 31 mars 1998.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 20 avril 1998.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 21 mai 1998.

Par ordonnance du 27 mai 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 19 décembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 23 septembre 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 21 octobre 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 septembre 1998.

A l'audience publique du 21 octobre 1998 :

— ont comparu :

. Me J.-M. Picard, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. B. Druart et P. Goblet, fonctionnaires au ministère des Finances, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

— les parties précitées ont été entendues;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet de la disposition attaquée*

L'article 31 de l'arrêté royal attaqué du 20 décembre 1996 dispose que l'article 222 du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« Les personnes morales visées à l'article 220, 2°, sont également imposables à raison :

1° des cotisations patronales d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré et des pensions, rentes et autres allocations en tenant lieu, visées respectivement à l'article 52, 3°, b, et 5°, dans la mesure où elles ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 59;

2° des frais visés à l'article 53, 6° à 11° et 14°;

3° des dépenses visées aux articles 57 et 195, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui ne sont pas justifiées par des fiches individuelles et un relevé récapitulatif;

4° de 25 p.c. des frais et moins-values afférents à l'utilisation des voitures, voitures mixtes et minibus visés à l'article 66, à l'exception des frais de carburant. »

IV. *En droit*

- A -

La requête

A.1. La mesure attaquée risque d'être préjudiciable au personnel de la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (S.T.I.B.). En effet, la société pourrait décider de supprimer les avantages sociaux (les chèques-repas), pour éviter d'être trop fortement imposée, ce qui est la seule solution possible pour lui permettre de se conformer aux obligations qui découlent de son contrat de gestion. La marge de manoeuvre de la S.T.I.B. étant fortement limitée en raison de son contrat de gestion, le personnel de la société risque d'être la première victime des effets néfastes de la mesure attaquée.

A.2. Un premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 172 de la Constitution.

A.3. Le second moyen est pris de la violation de l'article 39 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, X, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Mémoire du Conseil des ministres

A.4. Les requérants, personnes physiques, sont des employés de la Société des transports intercommunaux de Bruxelles et des représentants du personnel au sein du conseil d'administration de la société précitée. Il se déduit clairement des termes mêmes de la requête, d'une part, qu'il n'existe aucun lien direct entre la norme attaquée applicable à certaines personnes morales (dont la S.T.I.B.) et les personnes physiques requérantes (il y a une décision de chaque personne morale concernée qui s'impose), et, d'autre part, que la disposition incriminée, si elle a, sans conteste, une incidence défavorable sur la situation fiscale des personnes morales qu'elle vise, n'affecte en rien la situation du personnel employé par celles-ci.

A défaut pour les requérants de démontrer que leur situation personnelle est directement et défavorablement influencée par la disposition attaquée, leur recours doit être jugé irrecevable pour défaut d'intérêt.

Mémoire en réponse des parties requérantes

A.5. Les parties requérantes ont intérêt au recours. Les avantages sociaux constituent la partie imposable la plus importante des dépenses non admises - près de 90 p.c. - selon les estimations de la S.T.I.B. Dans ces conditions, l'on peut supposer que, pour éviter l'imposition de ces dépenses, la S.T.I.B. va raboter les avantages sociaux octroyés à son personnel. La corrélation entre les dépenses non admises et les avantages sociaux est à ce point établie que des membres du personnel doivent être considérés comme ayant un intérêt à l'annulation de la mesure établissant l'imposition de ces dépenses dans le chef de l'employeur.

- B -

B.1.1. Le Conseil des ministres considère que le recours est irrecevable parce que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis pour l'introduire.

B.1.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.1.3. Les parties requérantes sont employées par la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (S.T.I.B.) et représentent le personnel au sein du conseil d'administration de cette société. Si la disposition incriminée a incontestablement une incidence défavorable sur la situation fiscale de cette société en ce sens que les dépenses non admises seront imposées et s'il est vrai que cette circonstance pourrait amener la société à revoir les avantages sociaux, il ne peut en être déduit que les parties requérantes pourraient être directement affectées par cette disposition.

Il résulte de ce qui précède que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis pour introduire un recours.

L'exception d'irrecevabilité est fondée.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 novembre 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 3202

[S - C - 98/21461]

Arrest nr. 115/98 van 18 november 1998

Rolnummer 1259

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 31 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 « houdende diverse fiscale maatregelen, met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 2° en 3°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie », bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997, ingesteld door J.-P. Naniot en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cereixe en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 december 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 december 1997, is beroep tot vernietiging van artikel 31 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 « houdende diverse fiscale maatregelen, met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 2° en 3°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996, vierde editie), bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997, ingesteld door J.-P. Naniot, wonende te 5000 Namen, rue de l'Abbaye 26, G. Martinez, wonende te 1420 Eigenbrakel, avenue de la Bonne Fosse 15, en C. Dreesen, wonende te 9450 Haaltert, Fonteinstraat 24.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 22 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 13 februari 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1998, *erratum* in het *Belgisch Staatsblad* van 20 februari 1998.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 31 maart 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 20 april 1998 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 21 mei 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 19 december 1998.

Bij beschikking van 23 september 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 oktober 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 september 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 21 oktober 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. J.-M. Picard, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. B. Druart en P. Goblet, ambtenaren bij het Ministerie van Financiën, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cereixe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde partijen gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de bestreden bepaling*

Artikel 31 van het aangevochten koninklijk besluit van 20 december 1996 bepaalt dat artikel 222 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De rechtspersonen vermeld in artikel 220, 2°, zijn eveneens belastbaar ter zake van :

1° de werkgeversbijdragen voor aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood en de pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen, respectievelijk vermeld in artikel 52, 3°, *b* en 5°, in zover ze niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 59;

2° de in artikel 53, 6° tot 11° en 14°, vermelde kosten;

3° de kosten als vermeld in de artikelen 57 en 195, § 1, eerste lid, die niet worden verantwoord door individuele fiches en een samenvattende opgave;

4° 25 pct. van de kosten en de minderwaarden met betrekking tot het gebruik van in artikel 66 vermelde personenauto's, auto's voor dubbel gebruik en minibussen, met uitzondering van de brandstofkosten. »

IV. *In rechte*

- A -

Verzoekschrift

A.1. De bestreden maatregel kan een nadeel berokkenen aan het personeel van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel (M.I.V.B.). De vervoersmaatschappij zou immers kunnen beslissen de sociale voordelen (de maaltijdcheques) af te schaffen om een al te zware belasting te vermijden, wat de enige oplossing is om haar ertoe in staat te stellen zich te conformeren aan de verplichtingen die uit haar beheerscontract voortvloeien. Aangezien de bewegingsvrijheid van de M.I.V.B. vanwege haar beheerscontract aanzienlijk beperkt is, loopt het personeel van de Maatschappij het gevaar het eerste slachtoffer te zijn van de nefaste gevolgen van de bestreden maatregel.

A.2. Een eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 172 van de Grondwet.

A.3. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 39 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, X, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Memorie van de Ministerraad

A.4. De verzoekers, natuurlijke personen, zijn tewerkgesteld bij de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel en zijn vertegenwoordigers van het personeel in de raad van bestuur van de voornoemde Maatschappij. Uit de bewoordingen van het verzoekschrift volgt duidelijk dat, enerzijds, er geen enkel rechtstreeks verband bestaat tussen de bestreden norm, die van toepassing is op bepaalde rechtspersonen (waaronder de M.I.V.B.), en de verzoekers, die natuurlijke personen zijn (er is een beslissing van elke betrokken rechtspersoon vereist), en, anderzijds, dat de aangevochten bepaling, hoewel ze ongetwijfeld een ongunstig gevolg heeft voor de fiscale situatie van de erin bedoelde rechtspersonen, de situatie van het door die rechtspersonen tewerkgestelde personeel geenszins raakt.

Aangezien de verzoekers niet aantonen dat hun persoonlijke situatie rechtstreeks en ongunstig door de bestreden bepaling wordt beïnvloed, moet hun beroep onontvankelijk worden geacht wegens ontstentenis van belang.

Memorie van antwoord van de verzoekende partijen

A.5. De verzoekende partijen hebben belang bij het beroep. De sociale voordelen vormen het omvangrijkste belastbare deel van de verworpen uitgaven - ongeveer 90 pct. - volgens de ramingen van de M.I.V.B. In die omstandigheden kan men ervan uitgaan dat, om de belasting op die uitgaven te vermijden, de M.I.V.B. de aan haar personeel toegekende sociale voordelen zal gaan besnoeien. Het verband tussen de verworpen uitgaven en de sociale voordelen staat dermate vast dat ervan uit moet worden gegaan dat personeelsleden belang hebben bij de vernietiging van de maatregel waarbij de belasting van die uitgaven voor de werkgever wordt ingevoerd.

- B -

B.1.1. De Ministerraad oordeelt dat het beroep onontvankelijk is omdat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang om het in te stellen.

B.1.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.1.3. De verzoekende partijen worden tewerkgesteld door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel (M.I.V.B.) en vertegenwoordigen het personeel in de raad van bestuur van die Maatschappij. Hoewel de betwiste bepaling ontegenzeggelijk een ongunstige weerslag heeft op de fiscale situatie van die Maatschappij, in die zin dat de verworpen uitgaven zullen worden belast, en al is het waar dat die omstandigheid de Maatschappij ertoe zou kunnen brengen de sociale voordelen te herzien, toch kan daaruit niet worden afgeleid dat de verzoekende partijen door die bepaling rechtstreeks zouden kunnen worden geraakt.

Uit wat voorafgaat volgt dat de verzoekende partijen niet van het vereiste belang doen blijken om het beroep in te stellen.

De exceptie van onontvankelijkheid is gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 november 1998.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 3202

[S - C - 98/21461]

Urteil Nr. 115/98 vom 18. November 1998

Geschäftsverzeichnisnummer 1259

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 31 des königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1996 « zur Festlegung verschiedener steuerlicher Maßnahmen in Anwendung der Artikel 2 § 1 und 3 § 1 Nrn. 2 und 3 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion », der durch das Gesetz vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, erhoben von J.-P. Naniot und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cereixe und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Dezember 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 31 des königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1996 « zur Festlegung verschiedener steuerlicher Maßnahmen in Anwendung der Artikel 2 § 1 und 3 § 1 Nrn. 2 und 3 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 1996, vierte Ausgabe), der durch das Gesetz vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, erhoben J.-P. Naniot, wohnhaft in 5000 Namur, rue de l'Abbaye 26, G. Martinez, wohnhaft in 1420 Braine-l'Alleud, avenue de la Bonne Fosse 15, und C. Dreesen, wohnhaft in 9450 Haaltert, Fonteinstraat 24.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 22. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 13. Februar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Februar 1998 (Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Februar 1998).

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 31. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 20. April 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 21. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 19. Dezember 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 23. September 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 21. Oktober 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. September 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Oktober 1998

— erschienen

. RA J.-M. Picard, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. B. Druart und P. Goblet, Beamte beim Finanzministerium, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Parteien angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmung

Artikel 31 des angefochtenen königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1996 bestimmt, daß Artikel 222 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 durch folgende Bestimmung ersetzt wird:

« Die in Artikel 220 Nr. 2 genannten Rechtspersonen unterliegen ebenfalls der Steuer für

1. die Arbeitgeberbeiträge für zusätzliche Altersversorgung und Ablebensversicherung sowie die Pensionen, Renten und ähnliche Leistungen, auf die sich Artikel 52 Nr. 3 Buchstabe b und Nr. 5 bezieht, soweit sie nicht den Voraussetzungen nach Artikel 59 entsprechen;

2. die in Artikel 53 Nrn. 6 bis 11 und 14 genannten Kosten;

3. die Ausgaben im Sinne der Artikel 57 und 195 § 1 Absatz 1, die nicht durch Personalbogen und eine zusammenfassende Aufstellung belegt werden;

4. 25 Prozent der Kosten und Minderwerte in bezug auf die Benutzung von in Artikel 66 genannten Personenkraftwagen, Kombinationskraftwagen und Kleinbussen, mit Ausnahme der Kraftstoffkosten. »

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Klageschrift

A.1. Die angefochtene Maßnahme könne dem Personal der « Société des transports intercommunaux de Bruxelles » (S.T.I.B.) einen Nachteil zufügen. Die Verkehrsgesellschaft könnte nämlich die Streichung von Sozialvorteilen (Essengutscheine) beschließen, um einer allzu schweren Besteuerung zu entgehen, was für sie die einzige Möglichkeit darstelle, den aus ihrem Verwaltungsvertrag sich ergebenden Verpflichtungen nachzukommen. Da die Handlungsfreiheit der S.T.I.B. infolge ihres Verwaltungsvertrags weitgehend begrenzt sei, laufe das Personal der Gesellschaft wirklich Gefahr, als erstes von den verheerenden Folgen der angefochtenen Maßnahme betroffen zu sein.

A.2. Ein erster Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 172 der Verfassung aus.

A.3. Der zweite Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen Artikel 39 der Verfassung sowie gegen Artikel 6 § 1 X Nr. 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Schriftsatz des Ministerrates

A.4. Die Kläger - natürliche Personen - seien bei der « Société des transports intercommunaux de Bruxelles » beschäftigt. Sie seien Personalvertreter im Verwaltungsrat dieser Gesellschaft. Aus dem Wortlaut der Klageschrift gehe eindeutig hervor, daß es einerseits keinen direkten Zusammenhang zwischen der angefochtenen Rechtsnorm, die auf bestimmte Rechtspersonen (darunter die S.T.I.B.) anwendbar sei, und den Klägern, die natürliche Personen seien, gebe - es sei eine Beschlußfassung durch jede einzelne betroffene Rechtsperson erforderlich - und andererseits die angefochtene Bestimmung sich wohl in ungünstigem Sinne auf die steuerrechtliche Lage der Rechtspersonen, auf die sie sich beziehe, auswirke, die Lage des von diesen Rechtspersonen beschäftigten Personals jedoch keineswegs betreffe.

Da die Kläger nicht unter Beweis stellen würden, daß ihre persönliche Lage durch die angefochtene Bestimmung unmittelbar und in ungünstigem Sinne beeinflusst werde, sei ihre Klage wegen mangelnden Interesses als unzulässig zu bewerten.

Erwidierungsschriftsatz der klagenden Parteien

A.5. Die klagenden Parteien hätten ein Interesse an der Klage. Die Sozialvorteile würden gemäß den Schätzungen der S.T.I.B. dem größten steuerbaren Teil der verworfenen Ausgaben - etwa 90 Prozent - entsprechen. Unter diesen Umständen könne man davon ausgehen, daß die S.T.I.B. zur Verhinderung der Besteuerung dieser Ausgaben die ihrem Personal gewährten Sozialvorteile kürzen werde. Der Zusammenhang zwischen den verworfenen Ausgaben und den Sozialvorteilen stehe fest, weshalb anzunehmen sei, daß Personalmitglieder ein Interesse an der Nichtigerklärung jener Maßnahme hätten, durch welche die Besteuerung dieser Ausgaben für den Arbeitgeber eingeführt werde.

- B -

B.1.1. Der Ministerrat vertritt die Auffassung, daß die Klage unzulässig sei, weil die klagenden Parteien nicht das erforderliche Interesse an der Klageerhebung nachweisen würden.

B.1.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.1.3. Die klagenden Parteien sind bei der « Société des transports intercommunaux de Bruxelles » (S.T.I.B.) beschäftigt und vertreten das Personal im Verwaltungsrat dieser Gesellschaft. Wenngleich die angefochtene Bestimmung sich unbestreitbar in ungünstigem Sinne auf die steuerrechtliche Situation dieser Gesellschaft auswirkt, und zwar insofern, als die verworfenen Ausgaben besteuert werden, und obwohl dieser Umstand die Gesellschaft dazu veranlassen könnte, die Sozialvorteile zu revidieren, läßt sich daraus nicht schließen, daß die klagenden Parteien unmittelbar von dieser Bestimmung betroffen sein könnten.

Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die klagenden Parteien nicht das erforderliche Interesse an der Klageerhebung aufweisen.

Die Unzulässigkeitseinrede ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. November 1998

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 3203

[C - 98/21466]

Arrest nr. 118/98 van 18 november 1998

Rolnummer 1416

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 128, 156 en 157 van het Kieswetboek, ingesteld door P. D'Hoker.

Het Arbitragehof, beperkte kamer, samengesteld uit voorzitter L. De Grève en de rechters-verslaggevers H. Coremans en L. François, bijgestaan door de griffier L. Potoms,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 september 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 september 1998, is beroep tot vernietiging van de artikelen 128, 156 en 157 van het Kieswetboek ingesteld door P. D'Hoker, wonende te 9850 Nevele, Biebuyckstraat 10.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 15 september 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 29 september 1998 hebben de rechters-verslaggevers H. Coremans en L. François, met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de organieke wet, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat het beroep klaarblijkelijk onontvankelijk is.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de verzoekende partij kennisgegeven bij op 1 oktober 1998 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft bij op 14 oktober 1998 ter post aangetekende brief een memorie met verantwoording ingediend.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

1. Het beroep strekt tot de vernietiging van de artikelen 128, 156 en 157 van het Kieswetboek.

Artikel 128 van het Kieswetboek werd laatst vervangen door artikel 66 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur. In tegenstelling tot wat de verzoekende partij in haar memorie met verantwoording beweert, is die wet integraal in het *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1993 bekendgemaakt.

De artikelen 156 en 157 van het Kieswetboek werden laatst gewijzigd door de artikelen 4 en 5 van de wet van 5 april 1995 tot wijziging van de kieswetgeving, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 april 1995.

2. Naar luid van artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, zijn de beroepen strekkende tot vernietiging van een wettelijke bepaling slechts ontvankelijk indien zij worden ingesteld binnen een termijn van zes maanden na de bekendmaking van de bestreden bepaling in het *Belgisch Staatsblad*.

3. De verzoekende partij werpt op dat die termijn in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet omdat daardoor aan de burgers die meer dan zes maanden na de bekendmaking van een wettelijke bepaling worden geboren, de mogelijkheid wordt ontzegd om bij het Hof een beroep tot vernietiging in te stellen.

4. De beperking van de termijn om bij het Hof een beroep tot vernietiging in te stellen, is niet zonder verantwoording. « De termijn van onzekerheid mag immers niet onbeperkt zijn in de tijd; de eis van stabiliteit geldt bijzonder sterk in de publiekrechtelijke sfeer in verband met de verhoudingen tussen de overheid en de particulieren en tussen de verschillende overheden onderling » (*Gedr. St.*, Senaat, 1988-1989, nr. 483-1, p. 6).

Artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof is niet in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

5. Aangezien het beroep ter post werd afgegeven op 14 september 1998, is de termijn van zes maanden na de bekendmaking van de bestreden bepalingen in het *Belgisch Staatsblad* verstreken. Hieruit volgt dat het beroep tot vernietiging klaarblijkelijk onontvankelijk is.

Om die redenen,
het Hof, beperkte kamer,
met eenparigheid van stemmen uitspraak doende,
stelt vast dat het beroep tot vernietiging onontvankelijk is.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 november 1998.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
L. De Grève.

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 3203

[C - 98/21466]

Arrêt n° 118/98 du 18 novembre 1998

Numéro du rôle : 1416

En cause : le recours en annulation des articles 128, 156 et 157 du Code électoral, introduit par P. D'Hoker.

La Cour d'arbitrage, chambre restreinte,
composée du président L. De Grève et des juges-rapporteurs H. Coremans et L. François, assistée du greffier
L. Potoms,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 septembre 1998 et parvenue au greffe le 15 septembre 1998, un recours en annulation des articles 128, 156 et 157 du Code électoral a été introduit par P. D'Hoker, demeurant à 9850 Nevele, Biebuyckstraat 10.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 15 septembre 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 29 septembre 1998, les juges-rapporteurs H. Coremans et L. François ont informé le président, en application de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi organique, qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt constatant que le recours est manifestement irrecevable.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées à la partie requérante conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 1^{er} octobre 1998.

La partie requérante a introduit un mémoire justificatif par lettre recommandée à la poste le 14 octobre 1998.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

1. Le recours tend à l'annulation des articles 128, 156 et 157 du Code électoral.

L'article 128 du Code électoral a été remplacé pour la dernière fois par l'article 66 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat. Contrairement à ce que soutient la partie requérante dans son mémoire justificatif, cette loi a été publiée intégralement au *Moniteur belge* du 20 juillet 1993.

Les articles 156 et 157 du Code électoral ont été modifiés pour la dernière fois par les articles 4 et 5 de la loi du 5 avril 1995 modifiant la législation électorale, publiée au *Moniteur belge* du 15 avril 1995.

2. En vertu de l'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour, les recours tendant à l'annulation d'une disposition législative ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de six mois suivant la publication de la disposition attaquée au *Moniteur belge*.

3. La partie requérante objecte que ce délai est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution au motif que les citoyens qui sont nés plus de six mois après la publication d'une disposition législative sont privés de la possibilité d'introduire un recours en annulation auprès de la Cour.

4. La limitation du délai pour introduire un recours en annulation auprès de la Cour n'est pas dénuée de justification. « Le délai d'insécurité ne peut en effet être illimité dans le temps; l'exigence de stabilité est particulièrement importante en droit public pour les rapports entre l'autorité et les particuliers et entre les diverses autorités » (*Doc. parl.*, Sénat, 1988-1989, n° 483-1, p. 6).

L'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage n'est pas contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

5. Le recours ayant été remis à la poste le 14 septembre 1998, le délai de six mois suivant la publication des dispositions attaquées au *Moniteur belge* est expiré. Il s'ensuit que le recours en annulation est manifestement irrecevable.

Par ces motifs,
la Cour, chambre restreinte,
statuant à l'unanimité des voix,
constate que le recours en annulation est irrecevable.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 novembre 1998.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
L. De Grève.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 3203

[C — 98/21466]

Urteil Nr. 118/98 vom 18. November 1998

Geschäftsverzeichnisnummer 1416

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 128, 156 und 157 des Wahlgesetzbuches, erhoben von P. D'Hoker.
Der Schiedshof, beschränkte Kammer,
zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden L. De Grève und den referierenden Richtern H. Coremans und L. François, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 14. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. September 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob P. D'Hoker, wohnhaft in 9850 Nevele, Biebuyckstraat 10, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 128, 156 und 157 des Wahlgesetzbuches.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 15. September 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 29. September 1998 haben die referierenden Richter H. Coremans und L. François gemäß Artikel 71 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem die offensichtliche Unzulässigkeit der Klage festgestellt wird.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter der klagenden Partei mit am 1. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 14. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

1. Die Klage bezweckt die Nichtigerklärung der Artikel 128, 156 und 157 des Wahlgesetzbuches.

Artikel 128 des Wahlgesetzbuches wurde zuletzt durch Artikel 66 des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur ersetzt. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei in ihrem Begründungsschriftsatz behauptet, wurde dieses Gesetz vollständig im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Juli 1993 veröffentlicht.

Die Artikel 156 und 157 des Wahlgesetzbuches wurden zuletzt durch die Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 5. April 1995 zur Abänderung der Wahlgesetzgebung, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. April 1995 veröffentlicht wurde, abgeändert.

2. Nach Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sind Klagen auf Nichtigerklärung einer Gesetzesbestimmung nur insofern zulässig, als sie innerhalb einer sechsmonatigen Frist nach der im *Belgischen Staatsblatt* erfolgten Veröffentlichung der angefochtenen Bestimmung erhoben werden.

3. Die klagende Partei bringt vor, daß diese Frist im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehe, weil dadurch jenen Bürgern, die später als sechs Monate nach der Veröffentlichung einer Gesetzesbestimmung geboren werden, die Möglichkeit versagt werde, eine Nichtigkeitsklage beim Hof zu erheben.

4. Die Beschränkung der für die Erhebung einer Nichtigkeitsklage beim Hof vorgesehenen Frist ist nicht bar jeder Rechtfertigung. «Die Unsicherheit darf nämlich nicht zeitlich unbegrenzt sein; das Stabilitätsfordernis ist im Bereich des öffentlichen Rechts besonders ausgeprägt, was die Verhältnisse zwischen der öffentlichen Hand und den Bürgern sowie unter den verschiedenen Behörden selbst anbelangt» (*Parl. Dok.*, Senat, 1988-1989, Nr. 483-1, S. 6).

Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof steht nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

5. Da die Klageschrift am 14. September 1998 bei der Post aufgegeben wurde, ist die sechsmonatige Frist nach der im *Belgischen Staatsblatt* erfolgten Veröffentlichung der angefochtenen Bestimmungen abgelaufen. Daraus ergibt sich, daß die Nichtigkeitsklage offensichtlich unzulässig ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof, beschränkte Kammer,
einstimmig entscheidend,
stellt fest, daß die Nichtigkeitsklage unzulässig ist.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. November 1998.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
L. De Grève.

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 98 — 3204

[98/14250]

23 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit houdende terugbetaling van bijkomende reiskosten aan sommige personeelsleden van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoeding en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en 2 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 3, § 1, 10°, 4 en 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1976 tot uitbreiding aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart van de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 17 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 augustus 1998;

Gelet op het protocol van 2 september 1998, waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur » werden vastgelegd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat dit besluit de betaling van bijkomende reiskosten regelt die sommige personeelsleden te dragen hebben wegens hun standplaatsverandering als gevolg van een reorganisatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, bij ministeriële beslissing van 19 september 1997 en dat het derhalve verantwoord is de dringende noodzakelijkheid in te roepen;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart aan wie, als gevolg van de ministeriële beslissing van 19 september 1997 houdende reorganisatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, amtsshalve een andere administratieve standplaats werd toegewezen.

Art. 2. De bijkomende reiskosten die de in artikel 1 bedoelde personeelsleden te dragen hebben worden hen vanaf de datum van hun standplaatsverandering uitbetaald op basis van de officiële tarieven (2e klasse) van het openbaar vervoer, gedurende een periode van maximaal twee jaar.

Art. 3. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 98 — 3204

[98/14250]

23 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal portant remboursement de frais de transport supplémentaires à certains agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1967 et du 2 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 3, § 1er, 10°, 4 et 14, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1976 étendant à l'Office régulateur de la Navigation intérieure le champ d'application de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 août 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 17 août 1998;

Vu le protocole du 2 septembre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité de Secteur VI « Communication et infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que le présent arrêté règle le remboursement des frais supplémentaires de transport, exposés par certains agents en raison du changement de leur résidence administrative, à la suite d'une réorganisation de l'Office régulateur de la Navigation intérieure par décision ministérielle du 19 septembre 1997 et qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est d'application aux agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, qui, à la suite de la décision ministérielle du 19 septembre 1997 portant réorganisation de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, ont été affectés d'office à une autre résidence administrative.

Art. 2. Les frais supplémentaires de transport exposés par les agents visés à l'article 1er, leur sont remboursés, sur base des tarifs officiels (2e classe) des transports en commun, à partir de la date du changement de leur résidence, pendant une période de deux ans maximum.

Art. 3. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

N. 98 — 3205

[98/14267]

5 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit betreffende de agenten en ambtenaren van de Regie der Luchtwegen, gelijktijdig inspecteurs van luchtvaartpolitie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 38, 39, 40, 40bis en 41, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1998 houdende aanvullende bepalingen betreffende de hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal, inzonderheid artikel 11;

F. 98 — 3205

[98/14267]

5 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal relatif aux agents et fonctionnaires de la Régie des Voies aériennes, simultanément inspecteurs de police aéronautique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment les articles 38, 39, 40, 40bis et 41, modifiés la loi du 6 août 1973;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1998 portant des dispositions complémentaires relatives à la réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, notamment l'article 11;

Overwegende dat bij de overdracht van de exploitatie van de luchthaven van Brussel-Nationaal van de Regie der Luchtwegen naar de naamloze vennootschap van publiek recht « Brussel International Airport Company », ook personeelsleden van deze Regie, aan wie een mandaat verleend was van inspecteur van luchtvaartpolitie, werden overgedragen naar de naamloze vennootschap van publiek recht « Brussel International Airport Company »;

Overwegende dat deze mandaten van luchtvaartpolitie die aan deze personeelsleden verleend waren dienen behouden te blijven;

Overwegende dat de bevoegdheid van deze inspecteurs beperkt dient te worden tot Brussel-Nationaal waarvan de exploitatie overgedragen werd aan de naamloze vennootschap van publiek recht « Brussels International Airport Company », terwijl zij met het oog op de eenvormigheid en overeenkomstig de wet van 27 juni 1937 houdende regeling van de luchtvaart dienen onderworpen te worden aan het gezag van de hoofdinspecteur van luchtvaartpolitie wat hun ambt van inspecteur betreft;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De agenten en ambtenaren van de Regie der Luchtwegen, tevens inspecteur van luchtvaartpolitie, die op 1 oktober 1998 als statutaire personeelsleden overgedragen worden naar de naamloze vennootschap van publiek recht « Brussels International Airport Company » (B.I.A.C.) blijven het ambt van inspecteur luchtvaartpolitie vervullen.

Art. 2. De inspecteurs bedoeld bij artikel 1 zullen onder het gezag staan van de directeur-generaal van het Bestuur van de Luchtvaart, hoofdinspecteur van luchtvaartpolitie. Zij zullen bevoegd zijn op de luchthaven van Brussel-Nationaal.

Art. 3. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Considérant que par le transfert de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National de la Régie des Voies aériennes à la société anonyme de droit public « Brussels International Airport Company », des agents de cette Régie, à qui des mandats d'inspecteur de la police aéronautique ont été conférés, ont été également transférés à la société anonyme de droit public « Brussels International Airport Company »;

Considérant que les mandats de police aéronautique qui ont été conférés à ces agents doivent être maintenus;

Considérant que la compétence de ces inspecteurs doit être limitée à l'aéroport de Bruxelles-National dont l'exploitation a été transférée à la société anonyme de droit public « Brussels International Airport Company » et que par souci d'uniformité et conformément à la loi du 27 juin 1937 portant réglementation de la navigation aérienne, ces inspecteurs doivent être subordonnés à l'inspecteur en chef de la police aéronautique, pour ce qui concerne leur fonction d'inspecteur,

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les agents et fonctionnaires de la Régie des Voies aériennes, simultanément inspecteurs de police aéronautique, qui seront transférés, le 1^{er} octobre 1998 comme membre du personnel statutaire de la société anonyme de droit public « Brussels International Airport Company » (B.I.A.C.) continuent à exercer la fonction d'inspecteur de police aéronautique.

Art. 2. Les inspecteurs mentionnés sous l'article 1^{er} sont subordonnés au directeur général de l'Administration de l'Aéronautique, inspecteur en chef de la police aéronautique. Ils auront compétence dans l'aéroport de Bruxelles-National.

Art. 3. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

N. 98 — 3206 (98 — 3006)

[98/14309]

20 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit betreffende de bevorderings- en mutatieprocedures bij de buitendiensten van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur. — Erratum

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 oktober 1998, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 november 1998, bladzijde 36539, Nederlandse tekst, wordt de vermelding "november" vervangen door "april".

F. 98 — 3206 (98 — 3006)

[98/14309]

20 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal relatif aux procédures de promotion et de mutation aux services extérieurs de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation du Ministère des Communications et de l'Infrastructure. — Erratum

Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 20 octobre 1998, publié au *Moniteur belge* du 10 novembre 1998, page 36539, texte néerlandais, la mention "november" est remplacée par "april".

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 98 — 3207 (98 — 171)

[98/16329]

7 JANUARI 1998. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 7 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Middenstand en Landbouw. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 1998 moeten de volgende wijzigingen worden aangebracht :

In de Nederlandse tekst :

— in artikel 1, blz. 1629, onder het opschrift « Hoofdbestuur », moet de vermelding :

« eerste vertaler »

vervangen worden door de vermelding :

« eerstaanwendend vertaler ».

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 98 — 3207 (98 — 171)

[98/16329]

7 JANVIER 1998. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 7 janvier 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 23 janvier 1998, les modifications suivantes doivent être apportées :

Dans le texte néerlandais :

— A l'article 1^{er}, p. 1629, sous la rubrique « Administration centrale », la mention :

« eerste vertaler »

doit être remplacée par la mention :

« eerstaanwendend vertaler ».

N. 98 — 3208 (98 — 452)

[98/16324]

10 FEBRUARI 1998. — Programmawet tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1998 moet de volgende wijziging worden aangebracht :

In de Franse tekst :

— in artikel 52, 3°, § 7, wordt het woord « article 7 » vervangen door het woord « article 17 ».

F. 98 — 3208 (98 — 452)

[98/16324]

10 FEVRIER 1998. — Loi-programme pour la promotion de l'entreprise indépendante. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 21 février 1998 doit être apportée la modification suivante :

Au texte français :

— à l'article 52, 3°, § 7, le mot « article 7 » est remplacé par le mot « article 17 ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 98 — 3209 (98 — 452)

[C - 98/03569]

24 NOVEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het besluit van het Comité van het Rentenfonds van 16 november 1998 tot wijziging van het besluit van het Comité van het Rentenfonds van 27 december 1995 tot vaststelling van het marktreglement van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 september 1997, inzonderheid op artikel 4,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd besluit van het Comité van het Rentenfonds van 16 november 1998 tot wijziging van het besluit van het Comité van het Rentenfonds van 27 december 1995 tot vaststelling van het marktreglement van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 november 1998.

J.-J. VISEUR

Bijlage bij het ministerieel besluit van 24 november 1998

Besluit van het Comité van het Rentenfonds tot wijziging van het marktreglement van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten.

Het Comité van het Rentenfonds,

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 32, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 september 1997, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van het Comité van het Rentenfonds van 27 december 1995 tot vaststelling van het marktreglement van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, zoals gewijzigd door het besluiten van het Comité van het Rentenfonds van 6 november 1997 en 16 maart 1998, inzonderheid op de artikelen 34 en 35;

Overwegende dat de groep "Fin Euro" van het Commissariaat-generaal voor de euro aanbeveelt alle gereglementeerde markten op 31 december 1998 te sluiten, teneinde de overgang naar de euro vlotter te laten verlopen;

Overwegende dat het aangeraden is dat de marktparticipanten die dag zoveel mogelijk afzien van het sluiten van transacties op de gereglementeerde en niet-gereglementeerde markten. Dat de sluiting

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 98 — 3209 (98 — 452)

[C - 98/03569]

24 NOVEMBRE 1998. — Arrêté ministériel portant approbation de l'arrêté du Comité du Fonds des Rentes du 16 novembre 1998 modifiant l'arrêté du Comité du Fonds des Rentes du 27 décembre 1995 fixant le règlement du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1997, notamment l'article 4,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Comité du Fonds des Rentes du 16 novembre 1998 modifiant l'arrêté du Comité du Fonds des Rentes du 27 décembre 1995 fixant le règlement du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 novembre 1998.

J.-J. VISEUR

Annexe à l'arrêté ministériel du 24 novembre 1998

Arrêté du Comité du Fonds des Rentes modifiant le règlement du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie.

Le Comité du Fonds des Rentes,

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 32, § 2;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie tel que modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1997, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Comité du Fonds des Rentes du 27 décembre 1995 fixant le règlement du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, tel que modifié par les arrêtés du Comité du Fonds des Rentes du 6 novembre 1997 et du 16 mars 1998, notamment les articles 34 et 35;

Considérant que le groupe "Fin Euro" du Commissariat général pour l'euro recommande de fermer tous les marchés réglementés le 31 décembre 1998, afin de faciliter le passage à l'euro;

Considérant qu'il est conseillé que les participants des marchés s'abstiennent, ce jour-là, le plus possible de conclure des transactions sur ou en dehors des marchés réglementés. Que la fermeture du marché

van de geregementeerde secundaire buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten in die context een signaalfunctie heeft;

Besluit:

Enig Artikel. Per 31 december 1998 is de markt bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten gesloten, zodat die dag geen enkele transactie plaatsvindt op die markt.

Het Comité van het Rentenfonds publiceert voor die dag noch referentiekosten noch statistische gegevens met betrekking tot lineaire obligaties, gesplitste effecten of schatkistcertificaten.

Brussel, 16 november 1998.

De voorzitter van het Comité,
J.-P. ARNOLDI

réglementé hors bourse des obligations linéaires, des titres scindées et des certificats de trésorerie donne un signal en la matière;

Arrête:

Article unique. Le 31 décembre 1998, le marché visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie est fermé, de sorte qu'aucune transaction n'a lieu ce jour sur ce marché.

Le Comité du Fonds des Rentes ne publie, pour ce jour, ni cours de référence, ni données statistiques relatives aux obligations linéaires, titres scindés ou certificats de trésorerie.

Bruxelles, le 16 novembre 1998.

Le président du Comité,
J.-P. ARNOLDI

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 98 — 3210

[S - C - 98/12901]

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het minimumbedrag van het loon dat men moet genieten om als een betaalde sportbeoefenaar te worden beschouwd (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het advies van het Nationaal Paritair Comité voor de sport;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers en de sportbeoefenaars die zij tewerkstellen onverwijld voor 1999 op de hoogte moeten kunnen zijn van het minimumbedrag dat een sportbeoefenaar moet verdienen om onderworpen te zijn aan de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het in artikel 2, § 1, van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars bedoelde loonbedrag wordt voor het jaar 1999 bepaald op 541 128 frank.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 24 februari 1978, *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1978.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 98 — 3210

[S - C - 98/12901]

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal fixant le montant minimal de la rémunération dont il faut bénéficier pour être considéré comme sportif rémunéré (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, notamment l'article 2, § 1^{er};

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale des sports;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que les employeurs et les sportifs qu'ils occupent puissent avoir connaissance sans retard du montant minimal, pour l'année 1999, qu'un sportif doit gagner pour être soumis à la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la rémunération visé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré est fixé pour l'année 1999 à 541 128 francs.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 24 février 1978, *Moniteur belge* du 9 mars 1978.

N. 98 — 3211

[S - C - 98/12903]

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggingstermijnen voor de werklieden van de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

F. 98 — 3211

[S - C - 98/12903]

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les ouvriers des services ressortissant à la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, subsidiés par la Communauté flamande (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er dringend aanleiding toe bestaat de opzeggings-termijnen te wijzigen in het belang van de werklieden tewerkgesteld in de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, hebben de werklieden recht op een opzeggingstermijn van zeven dagen per jaar anciënniteit in de dienst, met een minimum van de opzeggingstermijn bepaald in artikel 59, tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. De opzeggingstermijn bepaald in § 1 is niet van toepassing in geval het ontslag gegeven wordt door de werkgever in het kader van een brugpensioenregeling. In dat geval worden de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59, tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

Art. 3. De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.

Vu l'avis de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers des services ressortissant à la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, subsidiés par la Communauté flamande, de modifier d'urgence les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des services ressortissant à la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, subsidiés par la Communauté flamande.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le préavis est donné par l'employeur, les ouvriers ont droit à un délai de préavis de sept jours par année d'ancienneté dans le service, avec un minimum du délai de préavis prévu à l'article 59, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2. Le délai de préavis fixé au § 1^{er} n'est pas applicable si l'employeur licencie l'ouvrier dans le cadre d'un régime de prépension. Dans ce cas les délais de préavis prévus à l'article 59, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont d'application.

Art. 3. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur de cet arrêté continuent à produire tous leurs effets.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

N. 98 — 3212

[C - 98/12920]

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen voor de vervaardiging van gelaste buizen, gelegen in de streek van het Centrum en die onder het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1992 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische toestand het spoedig invoeren van een regeling van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden rechtvaardigt voor de ondernemingen voor de vervaardiging van gelaste buizen, gelegen in de streek van het Centrum en die onder het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren;

F. 98 — 3212

[C - 98/12920]

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises de fabrication de tubes soudés, situées dans la région du Centre et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, § 1^{er}, modifié par la loi du 26 juin 1992 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle justifie l'instauration de toute urgence d'un régime de suspension de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour les entreprises de fabrication de tubes soudés, situées dans la région du Centre et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen voor de vervaardiging van gelaste buizen, gelegen in de streek van het Centrum en die onder het Paritair Comité voor de ijzernijverheid ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag achttien weken niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de bij artikel 2 bedoelde aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving, worden gezonden aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling moeten de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop deze schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen gesteld worden.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 november 1998 en houdt op van kracht te zijn op 30 april 2000.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de fabrication de tubes soudés, situées dans la région du Centre et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue, moyennant notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser dix-huit semaines.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle visée à l'article 2 doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau de l'Office National de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et la communication visée à l'article 4 doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront mis en chômage.

La communication visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension complète de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise où le travail est suspendu.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 1998 et cessera d'être en vigueur le 30 avril 2000.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 98 — 3213

[C - 98/12949]

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 augustus 1980 betreffende het bijhouden van sociale documenten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, inzonderheid op artikel 5, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1980 betreffende het bijhouden van sociale documenten, inzonderheid op artikel 11;

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 98 — 3213

[C - 98/12949]

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 août 1980 relatif à la tenue des documents sociaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, notamment l'article 5, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 août 1980 relatif à la tenue des documents sociaux, notamment l'article 11;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 15 mei 1998, betreffende de aanvraag om advies binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juli 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1980 betreffende het bijhouden van sociale documenten, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De werkgever bedoeld in artikel 9, die wettelijk erkend is als uitzendbureau, wordt vrijgesteld van de verplichting het speciaal personeelsregister en de individuele documenten bij te houden, op voorwaarde dat hij de gegevens bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 24 september 1998 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling van uitzendkrachten, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, heeft medegegeerd aan de instelling, die belast is met de inning van de socialezekerheidsbijdragen, overeenkomstig de nadere regelen bepaald in het voornoemde besluit. »

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 2 december 1978.

Koninklijk besluit van 8 augustus 1980, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1980.

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 15 mai 1998, relative à la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté royal du 8 août 1980 relatif à la tenue des documents sociaux, est complété par l'alinéa suivant :

« L'employeur visé à l'article 9 qui est légalement agréé en tant qu'entreprise de travail intérimaire, est dispensé de l'obligation de tenir le registre spécial du personnel et les documents individuels, à condition de communiquer à l'institution, chargée de la perception des cotisations de sécurité sociale, les données visées à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 24 septembre 1998 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi des intérimaires, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, selon les modalités fixées dans l'arrêté susvisé. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978, *Moniteur belge* du 2 décembre 1978.

Arrêté royal du 8 août 1980, *Moniteur belge* du 27 août 1980.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 98 — 3214 (98 — 1672)

[C — 98/22622]

1 MAART 1998. — Koninklijk besluit betreffende in voedingsmiddelen toegelaten toevoegsels met uitzondering van kleurstoffen en zoetstoffen. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 126 van 3 juli 1998 :

Bijlage, hoofdstuk I, Nederlandse tekst

bladzijde 21796 : E 335 ii) dient te worden gelezen als :

“ Dinatriumtartraat ” in plaats van “ Dikaliumpartraat ”.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 98 — 3214 (98 — 1672)

[C — 98/22622]

1er MARS 1998. — Arrêté royal relatif aux additifs autorisés dans les denrées alimentaires à l'exception des colorants et des édulcorants. Errata

Moniteur belge n° 126 du 3 juillet 1998 :

Annexe, chapitre I^{er}, texte néerlandais

page 21796 : E 335 ii) doit être lu comme suit :

“ Dinatriumtartraat ” au lieu de “ Dikaliumpartraat ”.

Bijlage, hoofdstuk III, Nederlandse tekst
bladzijde 21802, in de laatste tabel moet na E 217 als volgt worden gelezen :
" Propyl-p-hydroxybenzoaat, natriumzout " in plaats van " Propyl-p-hydroxybenzoaat " .
Bijlage, hoofdstuk III, Nederlandse tekst
bladzijde 21804, de laatste rij van de tabel moet als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre III, texte néerlandais
page 21802, dans le dernier tableau après E 217 doit être lu comme suit :
" Propyl-p-hydroxybenzoate, sodium " au lieu de " Propyl-p-hydroxybenzoate " .
Annexe, chapitre III, texte néerlandais
page 21804, la dernière ligne du tableau doit être lu comme suit :

Dieetvoedsel voor speciale medische toepassingen met uitzondering van voeding voor zuigelingen en peuters - voeding voor gewichtsbepaling ter vervanging van de totale dagelijkse voedselinname of van een individuele maaltijd				1500		
---	--	--	--	------	--	--

Bijlage, hoofdstuk III, Nederlandse tekst
Bladzijde 21807, de tweede tabel en de tweede noot moeten als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre III, texte néerlandais
page 21807, le deuxième tableau et la deuxième note doivent être lus comme suit :

E-nummer	NAAM	VOEDINGSMIDDEL	INDICATIEF GEBRUIKSGEHALTE	RESTGEHALTE
			mg/kg	
E 249	Kaliumnitriet (1)	Niet-warmtebehandelde, gepekelde, gedroogde vleesproducten	150 (2)	50 (3)
E 250	Natriumnitriet (1)	Andere gepekelde vleesproducten Vleesproducten in blik Foie gras, foie gras entier, blocs de foie gras	150 (2)	100 (3)
		Gepekelde bacon		175 (3)
E 251	Natriumnitriet	Gepekelde vleesproducten Vleesproducten in blik	300	250 (4)
E 252	Kaliumnitriet	Harde, halfharde en halfzachte kaas Kaasanalogen op basis van zuivelproducten		50 (4)
		Gepekelde haring en sprot		200 (5)

(2) Uitgedrukt als NaNO₂.

Bijlage, hoofdstuk IV, Nederlandse tekst
bladzijde 21809, moet na E 339 en E 451 als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte néerlandais
page 21809, après E 339 et E 451 doit être lu comme suit :

E 339	Natriumfosfaten i) Mononatriumfosfaat	Gedeeltelijk gedehydrateerde melk met minder dan 28 % vaste stof	1 g/kg
	ii) Dinatriumfosfaat	Gedeeltelijk gedehydrateerde melk met meer dan 28 % vaste stof	1,5 g/kg
	iii) Trinatriumfosfaat	Melkpoeder en mager melkpoeder	2,5 g/kg
E 451	Trifosfaten i) Pentanatriumtrifosfaat ii) Pentakaliumtrifosfaat	Chocolade- en moutdranken op basis van zuivelproducten Alcoholhoudende dranken, behalve wijn en bier	2 g/l 1 g/l

Bijlage, hoofdstuk IV, Nederlandse tekst
bladzijde 21812, moet na E 481 en E 482 als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte néerlandais
page 21812, après E 481 et E 482 doit être lu comme suit :

E 481	Natriumstearoyl-2-lactylaet	Banketbakkerswaren Snelkookrijst Ontbijt-graanproducten	5 g/kg 4 g/kg 5 g/kg
-------	-----------------------------	---	----------------------------

E 482	Calciumstearoyl-2-lactylaet	Geëmulgeerde likeur	8 g/l
		Gedistilleerde dranken met minder dan 15 volumeprocent alcohol	8 g/l
		Snacks op basis van granen	2 g/kg
		Kauwgom	2 g/kg
		Vetemulsies	10 g/kg
		Desserts	5 g/kg
		Suikerwerk	5 g/kg
		Koffiewitmakers	3 g/kg
		Snacks op basis van granen of aardappelen	5 g/kg
		Conserven van gehakt vlees of in stukjes gesneden vlees	4 g/kg
		Poeders voor de bereiding van warme dranken	2 g/l
		Dieetvoeding voor speciale medische toepassingen; dieetvoeding voor gewichtsbeporing ter vervanging van de totale dagelijkse voedselinname of van een maaltijd	2 g/kg
		Brood (behalve het in bijlage II genoemde)	3 g/kg
		MOSTARDA DI FRUTTA	2 g/kg alleen of in combinatie

Bijlage, hoofdstuk IV, Nederlandse tekst
bladzijde 21813, moet na E 551 tot en met E 559 als volgt worden
gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte néerlandais
page 21813, après E 551 jusqu'au E 559 doivent être lu comme suit :

E 551	Siliciumdioxide	Gedroogde voedingsmiddelen in poedervorm (met inbegrip van suikers)	10 g/kg
E 552	Calciumsilicaat		
E 553a	i) Magnesiumsilicaat ii) Magnesiumtrisilicaat (6)	Zout en zoutvervangers Voedingssupplementen	10 g/kg quantum satis
E 553b	Talk (6)	Voedingsmiddelen in tablet- of drageevorm	quantum satis
E 554	Natriumaluminiumsilicaat	Gesneden harde kaas en gesneden smeltkaas	10 g/kg
E 555	Kaliumaluminiumsilicaat		alleen
E 556	Calciumaluminiumsilicaat		of in combinatie
E 559	Kaolin		
		Kauwgom Rijst Worst (alleen oppervlaktebehandeling) Gegoten jelly suikerwerk (alleen oppervlaktebehandeling)	Quantum satis (7)

Bijlage, hoofdstuk IV, Nederlandse tekst
bladzijde 21814, moet na E 901 tot en met E 904 als volgt worden
gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte néerlandais
page 21814, après E 901 jusqu'au E 904 doivent être lu comme suit :

E 901	Bijenwas, wit en geel	Als glansmiddel uitsluitend voor :	quantum satis
E 902	Candelillawas	Suikerwerk (met inbegrip van chocolade)	
E 903	Carnaubawas	Kleine banketbakkerswaren met chocolade-coating	
E 904	Schellak	Snacks Noten Koffiebonen	
		Voedingssupplementen	quantum satis
		Verse citrusvruchten, meloenen, appels en peren (uitsluitend oppervlaktebehandeling)	quantum satis

Bijlage, hoofdstuk III, Franse tekst

bladzijde 21832, de derde tabel moet als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre III, texte français

page 21832, le troisième tableau doit être lu comme suit :

N° E	NOM	DENREES ALIMENTAIRES	QUANTITE MAXIMALE
E 280 E 281	Acide propionique Propionate de sodium	Pain tranché préemballé et pain de seigle	3000 mg/kg exprimé en acide propionique
E 282 E 283	Propionate de calcium Propionate de potassium (1)	Pain à valeur énergétique réduite Pain partiellement cuit et préemballé Produits de la boulangerie fine préemballés (y compris les confiseries contenant de la farine) dont l'activité de l'eau est supérieure à 0,65 ROLLS, BUNS et PITTA préemballés CHRISTMAS PUDDING Pain préemballé	2000 mg/kg exprimé en acide propionique 1000 mg/kg exprimé en acide propionique
E 1105	Lysozyme	Fromage affiné	quantum satis

Bijlage, hoofdstuk IV, Franse tekst

bladzijde 21834, in de tabel moet de lijn tussen E 339 en E 340 worden geschrapt;

Bijlage, hoofdstuk IV, Franstalige tekst

bladzijde 21838, in de tabel moet na E 551 tot en met E 559 als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte français

page 21834, dans le tableau la ligne entre E 339 et E 340 doit être supprimée;

Annexe, chapitre IV, texte français

page 21838, dans le tableau après E 551 jusqu'au E 559 doivent être lu comme suit :

E 551 E 552 E 553 a	Dioxyde de silicium Silicate de calcium i) Silicate de magnésium ii) Trisilicate de magnésium (6)	Denrées alimentaires séchées en poudre (y compris les sucres) Sel et ses produits de remplacement Compléments alimentaires	10 g/kg 10 g/kg quantum satis
E553 b E 554 E 555 E 556 E 559	Talc (7) Silicate alumino-sodique Silicate alumino-potassique Silicate alumino-calcique Silicate d'aluminium (kaolin)	Denrées alimentaires en comprimés, en pastilles et en dragées Fromage à pâte dure en tranches et fromage fondu en tranches	quantum satis 10 g/kg seul ou en mélange
		Chewing-gum Riz Saucisses et saucissons (traitement en surface uniquement) Bonbons moulés à base de gélifiants (traitement en surface uniquement)	quantum satis (2)

Bijlage, hoofdstuk IV, Franse tekst

bladzijde 21838, in de tabel moet de lijn tussen E 631 en E 632 worden geschrapt.

Bijlage, hoofdstuk IV, Franse tekst

bladzijde 21839, in de tabel moet de voorlaatste rij als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre IV, texte français

page 21838, dans le tableau la ligne entre E 631 et E 632 doit être supprimée.

Annexe, chapitre IV, texte français

page 21839, dans le tableau l'avant-dernière ligne doit être lue comme suit :

-	Quinine	Boissons aromatisées sans alcool	85 mg/l
---	---------	----------------------------------	---------

Bijlage, hoofdstuk V, Franse tekst
bladzijde 21840, in de tabel moet de laatste rij als volgt worden gelezen :

Annexe, chapitre V, texte français
page 21840, dans le tableau la dernière ligne doit être lue comme suit :

E 460	Cellulose (microcristalline ou en poudre)	
E 461	Méthylcellulose	
E 462	Hydroxypropylcellulose	
E 463	Hydroxypropylméthylcellulose	
E 464	Méthyléthylcellulose	
E 465	Carboxyméthylcellulose	
E 466	Carboxyméthylcellulose de sodium	

Bijlage, hoofdstuk VI, Franse tekst
bladzijde 21842, in de tweede tabel moet de lijn tussen E 309 en E 338 worden geschrapt.

Annexe, chapitre VI, texte français
page 21842, dans le deuxième tableau la ligne entre E 309 et 338 doit être supprimée.

N. 98 — 3215 (98 — 2507)

[C - 98/22683]

14 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1998, blz. 30.485, lezen :

F. 98 — 3215 (98 — 2507)

[C - 98/22683]

14 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 19 septembre 1998, page 30.485, lire :

criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénominations et conditionnements	Opmerkingen — Observations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994	Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994
B-33	1414-531	INNOHEP 14.000 Leo s. S.C. 10 × 14.000 I.U. aXa/0,7 ml		3 964,—	250	375

in plaats van :

au lieu de :

criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénominations et conditionnements	Opmerkingen — Observations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994	Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994 — Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994
B-33	1414-531	INNOHEP 14.000 Leo s. S.C. 10 × 14.000 I.U. aXa/0,7 ml		3 694,—	250	375

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 98 — 3216

[S - C - 98/00725]

26 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de Civiele Bescherming, inzonderheid op artikel 2 en op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer, inzonderheid op de artikelen 10 en 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 september 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 15 oktober 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd door de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat er momenteel geen Duitstalige handboeken voor handen zijn met het oog op het behalen van de brevetten zoals voorzien in het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer, dit door het ontbreken van een financiële regeling; dat de opleiding ten behoeve van de Duitstalige leden van de brandweerdiensten hierdoor momenteel compleet stil gevallen is met als gevolg dat de veiligheid van de bevolking in het Duitstalig gebied van het land in het gedrang komt;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. Voor de opleidingslessen waarvoor na afloop een brevet wordt afgegeven wordt er per ingeschreven leerling die drie vierde van de lessen heeft gevolgd en die ten minste aan één van de examenperiodes die deze lessen afsluiten, volledig heeft deelgenomen een subsidie toegekend, die als volgt bepaald is :

1° voor de cursus tot het behalen van het brevet van brandweerman: 10 000 frank;

2° voor de cursus tot het behalen van het brevet van korporaal: 15 000 frank;

3° voor de cursus tot het behalen van het brevet van sergeant: 15 000 frank;

4° voor de cursus tot het behalen van het brevet van adjudant: 20 000 frank;

5° voor de cursus tot het behalen van het brevet van onderluitenant: 30 000 frank;

6° voor de cursus tot het behalen van het brevet van technicus brandvoorkoming: 30 000 frank;

7° voor de cursus tot het behalen van het brevet van dienstchef: 30 000 frank.

In afwijking van het eerste lid, wordt er per leerling een subsidie toegekend voor elke cursus waarvan hij ten minste drie vierde van het programma gevolgd heeft. In dit geval, wordt de subsidie berekend overeenkomstig de in § 2 bedoelde bedragen.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 98 — 3216

[S - C - 98/00725]

26 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile, notamment l'article 2 et l'article 9, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie, notamment les articles 10 et 11, modifiés par l'arrêté royal du 28 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 septembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 15 octobre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'extrême urgence, motivée par la circonstance qu'il n'y a actuellement aucun manuel en allemand disponible en vue d'obtenir les brevets tels que prévus par l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie; ceci en raison d'une carence concernant le règlement financier; que la formation à l'intention des membres de langue allemande des services d'incendie est ainsi tout à fait au point mort avec pour conséquence que la sécurité de la population des territoires de langue allemande est compromise;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1^{er}. Pour les cours de formation à l'issue desquels est délivré un brevet, il est octroyé, par élève inscrit qui a suivi les trois quarts des cours et qui a entièrement participé à au moins l'une des sessions d'examens qui clôturent ces cours, une subvention fixée comme suit :

1° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de sapeur-pompier: 10 000 francs;

2° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de caporal: 15 000 francs;

3° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de sergent: 15 000 francs;

4° pour le cours en vue de l'obtention du brevet d'adjudant: 20 000 francs;

5° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de sous-lieutenant: 30 000 francs;

6° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie: 30 000 francs;

7° pour le cours en vue de l'obtention du brevet de chef de service: 30 000 francs.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une subvention est également accordée par élève pour chaque cours dont il a au moins suivi les trois quarts du programme. La subvention est dans ce cas calculée conformément aux montants visés au § 2.

§ 2. Voor de vervolmakings- of bijscholingslessen en voor de bijzondere opleidingen of speciale bijscholingen die worden georganiseerd op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken, wordt per ingeschreven leerling die drie vierde van de lessen heeft gevolgd en die ten minste aan één van de examenperiodes die deze lessen eventueel afsluiten, volledig heeft deelgenomen een subsidie toegekend, die als volgt bepaald is :

- 1° de cursussen van 6 tot en met 20 uren : 2 500 frank;
- 2° de cursussen van 21 tot en met 40 uren : 3 500 frank;
- 3° de cursussen van 41 tot en met 60 uren : 7 000 frank;
- 4° de cursussen van 61 tot en met 80 uren : 10 500 frank;
- 5° de cursussen van 81 tot en met 100 uren : 14 000 frank.

Van de in het eerste lid bedoelde vervolmakings- en bijscholingscursussen worden uitgezonderd, de cursussen voor ambulancier, die georganiseerd worden onder het toezicht van de Minister van Volksgezondheid.

§ 3. De deelname door personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken aan de cursussen bedoeld in §§ 1 en 2, wordt gesubsidieerd overeenkomstig § 2.

§ 4. De bedragen bedoeld in §§ 1 en 2 schommelen met het indexcijfer van de consumptieprijzen; zij worden gekoppeld aan het indexcijfer 162,11 van februari 1995, basis 1981 = 100.

In geval van aanpassing worden zij afgerond tot op het naastlagere duizendtal. ».

Art. 2. In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de §§ 2 en 3 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De handboeken worden, na de goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Zaken, ter beschikking gesteld van de leerlingen door de erkende opleidingscentra voor de brandweer.

De door de opleidingscentra voor de brandweer gemaakte kosten voor het opstellen van de in het eerste lid bedoelde handboeken, worden terugbetaald op een forfaitaire basis die overeenstemt met de vermenigvuldiging van het totale aantal uren van het cursusprogramma waarvoor een handboek opgesteld wordt, met 8 000 frank.

De bijwerkingen worden gesubsidieerd aan 2 000 frank per bladzijde op voorwaarde dat het om aanzienlijke bijwerkingen gaat. Deze subsidie wordt uitbetaald om de drie jaar, te rekenen vanaf de datum van de goedkeuring van het handboek door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Voor de vertaling in het Duits van de bovenbedoelde handboeken en bijwerkingen, wordt een bijkomende subsidie van 32 frank per regel toegekend aan het Provinciaal Opleidingscentrum voor de agenten van de brandweer van de provincie Luik. ».

« § 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde bedragen schommelen met het indexcijfer van de consumptieprijzen : zij worden gekoppeld aan het indexcijfer 162,11 van februari 1995, basis 1981 = 100.

In geval van aanpassing worden zij afgerond tot op het naastlagere duizendtal. ».

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

§ 2. Pour les cours de perfectionnement ou de recyclage et pour les formations particulières ou les recyclages spéciaux organisés à la demande du Ministre de l'Intérieur, il est octroyé par élève inscrit qui a suivi les trois quarts des cours et qui a entièrement participé à au moins l'une des sessions d'examens qui clôturent éventuellement ces cours une subvention fixée comme suit :

- 1° les cours de 6 à 20 heures : 2 500 francs;
- 2° les cours de 21 à 40 heures : 3 500 francs;
- 3° les cours de 41 à 60 heures : 7 000 francs;
- 4° les cours de 61 à 80 heures : 10 500 francs;
- 5° les cours de 81 à 100 heures : 14 000 francs.

Les cours d'ambulancier organisés sous le contrôle du Ministre de la Santé publique ne font pas partie des cours de perfectionnement et de recyclage visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. La participation des membres du personnel du Ministère de l'Intérieur aux cours visés aux §§ 1^{er} et 2, est subventionnée conformément au § 2.

§ 4. Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation; ils sont rattachés à l'indice 162,11 de février 1995, base 1981 = 100.

En cas d'adaptation, ils sont arrondis au millier inférieur. ».

Art. 2. Dans l'article 11 du même arrêté, les §§ 2 et 3 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 2. Les manuels de cours sont mis à la disposition des élèves par les centres agréés de formation pour les services d'incendie, après approbation du Ministre de l'Intérieur.

Les frais exposés par les centres de formation pour les services d'incendie pour la rédaction des manuels de cours visés à l'alinéa 1^{er} sont remboursés sur une base forfaitaire correspondant à la multiplication des heures que comptabilise le programme de cours faisant l'objet d'un manuel par 8 000 francs.

Les mises à jour sont subsidiées à raison de 2 000 francs par page à condition qu'elles aient un caractère substantiel. Le paiement de ce subside a lieu tous les trois ans à dater de l'approbation du manuel de cours par le Ministre de l'Intérieur.

Pour la traduction en allemand des manuels de cours et des mises à jour susvisés, il est alloué au Centre Provincial de formation pour les agents des services d'incendie de la province de Liège un subside complémentaire de 32 francs par ligne. ».

« § 3. Les montants visés aux §§ 1^{er} et 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation : ils sont rattachés à l'indice 162,11 de février 1995, base 1981 = 100.

En cas d'adaptation, ils sont arrondis au millier inférieur. ».

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au Ministre de l'Intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 98 — 3217

[C - 98/02124]

29 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kostprijs van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten die niet bedoeld zijn door de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 1 juli 1969 bepaalt het recht van oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat. Zij vertonen immers een ernstige en bijzondere pathologie, specifiek veroorzaakt door lichamelijke en psychische dwang en door andere zware mishandelingen tijdens de oorlog, die de kosteloosheid van de behandeling verantwoordt, als blijk van duurzame erkentelijkheid van de natie.

Het is de opdracht van de Commissie voor Geneeskundige Verzorging, opgericht bij het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, om voorstellen te formuleren om voor bepaalde geneesmiddelen, waarvoor in de nomenclatuur geen tegemoetkoming is vastgesteld, de kosteloosheid toe te kennen.

De werkzaamheden en de conclusies van de Commissie zijn altijd gesteund op de eerder genoemde specifieke noden van de oorlogsinvaliden.

Verscheidene actieve bestanddelen bestemd voor de verwerking in magistrale bereidingen, die voorheen kosteloos waren, zijn uit de nomenclatuur geschrapt.

De Commissie voor Geneeskundige Verzorging heeft aldus deze substanties onderzocht, rekening houdend met de eerder beschreven beginselen en de strikte financiële weerslag.

De terugbetaling door het N.I.O.O.O. van magistrale bereidingen voorgedragen op basis van de voorstellen van voornoemde Commissie, maakt het voorwerp uit van artikel 1, artikel 2 en van artikel 3 van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

29 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kostprijs van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten die niet bedoeld zijn door de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat;

Gelet op de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze verzorging van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, alsmede van de oorlogswezen;

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 98 — 3217

[C - 9802124]

29 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal fixant les conditions d'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés non visés par les arrêtés royaux fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 1^{er} juillet 1969 fixe le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat. Ils présentent en effet une pathologie lourde et particulière spécifiquement provoquée par des contraintes physiques et psychiques et par d'autres sévices graves subis pendant la guerre, justifiant la gratuité du traitement à titre de reconnaissance durable de la nation.

Il appartient à la Commission des Soins de Santé, créée auprès de l'Institut National des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, de formuler des propositions visant notamment à accorder la gratuité de certains médicaments pour lesquels la nomenclature ne prévoit aucune intervention.

Les travaux et les conclusions de la Commission se basent à tout moment sur les besoins spécifiques précités des invalides de guerre.

Divers principes actifs destinés à être incorporés dans des préparations magistrales qui étaient gratuites auparavant, ont été supprimés de la nomenclature.

La Commission des Soins de Santé a dès lors procédé à l'examen de ces substances, compte tenu des principes énoncés précédemment ainsi que de la stricte incidence financière.

Les préparations magistrales, dont le remboursement est assuré par l'I.N.I.G. sur base des propositions de ladite Commission, font l'objet de l'article 1^{er}, de l'article 2 et de l'article 3 du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

29 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal fixant les conditions d'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés non visés par les arrêtés royaux fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1969, fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat;

Vu la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil Supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1985 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kosten der geneeskundige verzorging der oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, van de oorlogswezen en krijgsgevangenen die een gevangenschap van zes tot twaalf maanden ondergaan hebben, inzonderheid op artikel 4, § 1 en op de laatste alinea van hoofdstuk IV van de bijlage van dit besluit die er bij koninklijk besluit van 15 februari 1990, gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 mei 1997, aan werd toegevoegd;

Gelet op het voorstel van de Commissie voor geneeskundige verzorging;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, voortvloeiend uit het feit dat onderhavig besluit beschikkingen inhoudt die op 1 april 1998 van kracht worden en dat het van belang is dat de praktische administratieve maatregelen zo spoedig mogelijk kunnen getroffen worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, overwegende dat een efficiënte werking van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers vergt dat de bepalingen van dit besluit zo vlug mogelijk worden bekendgemaakt en dat hun toepassing een tijdige voorlichting van de betrokkenen vereist;

Gelet op het gunstig advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën bij het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, gegeven op 17 april 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 2 en 3, betaalt het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, hierna "Instituut" genoemd, ten voordele van de begunstigten bedoeld bij artikel 1, a, van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomt in de kosten der geneeskundige verzorging der oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, van de oorlogswezen en krijgsgevangenen die een gevangenschap van zes tot twaalf maanden ondergaan hebben, de farmaceutische verstrekkingen die producten bevatten, die worden vermeld in de bijlage van dit besluit, terug.

Art. 2. De farmaceutische verstrekkingen die producten bevatten voorkomende in de bijlage van dit besluit zijn door het Instituut terugbetaalbaar als ze zijn voorgeschreven en afgeleverd door daartoe wettelijk gemachtigde personen. De terugbetaling kan afhankelijk worden gesteld van sommige voorwaarden, zoals ze zijn bepaald in de bijlage.

Art. 3. De basis waarop de terugbetalingen van het Instituut worden uitgevoerd is vastgesteld in toepassing van de wetgeving betreffende de prijzen van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1998.

Art. 5. Onze Minister van Ambtenarenzaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat intervient dans le coût des soins de santé aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre et aux prisonniers de guerre ayant subi une captivité de six à douze mois, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, notamment l'article 4, § 1^{er} et le dernier alinéa du chapitre IV de l'annexe de cet arrêté y ajouté par l'arrêté royal du 15 février 1990, modifié par l'arrêté royal du 30 mai 1997;

Vu la proposition de la Commission des soins de santé;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, résultant du fait que le présent arrêté contient des dispositions qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 1998 et qu'il importe que les mesures administratives d'ordre pratique puissent être prises sans délai;

Vu l'urgence, considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre nécessite que les dispositions du présent arrêté soient publiées au plus tôt et que leur application implique une prompte information des intéressés;

Vu l'avis favorable du délégué du Ministre des Finances près de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, donné le 17 avril 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 juin 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction Publique et de Notre Ministre de la Santé Publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 3, l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ci-après dénommé "Institut", rembourse en faveur des bénéficiaires visés à l'article 1^{er}, a, de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat intervient dans le coût des soins de santé aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre et aux prisonniers de guerre ayant subi une captivité de six à douze mois, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, les fournitures pharmaceutiques qui contiennent des produits repris à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Les fournitures pharmaceutiques qui contiennent des produits figurant à l'annexe du présent arrêté sont remboursables par l'Institut si elles sont prescrites et fournies par des personnes habilitées légalement à cet effet. Le remboursement peut être subordonné à certaines conditions, telles qu'elles sont prévues à l'annexe.

Art. 3. Les remboursements effectués par l'Institut s'opèrent sur la base du prix public fixé en application de la législation relative aux prix des préparations magistrales et produits assimilés.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1998.

Art. 5. Notre Ministre de la Fonction publique et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Bijlage
HOOFDSTUK I. — *Grondstoffen*

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Acetylsalicylzuur	10	6,80
	Adifeninehydrochloride	0,1	2,90
	Alginezuur	1	3,70
	Alkyltrimethylammoniumbromide	1	4,40
	Aluminiumhydraat colloidaal	10	8,70
	Ammoniumacetaatoplossing	10	1,80
	Benzalkoniumchloride	1	2,20
	Bimyconase	1	25,00
	Bithiol	10	27,00
	Bromelaïne	0,1	2,30
	Calciumchloride	10	26,00
	Calciumfosfaat (di)	10	4,40
	Calciumfosfaat (mono)	10	3,60
	Calciumfosfaat (tri)	10	2,80
	Calciumoxide	10	32,00
	Chloorbutolhydraat	1	3,30
	Chloorhexidineacetaat	0,1	1,80
	Chloorhexidinegluconaat	0,1	1,30
	Chlorquinaldol	1	24,00
	Cinnarizine	0,1	0,90
	Cocaïnehydrochloride (2 g)	0,1	21,00
	Codeïne	0,1	8,90
	Codeïnefosfaat	0,1	7,00
	Colchicine	0,01	11,50
	Collodium met ricinus	10	12,50
	Cortison	0,01	0,80
	Cortisonacetaat	0,01	0,80
	Dequaliniumchloride	0,1	21,00
	Dextromethorfaanhydrobromide	0,1	3,40
	Dextropropoxyfeenhydrochloride	0,1	2,80
	Digitoxoside	0,001	2,40
	Dihydralazinesulfaat	1	14,50
	Dihydroërgotaminemesilaat	0,001	0,80
	Dihydroërgotaminetartraat	0,001	2,30
	Dihydroërgotoxinemesilaat	0,001	0,80
	Divanillydenecyclohexanon	1	12,00

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	DL-Efedrine	1	12,50
	Efedrinehydrochloride linksdraaiend	1	9,90
	Efedrinehydrochloride racemisch	0,1	1,20
	Eosine en zouten	0,1	0,60
	Ether (100 g)	100	29,00
	Ethylmorphinehydrochloride	0,1	10,00
	Eucalyptol (30 g) (Is slechts vergoedbaar voor uitwendig gebruik en in suppositoria)	10	27,00
	Fenylbutazon	1	3,60
	Flaviastase	1	17,00
	Folcodine	0,1	11,50
	Gal gedroogde	1	11,50
	Glycolsalicylaat	1	2,90
	Guaifenesin	1	5,00
	Hexamethyleentetramine	10	14,00
	Histaminehydrochloride	0,1	18,00
	Hydroxypropylmethylcellulose (Is slechts vergoedbaar in topische bereidingen voor oftalmisch gebruik)	1	7,10
	Isopropylfenazon	1	4,40
	Isoxsuprinehydrochloride	0,1	5,80
	Isoxsuprineresinaat	0,1	2,90
	Jodium	1	3,60
	Kaliumchloraat	10	19,00
	Kaliumfosfaat	10	13,50
	Kaliumguajacolsulfonaat	10	17,50
	Kamfer (Enkel de prijs van DL-Kamfer mag aangerekend worden)	10	17,00
	Kaolien (witte bolus)	100	27,00
	Kininehydrobromide	1	17,50
	Magnesiumcarbonaat licht	10	5,00
	Magnesiumcarbonaat zwaar	10	4,70
	Magnesiumchloride	10	7,20
	Magnesiumcitraat	10	12,50
	Magnesiumhydraat	10	10,50
	Magnesiumoxide licht	10	6,80
	Magnesiumoxide zwaar	10	7,70
	Magnesiumsulfaat	100	23,00
	Magnesiumtrisilicaat	10	9,20
	Malachietgroen	0,1	3,30

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Mebeverinehydrochloride	1	31,00
	Menthol	1	3,90
	Mercurichloride	1	14,00
	Mercurioxycyanide	1	29,00
	Metamizol en zouten	1	2,30
	Methyleenblauw	1	13,50
	Methylnicotinaat	1	8,20
	Methylsalicylaat	10	5,20
	Mofebutazon	1	5,10
	Natriumalgiinaat	1	2,40
	Natriumbenzoaat	10	2,80
	Natriumbicarbonaat (250 g)	100	15,00
	Natriumboraat (250 g)	100	25,00
	Natriumchloride	10	1,80
	Natriumcitraat	10	4,90
	Natriumfosfaat (di)	10	6,20
	Natriumfosfaat (mono)	10	8,10
	Natriumkamfosulfonaat	1	9,90
	Natriummerbromine	0,1	0,60
	Natriumsalicylaat	10	13,00
	Natriumsulfaat	100	35,00
	Natriumthiomersal	0,1	12,00
+	Natriumthiosulfaat (10 g x 6)	10	6,80
	Noscapine	1	86,00
	Noscapinehydrochloride	1	81,00
	Olie : levertraan (100 g)	100	50,00
	Pancreas gelyofiliseerd poeder	1	23,00
	Pancreïne (aalvleesklier)	10	65,00
	Papaine	1	7,00
	Paracetamol	1	1,30
	Paraffine vloeibaar (200 g x 2 als dusdanig)	100	21,00
	Paraffine vloeibaar (100 g x 4 in bereiding)	100	21,00
	Piracetam	1	6,30
	Pseudo-efedrinehydrochloride	1	21,00
	Scopolaminehydrobromide	0,01	3,40
	Sorbitol (200 g x 2 als dusdanig)	10	3,30
	Sorbitol (50 g x 4 in bereiding)	10	3,30
	Sulfadiazine	10	41,00
	Sulfaguanidine	10	29,00

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Sulfamerazine	10	63,00
	Sulfamethoxydiazine	1	17,50
	Sulfathiazol	10	45,00
	Talk (200 g x 2 als dusdanig)	100	22,00
	Talk (50 g x 4 in bereiding)	100	22,00
	Terpinehydraat	10	14,00
	Tetracaïnehydrochloride	0,1	2,70
	Triethoxyrutine	1	15,00
	Vincamine en zouten	0,1	12,00
	Vitamine D2 40.000.000 IE/g	0,01	6,30
	Vitamine D2 trituratie 1.000.000 IE/g	0,1	14,50
	Vitamine D3 in poeder 40.000.000 IE/g	0,01	5,50
	Vitamine D3 trituratie 1.000.000 IE/g	1	4,10
	Vitamine K	0,1	2,10
	Vitamine K oplosbaar	0,1	2,30
	Waterstofperoxideoplossing 10 vol. (300 g)	100	18,00
	Yohimbinehydrochloride	0,1	17,00
	Zinkacetaat	10	24,00
	Zinkstearaat	10	14,50
	Zoutzuur	10	2,30
	Zoutzuur verdund	10	2,20

HOOFDSTUK II. — *Fytotherapeutische producten*

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Aconitum : tinktuur	10	41,00
	Aesculus hippocastanum (Wilde kastanje) : extrakt	1	9,00
	Aesculus hippocastanum (Wilde kastanje) : extrakt bestendig (100 g)	1	8,20
	Aesculus hippocastanum (Wilde kastanje) : extrakt vloeibaar	10	36,00
	Aesculus hippocastanum (Wilde kastanje) : tinktuur	10	41,00
	Agar-agar poeder	10	55,00
	Althaea (Heemst) : bloem	100	270,00
	Ballota : extrakt	1	16,50
	Benzoë BF V	10	45,00
	Benzoë : tinktuur	10	38,00
	Benzoë : samengestelde : tinktuur	10	54,00
	Capillus veneris (Venushaar) : extrakt vloeibaar	10	28,00
	Capsicine N.F.	1	9,20

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Capsicum : tinktuur	10	44,00
	Crataegus (Haagdoorn) : extract vloeibaar	10	29,00
	Drosera : tinktuur	10	54,00
	Foeniculum (Venkel) : vrucht	100	50,00
	Glycyrrhiza (Zoethout) : wortel	100	90,00
	Gnaphalium : bloem	100	463,00
	Hamamelis : extract vloeibaar	10	42,00
	Hydrastis : extract vloeibaar	10	179,00
	Ipeca samengestelde : extract vloeibaar	10	32,00
	Ispaghula : zaad (250 g x 2 als dusdanig)	100	28,00
	Ispaghula : zaad (50 g x 4 in bereiding)	100	28,00
	Lauro-cerasus (Laurierkers) : water (10 g x 4)	10	3,10
	Linum (Lijn) zaad (250 g x 2 als dusdanig)	100	21,00
	Linum (Lijn) zaad (50 g x 4 in bereiding)	100	21,00
	Malva sylvestris (Kaasjeskruid) : bloem	100	230,00
	Polygala : extract vloeibaar	10	60,00
	Psyllium zwart : zaad (250 g x 2 als dusdanig)	100	40,00
	Psyllium zwart : zaad (50 g x 4 in bereiding)	100	40,00
	Theekruiden : diureticae BF V (100 g x 2 als dusdanig)	100	43,00
	Theekruiden : pectorales (Borst) (50 g x 2 als dusdanig)	100	231,00
	Tolubalsem	1	9,10
	Tolubalsem : extract vloeibaar	10	25,00
	Tolubalsem : tinktuur	10	64,00
	Uva ursi (Beredruif) : blad	100	65,00
	Verbascum (Toorts) : bloem	100	93,00

HOOFDSTUK III. — *Geregistreerde, geprefabriceerde of gepretarifeerde preparaten, samenstellingen en farmaceutische vormen*

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Compretten		
G	acetylsalicylzuur 500 mg (XX)	x	5,30
	chlooramine		
G	250 mg (xx)	x	7,70
G	500 mg (xx)	x	9,60
G	hexamethyleentetramine 500 mg (xx)	x	5,50
	kaliumpermanganaat		
G	250 mg (xx)	x	6,50
G	500 mg (xx)	x	12,50
G	1 g (xx)	x	8,90

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
G	kininesulfaat 250 mg (xx)	x	53,00
	kool absorberende		
G	250 mg (xx)	x	11,50
G	500 mg (xx)	x	25,00
G	sulfadiazine 500 mg (xx)	x	25,00
G	sulfaguanidine 500 mg (xx)	x	14,00
G	sulfathiazol 500 mg (xx)	x	7,70
	Dragees		
G	borax, menthol, amylocaine (xxx)	x	10,50
	Jodium : tinktuur (50 g)	10	5,70
	Kalkolieliniment (Oliëfaze voor) (300 g)	100	20,00
	Kamferspiritus (300 g)	100	28,00
	Oliën		
	Kamfer (200 g)	100	59,00
	Oplossingen		
	ammoniakale anijsopl.	10	37,00
	antiseptische opl. (100 g)	100	15,50
	natrium merbromineopl. in alcohol 2 % (30 g)	10	4,60
	natrium merbromineopl. in water 2 % (30 g)	10	3,10
	Opodeldochbalsem (300 g)	100	42,00
	Paraffineolieëmulsie met agar-agar NF V (600 g)	100	38,00
	Siropen		
	codeïne	100	44,00
	ipecac samengestelde (Desessartz)	100	34,00
	tolubalsem	100	24,00
	Vitamine D2 oplossing in olie 400.000 I.E./g	1	5,40
	Vitamine D3 oplossing in olie 100.000 I.E./g	1	2,40
	Waters (600 g)		
	kalk	100	20,00

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
	Zalven		
	kamfer	10	5,30
	Zetkaarsjes		
G	met glycerol voor volwassenen (X)	stuk	3,70

HOOFDSTUK V. — *Medische hulpmiddelen en daarmee gelijkgestelde middelen*

Teken	Naam	Hoeveelh.	Prijs
*	Hydrofiele watten (100 g)	doos 100 g	32

Annexe

CHAPITRE I. — *Matières premières*

Signe	Nom	Quantite	Prix
	Acide acétylsalicylique	10	6,80
	Acide alginique	1	3,70
	Acide chlorhydrique	10	2,30
	Acide chlorhydrique dilué	10	2,20
	Adiphénine chlorhydrate	0,1	2,90
	Alkyltriméthylammonium bromure	1	4,40
	Aluminium hydrate colloïdal	10	8,70
	Ammonium acétate liquide	10	1,80
	Benzalkonium chlorure	1	2,20
	Bile desséchée	1	11,50
	Bimyconase	1	25,00
	Bithiol	10	27,00
	Bleu de méthylène	1	13,50
	Borax (250 g)	100	25,00
	Bromélaïne	0,1	2,30
	Calcium chlorure	10	26,00
	Calcium oxyde	10	32,00
	Calcium phosphate (mono)	10	3,60
	Calcium phosphate (di)	10	4,40
	Calcium phosphate (tri)	10	2,80
	Camphre (Seul le prix du DL-Camphre peut être porté en compte)	10	17,00
	Chlorbutol hydrate	1	3,30
	Chlorhexidine acétate	0,1	1,80
	Chlorhexidine gluconate	0,1	1,30

Signe	Nom	Quantite	Prix
	Chlorquinaldol	1	24,00
	Cinnarizine	0,1	0,90
	Cocaïne chlorhydrate (2 g)	0,1	21,00
	Codéine	0,1	8,90
	Codéine phosphate	0,1	7,00
	Colchicine	0,01	11,50
	Collodion élastique	10	12,50
	Cortisone	0,01	0,80
	Cortisone acétate	0,01	0,80
	Déqualinium chlorure	0,1	21,00
	Dextrométhorphan bromhydrate	0,1	3,40
	Dextropropoxyphène chlorhydrate	0,1	2,80
	Digitoxoside	0,001	2,40
	Dihydralazine sulfate	1	14,50
	Dihydroergotamine mésilate	0,001	0,80
	Dihydroergotamine tartrate	0,001	2,30
	Dihydroergotoxine mésilate	0,001	0,80
	Divanillydène cyclohexanone	1	12,00
	Eau oxygénée 10 vol. (300 g)	100	18,00
	Eosine et sels	0,1	0,60
	DL-Ephédrine	1	12,50
	Ephédrine lévogyre chlorhydrate	1	9,90
	Ephédrine racémique chlorhydrate	0,1	1,20
	Ether diéthylique (100 g)	100	29,00
	Ethylmorphine chlorhydrate	0,1	10,00
	Eucalyptol (n'est remboursable qu'en usage externe et en suppositoires)	10	27,00
	Flaviastase	1	17,00
	Glycol salicylate	1	2,90
	Guaiphénesine	1	5,00
	Hexaméthylènetétramine	10	14,00
	Histamine chlorhydrate	0,1	18,00
	Huile de foie de morue (100 g)	100	50,00
	Hydroxypropylméthylcellulose (n'est remboursable qu'en préparations à usage topique ophthalmique)	1	7,10
	Iode	1	3,60
	Isopropylphénazone	1	4,40
	Isoxsuprine chlorhydrate	0,1	5,80
	Isoxsuprine résinate	0,1	2,90

Signe	Nom	Quantite	Prix
	Kaolin	100	27,00
	Magnesium carbonate léger	10	5,00
	Magnesium carbonate lourd	10	4,70
	Magnesium chlorure	10	7,20
	Magnesium citrate	10	12,50
	Magnesium hydrate	10	10,50
	Magnesium oxyde léger	10	6,80
	Magnesium oxyde lourd	10	7,70
	Magnesium sulfate	100	23,00
	Magnesium trisilicate	10	9,20
	Mébévérine chlorhydrate	1	31,00
	Menthol	1	3,90
	Mercurique chlorure	1	14,00
	Mercurique oxycyanure	1	29,00
	Métamizole et sels	1	2,30
	Méthyle nicotinate	1	8,20
	Méthyle salicylate	10	5,20
	Mofebutazone	1	5,10
	Noscapine	1	86,00
	Noscapine chlorhydrate	1	81,00
	Pancreas lyophilisé en poudre	1	23,00
	Pancréine	10	65,00
	Papaïne	1	7,00
	Paracétamol	1	1,30
	Paraffine liquide (200 g x 2 tel quel)	100	21,00
	Paraffine liquide (100 g x 4 en préparation)	100	21,00
	Phénylbutazone	1	3,60
	Pholcodine	0,1	11,50
	Piracétam	1	6,30
	Potassium chlorate	10	19,00
	Potassium gaïacolsulfonate	10	17,50
	Potassium phosphate	10	13,50
	Pseudo-éphédrine chlorhydrate	1	21,00
	Quinine bromhydrate	1	17,50
	Scopolamine bromhydrate	0,01	3,40
	Sodium alginate	1	2,40
	Sodium benzoate	10	2,80
	Sodium dicarbonate (250 g)	100	15,00
	Sodium camphosulfonate	1	9,90

Signe	Nom	Quantite	Prix
	Sodium chlorure	10	1,80
	Sodium citrate	10	4,90
	Sodium merbromine	0,1	0,60
	Sodium phosphate (bi)	10	6,20
	Sodium phosphate (mono)	10	8,10
	Sodium salicylate	10	13,00
	Sodium sulfate	100	35,00
	Sodium thiomersal	0,1	12,00
+	Sodium thiosulfate (10 g x 6)	10	6,80
	Sorbitol (200 g x 2 tel quel)	10	3,30
	Sorbitol (50 g x 4 en préparation)	10	3,30
	Sulfadiazine	10	41,00
	Sulfaguanidine	10	29,00
	Sulfamérazine	10	63,00
	Sulfaméthoxydiazine	1	17,50
	Sulfathiazol	10	45,00
	Talc (200 g x 2 tel quel)	100	22,00
	Talc (50 g x 4 en préparation)	100	22,00
	Terpine hydrate	10	14,00
	Tétracaïne chlorhydrate	0,1	2,70
	Triéthoxyrutine	1	15,00
	Vert de malachite	0,1	3,30
	Vincamine et sels	0,1	12,00
	Vitamine D2 40.000.000 UI/g	0,01	6,30
	Vitamine D2 trituration 1.000.000 UI/g	0,1	14,50
	Vitamine D3 en poudre 40.000.000 UI/g	0,01	5,50
	Vitamine D3 trituration 1.000.000 UI/g	1	4,10
	Vitamine K	0,1	2,10
	Vitamine K soluble	0,1	2,30
	Yohimbine chlorhydrate	0,1	17,00
	Zinc acétate	10	24,00
	Zinc stéarate	10	14,50

CHAPITRE II. — *Produits phytothérapeutiques*

Signe	Nom	Quantité	Prix
	Aconit : teinture	10	41,00
	Agar-agar pulv.	10	55,00
	Ballote : extrait	1	16,50
	Baume de Tolu	1	9,10
	Baume de Tolu : extrait fluide	10	25,00
	Baume de Tolu : teinture	10	64,00
	Benjoin PB V	10	45,00
	Benjoin : teinture	10	38,00
	Benjoin composé : teinture	10	54,00
	Bouillon blanc : fleur	100	93,00
	Busserole : feuille	100	65,00
	Capillaire : extrait fluide	10	28,00
	Capsicine F.N.	1	9,20
	Capsicum : teinture	10	44,00
	Cratégus : extrait fluide	10	29,00
	Drosera : teinture	10	54,00
	Espèces diurétiques P B V (100 g x 2 tel quel)	100	43,00
	Espèces pectorales (50 g x 2 tel quel)	100	231,00
	Fenouil : fruit	100	50,00
	Guimauve : fleur	100	270,00
	Hamamélis : extrait fluide	10	42,00
	Hydrastis : extrait fluide	10	179,00
	Ipeca composé : extrait fluide	10	32,00
	Ispaghul : semence (250 g x 2 tel quel)	100	28,00
	Ispaghul : semence (50 g x 4 en préparation)	100	28,00
	Laurier-cerise : eau (10 g x 4)	10	3,10
	Lin : semence (250 g x 2 tel quel)	100	21,00
	Lin : semence (50 g x 4 en préparation)	100	21,00
	Marron d'Inde : extrait	1	9,00
	Marron d'Inde : extrait fluide	10	36,00
	Marron d'Inde : extrait stabilisé (100 g)	1	8,20
	Marron d'Inde : teinture	10	41,00
	Mauve : fleur	100	230,00
	Pied de chat : fleur	100	463,00

Signe	Nom	Quantite	Prix
	Polygala : extrait fluide	10	60,00
	Psyllium noir : semence (250 g x 2 tel quel)	100	40,00
	Psyllium noir : semence (50 g x 4 en préparation)	100	40,00
	Réglisse : racine	100	90,00

CHAPITRE III. — *Préparations, compositions, formes pharmaceutiques préfabriquées ou prêtariées enregistrées*

SIGNE	NOM	QUANTITE	PRIX
	Alcool camphré (300 g)	100	28,00
	Baume opodeldoch (300 g)	100	42,00
	Comprimés		
G	acide acétylsalicylique 500 mg (XX)	X	5,30
	charbon adsorbant		
G	250 mg (XX)	X	11,50
G	500 mg (XX)	X	25,00
	chloramine		
G	250 mg (XX)	X	7,70
G	500 mg (XX)	X	9,60
G	hexaméthylènetétramine 500 mg (XX)	X	5,50
	potassium permanganate		
G	250 mg (XX)	X	6,50
G	500 mg (XX)	X	12,50
G	1 g (XX)	X	8,90
G	quinine sulfate 250 mg (XX)	X	53,00
G	sulfadiazine 500 mg (XX)	X	25,00
G	sulfaguanidine 500 mg (XX)	X	14,00
G	sulfathiazol 500 mg (XX)	X	7,70
	Dragées		
G	borax, menthol, amylocaine (XXX)	X	10,50
	Eaux (600 g)		
	chaux	100	20,00
	Emulsion de paraffine liquide à l'agar-agar FN V (600 g)	100	38,00
	Huiles		

SIGNE	NOM	QUANTITE	PRIX
	camphrée (200 g)	100	59,00
	Liniment oléo-calcaire, phase huileuse (300 g)	100	20,00
	Pommades		
	camphrée	10	5,30
	Sirops		
	baume de Tolu	100	24,00
	codéine	100	44,00
	ipéca composé (Dessessartz)	100	34,00
	Solutions		
	ammoniacale anisée	10	37,00
	antiseptique (100 g)	100	15,50
	sodium merbromine alcool. 2 % (30 g)	10	4,60
	sodium merbromine aqueux 2 % (30 g)	10	3,10
	Suppositoires		
G	à la glycérine adultes (X)	pièce	3,70
	Teinture d'iode (50 g)	10	5,70
	Vitamine D2 en sol. huileuse 400.000 U.I./g	1	5,40
	Vitamine D3 en sol. huileuse 100.00 U.I./g	1	2,40

CHAPITRE V. — Dispositifs médicaux et produits assimilés

Signe	Nom	Quantite	Prix
*	Ouate hydrophile (100 g)	boîte 100 g	32

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 3218

[98/29296]

6 AVRIL 1998. — Décret portant assentiment à l'Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, à l'Annexe et aux Déclarations communes, faits à Luxembourg le 28 octobre 1996 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, l'Annexe et les Déclarations communes, faits à Luxembourg le 28 octobre 1996 sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 avril 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
C. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 228-1. Rapport, n° 228-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} avril 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 3218

[98/29296]

6 APRIL 1998. — Decreet houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds, en Bijlage, gedaan te Luxemburg op 28 oktober 1996 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds, en Bijlage, gedaan te Luxemburg op 28 oktober 1996, zullen, wat de Franse Gemeenschap betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 april 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister vna Begroting, Financiën en ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken vna de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 228-1. Verslag, nr. 228-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1998.

F. 98 — 3219

[98/29295]

6 AVRIL 1998. — Décret portant assentiment au Traité d'entente et de coopération entre le Royaume de Belgique, la Communauté française de Belgique, la Communauté flamande de Belgique, la Communauté germanophone de Belgique, la Région wallonne de Belgique, la Région flamande de Belgique, la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique et l'Ukraine, fait à Bruxelles le 23 avril 1997 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Traité d'entente et de coopération entre le Royaume de Belgique, la Communauté française de Belgique, la Communauté flamande de Belgique, la Communauté germanophone de Belgique, la Région wallonne de Belgique, la Région flamande de Belgique, la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique et l'Ukraine, fait à Bruxelles le 23 avril 1997 sortira ses pleins et entiers effets en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 avril 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du conseil. — Projet de décret, n° 230-1. — Rapport, n° 230-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 1er avril 1998.

—
VERTALING

N. 98 — 3219

[98/29295]

6 APRIL 1998. — Decreet houdende instemming met het Verdrag inzake verstandhouding en samenwerking tussen het Koninkrijk België, de Vlaamse Gemeenschap van België, de Franse Gemeenschap van België, de Duitstalige Gemeenschap van België, het Vlaamse Gewest van België, het Waalse Gewest van België, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van België en Oekraïne, gedaan te Brussel op 23 april 1997 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Verdrag inzake verstandhouding en samenwerking tussen het Koninkrijk België, de Vlaamse Gemeenschap van België, de Franse Gemeenschap van België, de Duitstalige Gemeenschap van België, het Vlaamse Gewest van België, het Waalse Gewest van België, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van België en Oekraïne, gedaan te Brussel op 23 april 1997, zal, wat de Franse Gemeenschap betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 april 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de raad. — Ontwerp van decreet, nr. 230-1. — Verslag, nr. 230-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1998.

F. 98 — 3220

[C — 98/29462]

13 JUILLET 1998. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est porté assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française, signé à Bruxelles, le 30 avril 1998 annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 239-1. — Rapport : n° 239-2.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 23 juin 1998. — Adoption. Séance du 7 juillet 1998.

Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 92bis;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Vu les matières visées aux articles 127, § 1^{er} et 128 de la Constitution;

Vu les matières visées à l'article 3 du décret II du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993;

Considérant la nécessité de mieux assurer dans l'ordre international, les intérêts des francophones;

Soucieux d'assurer une meilleure cohérence entre la politique de la Communauté française et la politique de la Commission communautaire française dans l'ordre international à ce sujet.

Considérant que la déclaration de politique communautaire du 10 juin 1995 stipule que : « la Communauté française poursuivra et développera une action internationale cohérente et dynamique en étroite collaboration avec les autorités régionales. Son action sera centrée principalement sur deux pôles géographiques, l'Europe et la francophonie ».

Elle poursuit : « le Gouvernement veillera à dégager les synergies nécessaires avec les intérêts régionaux afin d'organiser leur coopération dans l'ordre international ».

Considérant que la déclaration de politique générale du Collège de la Commission communautaire française du 5 juillet 1995 prévoit : « Le Collège proposera de conclure un contrat avec le Commissariat Général aux Relations internationales régissant la défense des intérêts des francophones bruxellois sur le plan international ».

Considérant qu'en vertu de l'article 92bis de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, les entités fédérées peuvent passer des accords de coopération pour les matières qui les concernent.

Considérant que les Gouvernements de la Communauté française et de la Commission communautaire française souhaitent renforcer leur coopération sur les scènes interne et externe pour les Relations internationales.

Considérant qu'ils désirent instaurer des mécanismes de coopération et notamment permettre à la Commission communautaire française de recourir aux services du Commissariat Général aux Relations internationales de la Communauté française.

Considérant que l'accord de coopération a pour objet de régler les modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française : synergies, services communs à l'étranger, recours au Commissariat Général aux Relations internationales, et ce avec la Communauté française.

Considérant que cet accord de coopération s'inscrit dans le cadre des règles juridiques, budgétaires et de tutelle concernant notamment le statut du Commissariat Général aux Relations internationales créé par le décret du 1^{er} juillet 1982.

Considérant que les articles du présent accord n'appellent pas de commentaire.
La Communauté française, représentée par son Gouvernement,
La Commission communautaire française représentée par le Collège,
ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- le Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française de Belgique;
- le Collège : le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- le Commissariat : le Commissariat général aux Relations internationales;
- la Commission : la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- le décret II : le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française
- le décret III : le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;
- les matières communautaires : les matières visées aux articles 127, § 1^{er} et 128 de la Constitution;
- les matières transférées : les matières visées à l'article 3 du décret II du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993;
- les compétences de la Commission communautaire française : les compétences exercées sur base de l'article 138 de la Constitution.

Article 2

Sans préjudice des missions que le Commissariat assume pour le compte de la Communauté française en exécution du décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales et des décisions du Gouvernement communautaire, le Collège charge le Commissariat de préparer et de gérer les Relations internationales de la Commission dans les matières transférées en concertation avec l'administration de la Commission.

Article 3

Le membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions charge directement le Commissariat de l'exécution des missions visées à l'article 2.

Le personnel du Commissariat conserve la qualité de personnel de la Communauté française. Le statut du personnel du Commissariat est inchangé.

Le Commissariat effectue les missions visées à l'article 2 de la même façon que celles visées dans le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales.

En cas de contrariété d'intérêt, et notamment dans les cas où une mission confiée au Commissariat par le Collège devrait se dérouler dans un pays avec lequel la Communauté française a rompu ses relations pour des raisons politiques, le Commissariat prévient le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions. Dans ce cas, le Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut s'opposer, après concertation avec le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses compétences, à l'exécution de la mission confiée par le Collège au Commissariat.

Article 4

Le Commissariat exécute les missions visées à l'article 2 dans le cadre d'un crédit annuel de 12,5 millions mis à sa disposition par la Commission et comptabilisé au moyen d'un article budgétaire spécifique.

Article 5

Le Commissariat soumet les projets à l'accord du Membre du Collège ayant les Relations internationales dans ses attributions. Il en informe le Membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions.

Le Commissariat informe le Membre du Collège sectoriellement compétent.

En cas de contrariété d'intérêt, et notamment dans les cas où une mission confiée au Commissariat par le Collège devrait se dérouler dans un pays avec lequel la Communauté française a rompu ses relations pour des raisons politiques, le Commissariat prévient le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions. Dans ce cas, le Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut s'opposer, après concertation avec le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses compétences, à l'exécution de la mission confiée par le Collège au Commissariat.

Article 6

La Communauté française et la Commission s'engagent à se concerter afin d'assurer une présence optimale de la Belgique francophone sur la scène internationale.

Article 7

La Communauté française et la Commission peuvent, si elles l'estiment nécessaire, conclure conjointement certains accords avec des partenaires étrangers.

Article 8

Lorsque la Communauté française et la Commission décident de participer à une même manifestation internationale à l'étranger, le Ministre et le Membre du Collège compétents en matière de Relations internationales veillent à assurer une présence conjointe des services et départements respectifs et s'entendent sur la composition de cette représentation et sur la répartition des coûts.

Article 9

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.
Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois.

Article 10

L'accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française du 30 mars 1995 est abrogé.

Bruxelles, le 30 avril 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Relations internationales,
W. ANCIEN

Pour le Collège :
H. HASQUIN

VERTALING

N. 98 — 3220

[C - 98/29462]

13 JULI 1998. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie (1)

De raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachten hetgeen volgt :

Enig artikel. Toestemming wordt gegeven aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend te Brussel op 30 april 1998, als bijlage bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 239-1. — Verslag : nr. 239-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 23 juni 1998. Aanneming. Vergadering van 7 juli 1998.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de uitoefening van de Internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 92bis;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet;

Gelet op de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 van het decreet II van 19 juli 1993 en van het decreet III van 22 juli 1993;

Overwegende de noodzaak om de belangen van de Franstaligen beter te verzekeren op internationaal vlak;

In een streven naar meer coherentie tussen het beleid van de Franse Gemeenschap en dat van de Franse Gemeenschapscommissie op internationaal vlak in dat opzicht.

Overwegende dat de verklaring inzake gemeenschapsbeleid van 10 juni 1995 bepaalt dat : « de Franse Gemeenschap een dynamisch en coherent internationaal programma voortzet en uitbouwt in nauwe samenwerking met de gewestelijke overheid. Haar actieprogramma is toegespitst op twee geografische polen : Europa en de Franstalige wereld ».

Ze vervolgt : « de Regering zal erop toezien dat de nodige synergieën ontstaan met de gewestelijke belangen met het oog op de samenwerking op internationaal vlak ».

Overwegende dat de verklaring inzake algemeen beleid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 1995 bepaalt : « Het College stelt voor een contract te sluiten met het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen tot regeling van de behartiging van de belangen van de Franstalige Brusselaars op internationaal vlak ».

Overwegende dat krachtens artikel 92 *bis* van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur de gefedereerde entiteiten samenwerkingsakkoorden mogen sluiten voor de aangelegenheden die hun aanbelangen.

Overwegende dat de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschapscommissie hun samenwerking inzake Internationale betrekkingen op intern en extern vlak willen uitbreiden.

Overwegende dat ze samenwerkingmechanismen willen creëren en met name de Franse Gemeenschapscommissie de mogelijkheid willen geven om beroep te kunnen doen op de diensten van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap.

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord de uitoefeningsmodaliteiten inzake Internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie dient te regelen : synergieën, gemeenschappelijke diensten in het buitenland, wending tot het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen, en dit met de Franse Gemeenschap.

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord past in het kader van de juridische, budgettaire en toezichtsregels betreffende met name het statuut van het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen, opgericht bij decreet van 1 juli 1982.

Overwegende dat de artikelen van dit akkoord geen commentaar behoeven.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College,

zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

- de Gemeenschapsregering : de Franse Gemeenschapsregering van België;
- het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- het Commissariaat : het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen;
- de Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- decreet II : decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- decreet III : decreet III van de Vergadering van de Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- de gemeenschapsaangelegenheden : de aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, §1 en 128 van de Grondwet;
- de overgehevelde aangelegenheden : de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 van decreet II van 19 juli 1993 en van decreet III van 22 juli 1993;
- de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie : de bevoegdheden uitgeoefend op grond van artikel 138 van de Grondwet.

Artikel 2

Onverminderd de opdrachten die het Commissariaat uitvoert voor rekening van de Franse Gemeenschap in uitvoering van het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen en de beslissingen van de Gemeenschapsregering, belast het College het Commissariaat met de voorbereiding en het beheer van de Internationale betrekkingen van de Commissie voor de overgehevelde aangelegenheden in overleg met de Administratie van de Commissie.

Artikel 3

Het lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen belast rechtstreeks het Commissariaat met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 2.

Het personeel van het Commissariaat behoudt de hoedanigheid van personeel van de Franse Gemeenschap.

Het statuut van het personeel van het Commissariaat blijft ongewijzigd.

Het Commissariaat oefent de opdrachten bedoeld in artikel 2 op dezelfde wijze uit als die bedoeld in het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen.

Ingeval van strijdigheid van belangen, namelijk wanneer een opdracht die door het College is toevertrouwd aan het Commissariaat zou moeten worden vervuld in een land waarmee de Franse Gemeenschap haar betrekkingen om politieke redenen heeft verbroken, dan brengt het Commissariaat het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen en de Minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen op de hoogte. In dat geval kan de Minister van de Franse Gemeenschapsregering, na overleg met het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen, zich verzetten tegen de uitvoering van de opdracht die het College heeft toevertrouwd aan het Commissariaat.

Artikel 4

Het Commissariaat voert de opdrachten bedoeld in artikel 2 uit in het raam van een jaarlijks krediet van 12,5 miljoen dat ter beschikking wordt gesteld door de Commissie en geboekt op basis van een bijzonder begrotingsartikel.

Artikel 5

Het Commissariaat legt de projecten ter goedkeuring voor aan het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen. Hij brengt het Lid van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen hiervan op de hoogte.

Het Commissariaat brengt het Lid van het College dat sectorieel bevoegd is hiervan op de hoogte.

Ingeval van strijdigheid van belangen, namelijk wanneer een opdracht die is toevertrouwd aan het Commissariaat door het College zou moeten worden vervuld in een land waarmee de Franse Gemeenschap haar betrekkingen om politieke redenen heeft verbroken, dan brengt het Commissariaat het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen en de Minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen op de hoogte. In dat geval kan de Minister van de Franse Gemeenschapsregering, na overleg met het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen, zich verzetten tegen de uitvoering van de opdracht die het College heeft toevertrouwd aan het Commissariaat.

Artikel 6

De Franse Gemeenschap en de Commissie verbinden zich ertoe overleg te plegen om de aanwezigheid van Franstalig België op internationaal vlak zo optimaal mogelijk te verzekeren.

Artikel 7

De Franse Gemeenschap en de Commissie kunnen, indien zij dat nodig achten, gezamenlijk bepaalde akkoorden sluiten met buitenlandse partners.

Artikel 8

Wanneer de Franse Gemeenschap en de Commissie beslissen om deel te nemen aan eenzelfde internationaal gebeuren in het buitenland, dan zien de Minister en het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen erop toe dat de respectieve diensten en departementen gezamenlijk aanwezig zijn is en komen ze tot een akkoord over de samenstelling van die vertegenwoordiging en over de kostendeling.

Artikel 9

Dit samenwerkingsakkoord is gesloten voor onbepaalde duur.

Elk van de partijen kan dit opzeggen mits een vooropzeg van zes maanden.

Artikel 10

Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 maart 1995 wordt opgeheven.

Brussel, 30 april 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Internationales Betrekkingen,

W. ANCIEN

Voor het College :

H. HASQUIN



F. 98 — 3221

[98/29451]

31 AOUT 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, notamment les articles 3, 11 et 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3, § 1er, les termes « 3 000 francs » sont remplacés par « 5 000 francs ».

Art. 2. A l'article 7, § 4 les termes « au paragraphe premier » sont remplacés par les termes « aux paragraphes premier et deuxième ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. La Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Audiovisuel,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre chargé de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3221

[98/29451]

31 AUGUSTUS 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 27 oktober 1997 houdende organisatie van sommige organen van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 betreffende de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de private diensten voor de klankradio-omroep, inzonderheid op de artikelen 3, 11 en 27;

Gelet op het besluit van 22 juli 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 27 oktober 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van sommige organen van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid de Audiovisuele sector behoort en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 juli 1998,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, § 1, worden de woorden « 3 000 frank » vervangen door « 5 000 frank ».

Art. 2. In artikel 7, § 4, worden de woorden « in paragraaf één » vervangen door de woorden « in de paragrafen één en twee ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 4. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid de Audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter belast met de Audiovisuele sector,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister belast met de Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 3222

[S - C - 98/29483]

21 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention au Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné pour assurer la mise en œuvre de discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment les articles 56, 65 et 66;

Vu l'arrêté du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 1^{er} septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 17;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 septembre 1998;
Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,
Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de F 5 753 043 à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, dépenses du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 1998, est alloué au Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné (CPEONS), n° de compte 210-0202481-94.

Art. 2. Le subside visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir la réalisation des projets visés à l'article 2, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 3. Le subside visé à l'article 1^{er} sera liquidé, en une seule tranche, à la signature du présent arrêté.

Art. 4. Au terme des projets visés à l'article 2, les établissements d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires devront, dans les trois mois, fournir les copies des documents énumérés ci-après au Service de l'enseignement de promotion sociale de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, bte 0, bureau 4007, à 1010 Bruxelles :

- 1° le compte détaillé, en double exemplaire, des recettes et des dépenses relatives aux projets visés à l'article 2;
- 2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°.

Ces pièces doivent être établies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi également en double exemplaire.

Les établissements bénéficiaires tiendront par ailleurs un exemplaire des documents visés au 1° et au 2° à la disposition du service de vérification.

Bruxelles, le 21 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3222

[S - C - 98/29483]

21 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een toelage wordt toegekend aan de « Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné » om positieve discriminaties in het onderwijs voor sociale promotie uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op de artikelen 56, 65 en 66;

Gelet op het besluit van 21 september 1998 houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van 1 september 1998 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van 21 september 1998 van de Minister van Begroting;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de beraadslaging van 7 september 1998 van de Regering;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Een globale toelage van 5 753 043 BEF aan te rekenen op het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01, activiteitenprogramma 70, organisatie-afdeling 56 van de begroting van de Franse Gemeenschap, uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, begrotingsjaar 1998, wordt toegekend aan de « Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné » (CPEONS), rekeningnummer 210-0202481-94.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde toelage is bestemd om de projecten te dekken bedoeld bij artikel 2, 2° van het besluit van 21 september 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde toelage wordt in een enkele schijf uitbetaald, bij de ondertekening van dit besluit.

Art. 4. Luidens de bij artikel 2 bedoelde projekten moeten de begunstigde schoolinrichtingen voor sociale promotie binnen de drie maanden afschriften van de hierna vermelde bescheiden aan de Dienst voor het onderwijs van sociale promotie van de Algemene Directie voor het niet verplicht onderwijs bezorgen, Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 0, bureau 4007, te 1010 Brussel :

1° de gedetailleerde rekening in tweevoud van de inkomsten en uitgaven betreffende de in artikel 2 bedoelde projekten;

2° de bewijsstukken betreffende alle bij 1° bedoelde uitgaven. Deze stukken moeten in tweevoud opgemaakt en in chronologische volgorde in een verzamellijst opgenomen die eveneens in tweevoud is opgesteld.

De begunstigde inrichtingen houden overigens een exemplaar van de bij 1° en 2° bedoelde bescheiden ter beschikking van de verificatiedienst.

Brussel, 21 september 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 3223

[C - 98/29482]

21 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention au Secrétariat général de l'enseignement catholique pour assurer la mise en œuvre de discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment les articles 56, 65 et 66;

Vu l'arrêté du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 1^{er} septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 17;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 septembre 1998;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de F 1 784 843 à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, dépenses du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 1998, est alloué au Secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC), n° de compte 240-0382412-42.

Art. 2. Le subside visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir la réalisation des projets visés à l'article 2, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 3. Le subside visé à l'article 1^{er}, en une seule tranche, à la signature du présent arrêté.

Art. 4. Au terme des projets visés à l'article 2, les établissements d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires devront, dans les trois mois, fournir les copies des documents énumérés ci-après au Service de l'enseignement de promotion sociale de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco, 19, bte 0, bureau 4007, à 1010 Bruxelles :

1° le compte détaillé, en double exemplaire, des recettes et des dépenses relatives aux projets visés à l'article 2;

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°.

Ces pièces doivent être établies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi également en double exemplaire.

Les établissements bénéficiaires tiendront par ailleurs un exemplaire des documents visés au 1° et au 2° à la disposition du service de vérification.

Bruxelles, le 21 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3223

[C - 98/29482]

21 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een toelage wordt toegekend aan het « Secrétariat général de l'enseignement catholique » om positieve discriminaties in het onderwijs voor sociale promotie uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op de artikelen 56, 65 en 66;

Gelet op het besluit van 21 september 1998 houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van 1 september 1998 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van 21 september 1998 van de Minister van Begroting;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de beraadslaging van 7 september 1998 van de Regering;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Een globale toelage van F 1 784 843 aan te rekenen op het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01, activiteitenprogramma 70, organisatie-afdeling 56 van de begroting van de Franse Gemeenschap, uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, begrotingsjaar 1998, wordt toegekend aan het « Secrétariat général de l'enseignement catholique » (SeGEC), rekeningnummer 240-03882412-42.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde toelage is bestemd om de projecten te dekken bedoeld bij artikel 2, 2° van het besluit van 21 september 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde toelage wordt in een enkele schijf uitbetaald, bij de ondertekening van dit besluit.

Art. 4. Luidens de bij artikel 2 bedoelde projecten moeten de begunstigde schoolinrichtingen voor sociale promotie binnen de drie maanden afschriften van de hierna vermelde bescheiden aan de Dienst voor het onderwijs van sociale promotie van de Algemene Directie voor het niet verplicht onderwijs bezorgen, Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 0, bureau 4007, te 1010 Brussel :

1° de gedetailleerde rekening in tweevoud van de inkomsten en uitgaven betreffende de in artikel 2 bedoelde projecten;

2° de bewijsstukken betreffende alle bij 1° bedoelde uitgaven.

Deze stukken moeten in tweevoud opgemaakt en in chronologische volgorde op een verzamellijst opgenomen die eveneens in tweevoud is opgesteld.

De begunstigde inrichtingen houden overigens een exemplaar van de bij 1° en 2° bedoelde bescheiden ter beschikking van de verificatiedienst.

Brussel, 21 september 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 3224

[C - 98/29480]

21 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention à la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants pour assurer la mise en œuvre de discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment les articles 56, 65 et 66;

Vu l'arrêté du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 1^{er} septembre 1998;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 1998;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 17;
Vu la délibération du Gouvernement du 7 septembre 1998;
Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de F 1 141 158 à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, dépenses du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 1998, est alloué à la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants (FELSI), compte n° 210-0565181-14.

Art. 2. Le subside visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir la réalisation des projets visés à l'article 2, 3° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 3. Le subside visé à l'article 1^{er} sera liquidé, en une seule tranche, à la signature du présent arrêté.

Art. 4. Au terme des projets visés à l'article 2, les établissements d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires devront, dans les trois mois, fournir les copies des documents énumérés ci-après au Service de l'enseignement de promotion sociale de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, bte 0, bureau 4007, à 1010 Bruxelles :

1° le compte détaillé, en double exemplaire, des recettes et des dépenses relatives aux projets visés à l'article 2;

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°.

Ces pièces doivent être établies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi également en double exemplaire.

Les établissements bénéficiaires tiendront par ailleurs un exemplaire des documents visés au 1° et au 2° à la disposition du service de vérification.

Bruxelles, le 21 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3224

[C - 98/29480]

21 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een toelage wordt toegekend aan de « Fédération des établissements libres subventionnés indépendants » om positieve discriminaties in het onderwijs voor sociale promotie uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op de artikelen 56, 65 en 66;

Gelet op het besluit van 21 september 1998 houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van 1 september 1998 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van 21 september 1998 van de Minister van Begroting;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de beraadslaging van 7 september 1998 van de Regering;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Een globale betoelaging van F 1 141 158 aan te rekenen op het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01, activiteitenprogramma 70, organisatie-afdeling 56 van de begroting van de Franse Gemeenschap, uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, begrotingsjaar 1998, wordt toegekend aan de « Fédération des établissements libres subventionnés indépendants » (FELSI), rekeningnummer 210-0565181-14.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde toelage is bestemd om de projecten te dekken bedoeld bij artikel 2, 2° van het besluit van 21 september 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde toelage wordt in een enkele schijf uitbetaald, bij de ondertekening van dit besluit.

Art. 4. Luidens de bij artikel 2 bedoelde projecten moeten de begunstigde schoolinrichtingen voor sociale promotie binnen de drie maanden afschriften van de hierna vermelde bescheiden aan de Dienst voor het onderwijs van sociale promotie van de Algemene Directie voor het niet verplicht onderwijs bezorgen, Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 0, bureau 4007, te 1010 Brussel :

1° de gedetailleerde rekening in tweevoud van de inkomsten en uitgaven betreffende de in artikel 2 bedoelde projecten;

2° de bewijsstukken betreffende alle bij 1° bedoelde uitgaven.

Deze stukken moeten in tweevoud opgemaakt en in chronologische volgorde in een verzamellijst opgenomen die eveneens in tweevoud is opgesteld.

De begunstigde inrichtingen houden overigens een exemplaar van de bij 1° en 2° bedoelde bescheiden ter beschikking van de verificatiedienst.

Brussel, 21 september 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 3225

[S - C - 98/29481]

21 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une dotation au réseau de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française pour assurer la mise en œuvre de discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment les articles 56, 65 et 66;

Vu l'arrêté du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 1^{er} septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 17;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 septembre 1998;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Une dotation globale de 3 320 956 BEF à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, dépenses du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 1998, est allouée aux établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française.

Art. 2. La dotation visée à l'article 1^{er} est destinée à couvrir la réalisation des projets visés à l'article 2, 1° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 1998 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'action à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 3. La dotation visée à l'article 1^{er} sera liquidée aux établissements d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires, en une seule tranche, à la signature du présent arrêté.

Art. 4. Au terme des projets visés à l'article 2, les établissements d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires devront, dans les trois mois, fournir les copies des documents énumérés ci-après au Service de l'enseignement de promotion sociale de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, Cité administrative de l'État, boulevard Pachéco, 19, bte 0, bureau 4007, à 1010 Bruxelles :

1° le compte détaillé, en double exemplaire, des recettes et des dépenses relatives aux projets visés à l'article 2;

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°. Ces pièces doivent être établies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi également en double exemplaire.

Les établissements bénéficiaires tiendront par ailleurs les originaux des documents visés au 1° et au 2° à la disposition du service de vérification.

Bruxelles, le 21 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3225

[S - C - 98/29481]

21 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een dotatie wordt toegekend aan het onderwijsnet voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap om positieve discriminaties in het onderwijs voor sociale promotie uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op de artikelen 56, 65 en 66;

Gelet op het besluit van 21 september 1998 houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van 1 september 1998 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van 21 september 1998 van de Minister van Begroting;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de beraadslaging van 7 september 1998 van de Regering;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Een globale toelage van 5 753 043 BEF aan te rekenen op het krediet uitgetrokken op de basisallocatie 01.01, activiteitenprogramma 70, organisatie-afdeling 56 van de begroting van de Franse Gemeenschap, uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, begrotingsjaar 1998, wordt toegekend aan de « Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné » (CPEONS) - rekeningnummer 210-0202481-94.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde toelage is bestemd om de projecten te dekken bedoeld bij artikel 2, 2° van het besluit van 21 september 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de verhouding of het aantal werkzoekenden waarboven een inrichting of een vestiging van onderwijs voor sociale promotie kunnen beschouwd worden als inrichting of vestiging die het voordeel van positieve discriminaties mogen genieten en tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminaties, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde toelage wordt in een enkele schijf uitbetaald, bij de ondertekening van dit besluit.

Art. 4. Luidens de bij artikel 2 bedoelde projecten moeten de begunstigde schoolinrichtingen voor sociale promotie binnen de drie maanden afschriften van de hierna vermelde bescheiden aan de Dienst voor het onderwijs van sociale promotie van de Algemene Directie voor het niet verplicht onderwijs bezorgen, Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 0, bureau 4007, te 1010 Brussel :

1° de gedetailleerde rekening in tweevoud van de inkomsten en uitgaven betreffende de in artikel 2 bedoelde projecten;

2° de bewijsstukken betreffende alle bij 1° bedoelde uitgaven. Deze stukken moeten in tweevoud opgemaakt en in chronologische volgorde in een verzamellijst opgenomen die eveneens in tweevoud is opgesteld.

De begunstigde inrichtingen houden overigens een exemplaar van de bij 1° en 2° bedoelde bescheiden ter beschikking van de verificatiedienst.

Brussel, 21 september 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant, pour les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, les fonctions auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 83, § 3, et 87, § 3, modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988;

Vu le protocole n° 262 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 30 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 décembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 avril 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant d'une part que les fonctionnaires qui ont été transférés consécutivement à la régionalisation des Voies hydrauliques ont pu continuer à se prévaloir des dispositions réglementaires qui étaient en vigueur dans leur Ministère d'origine pour bénéficier de la gratuité du logement;

Considérant d'autre part que les fonctionnaires intégrés ultérieurement dans le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en raison de la dissolution de l'Office de la Navigation ont également pu continuer à jouir de la gratuité du logement qui leur était réglementairement accordée dans leur organisme d'origine;

Considérant dès lors qu'il est indispensable de fixer les règles permettant d'étendre le bénéfice de la gratuité du logement à tous les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions organiques***Article 1^{er}.** Le présent arrêté s'applique :

1° aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) garde des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - b) premier garde des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - c) garde principal des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- 2° aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :
- a) agent des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - b) premier agent des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - c) agent en chef des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - d) chef éclusier (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);

3° aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) ouvrier qualifié A des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- b) ouvrier qualifié B des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- c) ouvrier qualifié C des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);

4° aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) mécanicien adjoint des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- b) mécanicien des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- c) premier mécanicien des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- d) chef mécanicien spécial (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994).

Art. 2. Les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports auxquels est accordé le bénéfice de la gratuité du logement sont répartis de la manière suivante, dans les limites du nombre éventuellement prévu pour chaque catégorie :1° les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 1°, affectés aux sections des voies navigables;2° les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 2°, en fonction :

a) sur le Canal du Centre :

- Ecluse de Thieu 3
- Ecluse d'Havré 3
- Ecluse d'Obourg Warton 3

b) sur le canal de Pommerœul à Condé :

- Ecluse d'Hensies 3

— Ecluse de Pommerœul	3
<i>c)</i> sur le Canal Nimy - Blaton - Péronnes :	
— Ecluse n° 1 à Péronnes-lez-Antoing	3
— Ecluse n° 2 à Péronnes-lez-Antoing	3
<i>d)</i> sur la Dendre :	
— Ecluse de Bilhee	3
— Ecluse de Rebaix	3
— Ecluse de Papignies	3
— Ecluse de Lessines	3
— Ecluse de Deux-Acren	3
<i>e)</i> sur le Canal de Blaton à Ath :	
— Barrage de Tongres-Notre-Dame et évacuation des crues du Daminont et de l'Hardempont	3
— Ecluses n°s 16 et 17, station de pompage à Maffle et écluse n° 18 à Ath	3
— Ecluses n°s 19 à 21 à Ath	3
<i>f)</i> sur le Haut-Escaut :	
— Ecluse d'Antoing	3
— Ecluse de Kain et Pont Notre-Dame	3
— Ecluse de Hérimmes	3
<i>g)</i> sur le Canal de l'Espierres :	
— Ecluse de Warcoing et évacuation des crues du Rieu Delbecq	3
<i>h)</i> sur la Lys :	
— Ecluse de Comines	3
<i>i)</i> sur le Canal de Charleroi à Bruxelles :	
— Ecluse n° 1, à Marchienne-au-Pont	3
— Ecluse n° 2, à Gosselies	3
— Ecluse n° 3, à Viesville	3
— Complexe du Plan incliné de Ronquières	3
— Ecluse n° 5, à Ittre	3
— Ecluses n°s 26 à 28 et barrage de la Samme	3
<i>j)</i> sur l'Ourthe :	
— barrage des grosses Battes, Streupas, Colonster et Tilff	3
<i>k)</i> sur la Meuse :	
— Ecluse de Hastière	3
— Ecluse de Waulsort	3
— Ecluse d'Anseremme	3
— Ecluse de Dinant	3
— Ecluse de Houx-Anhée	3
— Ecluse de Hun	3
— Ecluse de Rivière	3
— Ecluse de Tailfer	3
— Ecluse de La Plante	3
— Ecluse des Grands-Malades	3
— Ecluse d'Andenelle	3
— Ecluse d'Ampsin-Neuville	3
— Ecluse de Yvoz-Ramet	3
— Barrage de Monsin	3
— Ecluse de Hermalle-s/Argenteau	3
— Barrage de Lixhe	3
<i>l)</i> sur le Canal de Monsin :	
— Ecluse de Monsin	3
<i>m)</i> sur le Canal de Haccourt à Visé :	
— Ecluse de Visé	2
<i>n)</i> sur le Canal de Lanaye :	
— Ecluse de Lanaye	4
<i>o)</i> sur le Canal de l'Ourthe :	
— Ecluse n° 1 à Angleur	1
— Pont-levis <i>1bis</i> à Angleur	1

<i>p)</i> sur la Sambre :	
— Ecluse n° 1 à Solre-sur-Sambre	3
— Ecluse n° 2 à La Buisnière	3
— Ecluse n° 3 à Fontaine-Valmont	3
— Ecluse n° 4 à Lobbes	3
— Ecluse n° 5 à Thuin	3
— Ecluse n° 6 à Thuin (Grand-Courant)	3
— Ecluse n° 7 à Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Ecluse n° 8 à Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Ecluse n° 9 à Landelies	3
— Ecluse n° 10 à Monceau-sur-Sambre	3
— Ecluse de Marcinelle	3
— Ecluse de Montignies-sur-Sambre	3
— Ecluse de Roselies	3
— Ecluse d'Auvelais	3
— Ecluse de Mornimont	3
— Ecluse de Floriffoux	3
— Ecluse de Namur	3
3° les fonctionnaires visés à l'article 1 ^{er} , 4°, en fonction sur le Canal du Centre :	
— ascenseur n° 1	3
— ascenseur n° 2	3
— ascenseur n° 3	3
— ascenseur n° 4	3

Art. 3. Le fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 4°, *d.*, bénéficie de la gratuité du logement lorsqu'il est affecté à l'un des ouvrages énumérés à l'article 2, 3°.

Art. 4. Lorsque le nombre des fonctionnaires affectés aux ouvrages d'art énumérés à l'article 2, 2° et 3° est inférieur aux quotas fixés par cet article, le Ministre de la Fonction publique peut accorder le bénéfice de la gratuité du logement aux fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 3°, à concurrence desdits quotas.

Art. 5. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 doivent assumer des sujétions spéciales, même quand leur administration se trouve dans l'impossibilité matérielle de les loger sur place.

Les fonctions exercées par les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} sont classées dans la catégorie prévue à l'article 3, 2°, *a.*, de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Art. 6. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 ont droit au bénéfice de la gratuité du logement à partir de la date à laquelle ils prennent leurs fonctions; ils conservent ce droit pendant toute la durée de leur exercice.

Les fonctionnaires précités perdent le bénéfice de la gratuité du logement pendant les périodes excédant un mois au cours desquelles ils sont restés éloignés du service pour quelque raison que ce soit autre que :

1° les congés annuels de vacances et jours fériés, de circonstances ou de convenances personnelles, pour examens médicaux prénatals, pour motifs impérieux d'ordre familial, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

2° les congés obtenus en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

3° les congés pour cause de maladie ou d'infirmité;

4° les congés pour prestations réduites autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;

5° les congés pour prestations réduites autorisées pour des raisons d'ordre social ou familial;

6° les congés pour promotion sociale et pour participer à des activités de formation;

7° les congés pour interruption de la carrière professionnelle à mi-temps;

8° les congés pour don de moelle osseuse ainsi que pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger;

9° lorsqu'ils exercent des prestations réduites pour raisons de convenance personnelle;

10° lorsqu'ils sont en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

Art. 7. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 supportent eux-mêmes les frais de chauffage et d'éclairage de leur logement.

Lorsque l'administration leur fournit le chauffage et l'éclairage, leur traitement est soumis à une retenue mensuelle égale à 2,5 % du montant brut de la moyenne arithmétique établie entre le minimum et le maximum de l'échelle afférente à leur grade.

Cette retenue est de 2 % si l'administration ne leur fournit que le chauffage.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique peut accorder l'allocation prévue à l'article 4 de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 précité aux mêmes conditions, aux fonctionnaires visés aux articles 2 et 3.

Il peut accorder l'allocation visée à l'alinéa 1^{er} au fonctionnaire visé à l'article 4 qui occupe par intérim un emploi visé aux articles 2 ou 3 et qui en assume les sujétions spéciales pendant une période excédant un mois.

Art. 9. Le fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 3^o, qui, par application des articles 4 et 8, reçoit une allocation tenant lieu de logement perd le bénéfice de cette allocation dès que la fonction à laquelle cette allocation est attachée ou, éventuellement, un logement gratuit peut être attribué à un fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 2^o.

Art. 10. En cas de décès d'un fonctionnaire visé aux articles 2, 3 et 4, sa veuve ou la personne avec laquelle il cohabite et les membres de sa famille habitant sous le même toit conservent la jouissance de leur logement jusqu'à l'expiration du délai fixé dans la lettre leur signifiant leur préavis.

La durée de ce préavis ne peut en aucun cas être inférieure à trois mois.

A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès du fonctionnaire précité, l'occupant du logement est redevable d'un loyer dont le montant est fixé conformément aux règles prévues par les articles 2 et 6 de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 précité.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 11. Les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la gratuité du logement, conservent ce bénéfice dans leur affectation respective actuelle.

Les dispositions des articles 5 à 7 et 10 leur sont applicables.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 12. Consécutivement à la conversion des grades intervenue le 1^{er} décembre 1994, il est requis des fonctionnaires concernés par le présent arrêté d'exercer des fonctions correspondant aux grades énumérés à l'article 1^{er}.

Art. 13. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 9 avril 1979 déterminant à l'Office de la Navigation les fonctions auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement, modifié par les arrêtés royaux des 26 mars 1981 et 26 mai 1983;

2^o l'arrêté royal du 6 mai 1985 déterminant en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Service extérieurs, du Ministère des Travaux publics, les emplois et les lieux de travail auxquels est attaché le bénéfice de la gratuité du logement.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990, à l'exception de l'article 2, 2^o, k à p, et 3^o, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Art. 15. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19. NOVEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung, was die Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen betrifft, der Ämter, deren Inhabern eine freie Wohnung zur Verfügung gestellt wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 83, § 3 und 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des am 30. Januar 1998 abgeschlossenen Protokolls Nr. 262 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 10. Dezember 1997, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Dezember 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. Dezember 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der Beratung der Regierung vom 23. April 1998 über die Anfrage eines Gutachtens innerhalb einer Frist von maximal einem Monat;

Aufgrund des am 17. Juli 1998 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung einerseits, daß die Beamten, die nach der Regionalisierung der Wasserstraßen versetzt worden sind, von den in ihrem ursprünglichen Ministerium gültigen Ordnungsbestimmungen weiterhin Gebrauch machen konnten, um über eine freie Wohnung zu verfügen;

In der Erwägung andererseits, daß die Beamten, die aufgrund der Auflösung des Schiffahrtsamtes später in das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen aufgenommen worden sind, weiterhin über den Vorteil der freien Wohnung, der ihnen ordnungsgemäß in ihrer ursprünglichen Einrichtung gewährt wurde, verfügen konnten;

In der Erwägung, daß es deshalb unbedingt notwendig ist, die Regeln zur Ausdehnung des Vorteils der freien Wohnung auf die gesamten Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I. — Grundbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß ist anwendbar auf:

1° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Aufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Beigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) erster Aufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptbeigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Hauptaufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptbeigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);

2° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Bediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) erster Bediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Chefbediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- d) Chefschleusenwärter (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);

3° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Qualifizierter Arbeiter A der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) Qualifizierter Arbeiter B der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Qualifizierter Arbeiter C der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);

4° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) beigeordneter Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) erster Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- d) Sonderchefmechaniker (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994).

Art. 2 - Die Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, denen der Vorteil der freien Wohnung gewährt wird, werden wie folgt in den Grenzen der gegebenenfalls für jede Kategorie vorgesehenen Anzahl eingeteilt:

1° die in Artikel 1, 1° angeführten Beamten, die mit Sektionen der Wasserstraßen beauftragt sind;

2° die in Artikel 1, 2° angeführten und an den nachfolgenden Orten beschäftigten Beamten:

- a) « Canal du Centre » :
 - Schleuse von Thieu 3
 - Schleuse von Havré 3
 - Schleuse von Obourg Warton 3
- b) Kanal Pommerœul-Condé :
 - Schleuse von Hensies 3
 - Schleuse von Pommerœul 3
- c) Kanal Nimy - Blaton - Péronnes :
 - Schleuse Nr. 1 in Péronnes-lez-Antoing 3
 - Schleuse Nr. 2 in Péronnes-lez-Antoing 3
- d) Dender:
 - Schleuse von Bilhee 3
 - Schleuse von Rebaix 3
 - Schleuse von Papignies 3
 - Schleuse von Lessines 3
 - Schleuse von Deux-Acres 3
- e) Kanal Blaton-Ath :
 - Staudamm von Tongres-Notre-Dame und Ableitung des Hochwassers von Daminont und Hardempont 3
 - Schleusen Nr.16 und 17, Pumpstation in Maffle und Schleuse Nr. 18 in Ath 3
 - Schleusen Nr. 19 bis 21 in Ath 3
- f) obere Schelde :
 - Schleuse von Antoing 3
 - Schleuse von Kain und Pont Notre-Dame 3
 - Schleuse von Hérinnes 3

<i>g)</i> « Canal de l'Espierres »:	
— Schleuse von Warcoing und Ableitung des Hochwassers vom Rieu Delbecq	3
<i>h)</i> Leie:	
— Schleuse von Comines	3
<i>i)</i> Kanal Charleroi Brüssel:	
— Schleuse Nr. 1, in Marchienne-au-Pont	3
— Schleuse Nr. 2, in Gosselies	3
— Schleuse Nr. 3, in Viesville	3
— Komplex des « Plan incliné de Ronquières »	3
— Schleuse Nr. 5, in Ittre	3
— Schleusen Nr.26 bis 28 und Staudamm der Samme	3
<i>j)</i> Ourthe:	
— Staudamm der « grosses Battes », Streupas, Colonster und Tilff	3
<i>k)</i> Maas:	
— Schleuse von Hastière	3
— Schleuse von Waulsort	3
— Schleuse von Anseremme	3
— Schleuse von Dinant	3
— Schleuse von Houx-Anhée	3
— Schleuse von Hun	3
— Schleuse von Rivière	3
— Schleuse von Tailfer	3
— Schleuse von La Plante	3
— Schleuse von Grands-Malades	3
— Schleuse von Andenelle	3
— Schleuse von Ampsin-Neuville	3
— Schleuse von Yvoz-Ramet	3
— Staudamm von Monsin	3
— Schleuse von Hermalle-s/Argenteau	3
— Staudamm von Lixhe	3
<i>l)</i> « Canal de Monsin »:	
— Schleuse von Monsin	3
<i>m)</i> Kanal Haccourt-Visé:	
— Schleuse von Visé	2
<i>n)</i> « Canal de Lanaye »:	
— Schleuse von Lanaye	4
<i>o)</i> « Canal de l'Ourthe »:	
— Schleuse Nr. 1 in Angleur	1
— Zugbrücke 1bis in Angleur	1
<i>p)</i> Sambre:	
— Schleuse Nr. 1 in Solre-sur-Sambre	3
— Schleuse Nr. 2 in La Buissière	3
— Schleuse Nr. 3 in Fontaine-Valmont	3
— Schleuse Nr. 4 in Lobbes	3
— Schleuse Nr. 5 in Thuin	3
— Schleuse Nr. 6 in Thuin (Grand-Courant)	3
— Schleuse Nr 7 in Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Schleuse Nr. 8 in Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Schleuse Nr. 9 in Landelies	3
— Schleuse Nr. 10 in Monceau-sur-Sambre	3
— Schleuse von Marcinelle	3
— Schleuse von Montignies-sur-Sambre	3
— Schleuse von Roselies	3
— Schleuse von Auvelais	3
— Schleuse von Mornimont	3
— Schleuse von Floriffoux	3
— Schleuse von Namur	3

3° die in Artikel 1, 4° angeführten Beamten, die am « Canal du Centre » beschäftigt sind:

— Aufzug Nr. 1	3
— Aufzug Nr. 2	3
— Aufzug Nr. 3	3
— Aufzug Nr. 4	3

Art. 3 - Der in Artikel 1, 4°, d, angeführte Beamte der mit einem der in Artikel 2, 3° erwähnten Kunstbauten beauftragt wird, verfügt über eine freie Wohnung.

Art. 4 - Wenn die Anzahl der Beamten der Wasserstraßen, die mit einem der in Artikel 2, 2° und 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Kunstbauten beauftragt sind, unter den in diesem Artikel festgelegten Quoten liegt, kann der Minister des Öffentlichen Dienstes den in Artikel 1, 3° angeführten Beamten den Vorteil der freien Wohnung bis zur Höhe der besagten Quoten gewähren.

Art. 5 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten unterstehen besonderen Dienstpflichten, auch wenn ihre Verwaltung nicht in der materiellen Lage ist, sie am Ort und Stelle zu unterbringen.

Die Ämter, die von den im ersten Absatz erwähnten Beamten ausgeübt sind, werden der in Artikel 3, 2°, a des Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 über die Unterbringung gewisser Kategorien des vom Staat besoldeten Personals bestimmten Kategorie zugeordnet.

Art. 6 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten haben Anrecht auf den Vorteil der freien Wohnung ab dem Datum, an dem sie ihre Ämter antreten. Sie behalten diesen Anspruch während der gesamten Dauer ihrer Ausübung.

Die vorerwähnten Beamten verlieren den Vorteil der freien Wohnung, wenn sie während eines Zeitraums, der einen Monat überschreitet, vom Dienst entfernt bleiben aus irgendwelchem Grund, der nicht einer der folgenden Gründe ist:

1° Jahresurlaub, Feiertage, umstandbedingter Urlaub oder Urlaub aus persönlichen Gründen, für vorgeburtliche ärztliche Untersuchungen, aus zwingenden familiären Gründen, Mutterschaftsurlaub, Elternurlaub, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft;

2° Urlaub zur Erfüllung gewisser militärischer Pflichten in Friedenszeiten oder zur Leistung von Diensten im Rahmen des Zivilschutzes bzw. zur Erfüllung gemeinnütziger Aufgaben in Anwendung der am 20. Februar 1980 koordinierten Gesetze, die das Statut der Dienstverweigerer aus Gewissensgründen festlegen;

3° Urlaub wegen Krankheit oder Behinderung;

4° Urlaub wegen reduzierter Leistungen, die nach einer Abwesenheit wegen Krankheit oder Behinderung genehmigt worden sind;

5° Urlaub wegen reduzierter Leistungen, die aus sozialen oder familiären Gründen genehmigt worden sind;

6° Urlaub wegen Sozialförderungsunterricht und wegen Teilnahme an einer Ausbildung;

7° Urlaub wegen halbeinjähriger Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

8° Urlaub wegen Knochenmarkspende oder um Behinderte und Kranke bei in Belgien oder im Ausland organisierten Reisen oder Aufhalten zu begleiten und ihnen beizustehen;

9° wenn sie reduzierte Dienstleistungen aus persönlichen Gründen erbringen;

10° wenn sie zur Disposition gestellt sind wegen einer Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht.

Art. 7 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten übernehmen selbst die Heiz- und Beleuchtungskosten ihrer Wohnung.

Wenn die Verwaltung ihnen die Heizung und die Beleuchtung besorgt, wird ihr Gehalt eines monatlichen Abzugs unterworfen, der sich 2,5 % des Bruttobetrag des arithmetischen Mittels zwischen dem Mindest- und Höchstgehalt der ihrem Dienstgrad entsprechenden Stufe beläuft.

Dieser Abzug beträgt 2 %, wenn die Verwaltung ihnen nur die Heizung besorgt.

Art. 8 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes ist berechtigt, die in Artikel 4 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 vorgesehene Zulage den in den Artikeln 2 und 3 angeführten Beamten zu den gleichen Bedingungen zu gewähren.

Er kann zudem die in Absatz 1 angeführte Zulage dem in Artikel 4 genannten Beamten gewähren, der während eines einen Monat überschreitenden Zeitraums eine der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Stellen in Vertretung besetzt und die damit verbundenen besonderen Dienstpflichten wahrnimmt.

Art. 9 - Der in Artikel 1, 3° angeführte Beamte, der in Anwendung der Artikel 4 und 8 eine Zulage anstelle einer Wohnung bekommt, verliert den Vorteil dieser Zulage, sobald das Amt, mit dem diese Zulage oder gegebenenfalls eine freie Wohnung verbunden ist, einem in Artikel 1, 2° angeführten Beamten zugeteilt werden kann.

Art. 10 - Wenn ein in den Artikeln 2, 3 und 4 erwähnter Bediensteter verstirbt, behalten seine Witwe oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person und die mit ihm wohnenden Angehörigen seiner Familie das Recht auf Nutzung der Wohnung bis nach Ablauf der Frist, die in dem ihnen zugestellten Kündigungsbrief festgelegt ist.

Die Dauer dieser Kündigung darf auf keinen Fall kürzer als drei Monate sein.

Ab dem ersten Tage des Monats, der auf den Sterbetag des Bediensteten folgt, muß der Bewohner eine Miete zahlen, deren Betrag gemäß den durch Artikel 2 und 6 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 vorgesehenen Regeln festgelegt wird.

KAPITEL II. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 11 - Die in Artikel 1, 1°, 2° und 4° angeführten Beamten, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine freie Wohnung verfügen, behalten diesen Vorteil in ihrer jeweiligen jetzigen Einweisung.

Die Bestimmungen von Artikeln 5 bis 7 und 10 gelten ebenfalls für sie.

KAPITEL III. — *Schluß- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 12 - Infolge der am 1. Dezember 1994 vorgenommenen Umwandlung der Dienstgrade sind die vom vorliegenden Erlaß betroffenen Bediensteten verpflichtet, die Ämter auszuüben, die den in Artikel 1 erwähnten Dienstgraden entsprechen.

Art. 13 - Die folgenden Erlasse werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlaß vom 9. April 1990, durch den für das Schiffsamt die Ämter bestimmt werden, die mit dem Vorteil der freien Wohnung verbunden sind, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. März 1981 und vom 26. Mai 1983;

2° der Königliche Erlaß vom 6. Mai 1985, durch den, was die Verwaltung der Wasserstraßen, Außendienststellen des Ministeriums der Öffentlichen Arbeiten betrifft, die Stellen und die Arbeitsorte bestimmt werden, die mit dem Vorteil der freien Wohnung verbunden sind.

Art. 14 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1990 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 2, 2°, *k* bis *p* und 3°, der am 1. Januar 1995 wirksam wird.

Art. 15 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. November 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling, voor de ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer, van de ambtenaren waaraan vrij genot van woning verbonden is

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 83, § 3, en 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het protocol nr. 262 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 30 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 december 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 april 1998 betreffende het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad Van State, gegeven op 17 juli 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende, enerzijds, dat de naar aanleiding van de regionalisering van de Waterwegen overgeplaatste ambtenaren zich verder kunnen beroepen op de verordeningsbepalingen die van kracht waren binnen hun oorspronkelijk Ministerie i.v.m. het vrij genot van woning;

Overwegende, anderzijds, dat de ambtenaren die na de ontbinding van de « Office de la Navigation » in het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer zijn opgenomen, eveneens het vrij genot van woning hebben behouden dat hen krachtens het reglement is toegekend binnen hun oorspronkelijke instelling;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is regels vast te stellen om het vrij genot van woning te verlenen aan alle ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Organieke bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op :

1° de ambtenaren met één van de volgende graden :

a) wachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of adjunct (sinds 1 december 1994);

b) eerste wachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. adjunct (sinds 1 december 1994);

c) hoofdwachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. adjunct (sinds 1 december 1994);

2° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) agent der waterwegen (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) eerste agent der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) hoofdagent der waterwegen (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);
- d) hoofdsluiswachter (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);

3° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) geschoold werkman A der waterwegen (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) geschoold werkman B der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) geschoold werkman C der waterwegen (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);

4° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) adjunct-mecaniciënen der hefwerken (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) mecaniciënen der hefwerken (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) eerste mecaniciënen der hefwerken (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);
- d) speciaal chef-mecaniciënen (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994).

Art. 2. De toedeling van de ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer die recht hebben op het vrij genot van woning, wordt, met inachtneming van het aantal dat eventueel voor elke categorie vastgesteld is, als volgt doorgevoerd :

1° de in artikel 1, 1°, bedoelde ambtenaren die bij de afdelingen van de waterwegen ingedeeld zijn;

2° de in artikel 1, 2°, bedoelde ambtenaren in dienst :

a) op het « Canal du Centre » :

- Sluis te Thieu 3
- Sluis te Havré 3
- Sluis te Obourg Warton 3

b) op het kanaal Pommerœul-Condé :

- Sluis te Hensies 3
- Sluis te Pommerœul 3

c) op het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes :

- Sluis 1 te Péronnes-lez-Antoing 3
- Sluis 2 te Péronnes-lez-Antoing 3

d) op de Dender :

- Bilhéeluis 3
- Sluis te Rebaix 3
- Sluis te Papignies 3
- Sluis te Lessen 3
- Sluis te Deux-Acres 3

e) op het kanaal Blaton-Aat :

- Stuw te Tongres-Notre-Dame en vloedafvoer van « Daminont » en van « Hardempont » 3
- Sluizen 16 en 17, pompstation te Maffle en sluis 18 te Aat 3
- Sluizen 19 à 21 te Aat 3

f) op de Bovenschelde :

- Sluis te Antoing 3
- Sluis te Kain en Brug Notre-Dame 3
- Sluis te Hérinnes 3

g) op het Spierekanaal:

- Sluis te Warcoing en vloedafvoer van « Rieu Delbecq » 3

h) op de Leie :

- Sluis te Komen 3

i) op het kanaal Charleroi-Brussel :

- Sluis 1 te Marchienne-au-Pont 3
- Sluis 2 te Gosselies 3
- Sluis 3 te Viesville 3
- Complex van het Hellend Vlak te Ronquières 3
- Sluis 5 te Itter 3
- Sluizen 26 à 28 en stuw Samme 3

j) op de Ourthe :

- Stuw « Grosses Battes », Streupas, Colonster en Tilff 3

<i>k)</i> op de Maas :	
— Sluis te Hastière	3
— Sluis te Waulsort	3
— Sluis te Anseremme	3
— Sluis te Dinant	3
— Sluis te Houx-Anhée	3
— Sluis te Hun	3
— Sluis te Rivière	3
— Sluis te Tailfer	3
— Sluis te La Plante	3
— Sluis te Grands-Malades	3
— Sluis te Andenelle	3
— Sluis te Ampsin-Neuville	3
— Sluis te Yvoz-Ramet	3
— Stuw te Monsin	3
— Sluis te Hermalle-s/Argenteau	3
— Stuw te Lixhe	3
<i>l)</i> op het kanaal van Monsin :	
— Sluis te Monsin	3
<i>m)</i> op het kanaal Haccourt-Wezet :	
— Sluis te Wezet	2
<i>n)</i> op het kanaal de Ternaaien :	
— Sluis te Ternaaien	4
<i>o)</i> op het kanaal van de Ourthe :	
— Sluis 1 te Angleur	1
— Ophaalbrug <i>1bis</i> te Angleur	1
<i>p)</i> op de Samber :	
— Sluis 1 te Solre-sur-Sambre	3
— Sluis 2 te La Buissière	3
— Sluis 3 te Fontaine-Valmont	3
— Sluis 4 te Lobbes	3
— Sluis 5 te Thuin	3
— Sluis 6 te Thuin (Grand-Courant)	3
— Sluis 7 te Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Sluis 8 te Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Sluis 9 te Landelies	3
— Sluis 10 te Monceau-sur-Sambre	3
— Sluis te Marcinelle	3
— Sluis te Montignies-sur-Sambre	3
— Sluis te Roselies	3
— Sluis te Auvelais	3
— Sluis te Mornimont	3
— Sluis te Floriffoux	3
— Sluis te Namen	3
3° de in artikel 1, 4°, bedoelde ambtenaren in dienst op het « Canal du Centre » :	
— lift 1	3
— lift 2	3
— lift 3	3
— lift 4	3.

Art. 3. De in artikel 1, 4°, *d*, bedoelde ambtenaar die aangewezen is voor één van de in artikel 2, 3°, bedoelde werken, komt in aanmerking voor het vrij genot van woning.

Art. 4. Als het aantal ambtenaren die voor de in artikel 2, 2° en 3°, van dit besluit bedoelde kunstwerken aangewezen zijn, lager is dan de in dit artikel vastgelegde quota's, kan de Minister van Ambtenarenzaken de in artikel 1, 3°, bedoelde ambtenaren het vrij genot van woning ten belope van deze quota's verlenen.

Art. 5. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren zijn aan bijzondere dienstverplichtingen onderworpen, zelfs als het bestuur ze onmogelijk ter plaatse kan huisvesten.

Het ambt dat door de in het eerste lid bedoelde ambtenaren wordt uitgeoefend, is ingedeeld bij de categorie bedoeld in artikel 3, 2°, *a*, van het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Art. 6. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren hebben recht op vrij genot van woning vanaf de dag waarop ze hun ambt opnemen; ze behouden dat recht zolang ze het ambt uitoefenen.

De bovenbedoelde ambtenaren verliezen het vrij genot van woning voor de periodes waarin zij om welke reden ook langer dan één maand afwezig zijn, behalve in geval van :

1° jaarlijks vakantieverlof en feestdagen, omstandigheidsverlof of verlof wegens persoonlijke aangelegenheid, voor zwangerschapsonderzoeken, om dwingende redenen van familiaal belang, bevallingsverlof, ouderschapsverlof, verlof voor de opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

2° verlof met het oog op de vervulling van sommige militaire dienstverstrekingen in oorlogstijd, alsook van diensten in de civiele bescherming of van taken van algemeen nut overeenkomstig de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

3° verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

4° verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid;

5° verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;

6° verlof voor sociale promotie en om deel te nemen aan vormingsactiviteiten;

7° verlof wegens halftijdse loopbaanonderbreking;

8° verlof voor het afstaan van beenmerg, alsook voor de begeleiding en bijstand van gehandicapten en zieken tijdens in België en in het buitenland georganiseerde reizen en vakantieverblijven;

9° verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid;

10° disponibiteit wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve dienstongeschiktheid met zich meebrengt, maar die afwezigheden veroorzaakt die langer duren dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 7. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren dragen de verwarmings- en verlichtingskosten.

Als het bestuur de verwarmings- en verlichtingskosten draagt, wordt hun wedde maandelijks verminderd met 2,5 % van het brutobedrag van het rekenkundige gemiddelde tussen het minimum en het maximum van de aan hun graad verbonden weddeschaal.

Deze inhouding bedraagt 2 % wanneer het bestuur slechts de verwarmingskosten draagt.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken kan de in artikel 4 van bovenvermeld koninklijk besluit van 30 november 1950 bedoelde toelage onder dezelfde voorwaarden verlenen aan de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 en 3.

Art. 9. De in artikel 1, 3°, bedoelde ambtenaar die krachtens de artikelen 4 en 8 de vervangende toelage ontvangt, verliest het genot van die toelage zodra het ambt waaraan ze verbonden is of, eventueel, een kosteloze woning aan een in artikel 1, 2°, bedoelde ambtenaar kan worden toegekend.

Art. 10. Bij overlijden van een in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaar behouden zijn weduwe, of de persoon met wie hij samenwoont, en de familieleden die in hetzelfde huis wonen, het genot van de woning totdat de in de opzeggingbrief bepaalde termijn verstreken is.

De opzeggingstermijn moet hoe dan ook minstens drie maanden bedragen.

De bewoner moet vanaf de eerste dag van de maand na de dag waarop bovenbedoelde ambtenaar overleden is, een huur betalen waarvan het bedrag bepaald wordt overeenkomstig de artikelen 2 en 6 van bovenbedoeld koninklijk besluit van 30 november 1950.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 11. De in artikel 1, 1°, 2° en 4°, bedoelde ambtenaren die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit vrij genot van woning hebben, behouden dat voordeel in hun huidig ambt.

Ze vallen onder de toepassing van de artikelen 5 à 7 en 10.

HOOFDSTUK III. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 12. Ten gevolge van de gradenomzetting op 1 december 1994 moeten de ambtenaren die onder de toepassing van dit besluit vallen, een ambt bekleden dat met de in artikel 1 vermelde graden overeenstemt.

Art. 13. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 9 april 1979 tot vaststelling bij de « Office de la Navigation » van de functies waaraan kosteloze huisvesting verbonden is, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 1981 en 26 mei 1983;

2° het koninklijk besluit van 6 mei 1985 tot vaststelling, wat de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen bij het Ministerie van Openbare Werken betreft, van de betrekkingen en de arbeidsplaatsen waaraan vrij genot van woning verbonden is.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990, met uitzondering van artikel 2, 2°, *k* tot *p*, en 3°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1995.

Art. 15. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09985]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 19 november 1998 is Mevr. Adams, D., substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brussel, aangevoerd tot eerste substituut-arbeidsauditeur bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 november 1998.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09985]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 19 novembre 1998, Mme Adams, D., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruxelles, est désignée en qualité de premier substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} novembre 1998.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[98/22595]

Beheerscomité van de sociale zekerheid.
Ontslag en benoeming van een plaatsvervangend lid.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn mandaat van plaatsvervangend lid van het Beheerscomité van de sociale zekerheid verleend aan de heer Perl, François;

— wordt de heer Aerts, Thierry, benoemd tot plaatsvervangend lid van het Beheerscomité van de sociale zekerheid, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties ter vervanging van de heer Perl, F., wiens mandaat hij zal voleindigen.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[98/22595]

Comité de gestion de la sécurité sociale.
Démission et nomination d'un membre suppléant

Par arrêté royal du 31 août 1998, qui entre en vigueur le jour de sa publication :

— démission honorable de son mandat de membre suppléant du Comité de gestion de la sécurité sociale est accordée, à sa demande, à M. Perl, François;

— M. Aerts, Thierry est nommé en qualité de membre suppléant du Comité de gestion de la sécurité sociale, au titre de représentant des organisations représentatives des travailleurs, en remplacement de M. Perl, F., dont il achèvera le mandat.

Technische Raad,
ingesteld bij het Fonds voor de beroepsziekten
Ontslagverleningen. — Benoemingen

[98/22611]

Bij koninklijk besluit van 13 september 1998, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt eervol ontslag uit zijn mandaat van effectief lid van de Technische Raad, ingesteld bij het Fonds voor de beroepsziekten, in de hoedanigheid van arts van het Fonds voor de beroepsziekten, verleend aan de heer Joly, J.;

— wordt eervol ontslag uit haar mandaat van plaatsvervangend lid van dezelfde Technische Raad, verleend aan Mevr. Van Cangh, F., in de hoedanigheid van arts van het Fonds voor de beroepsziekten;

— wordt Mevr. Van Cangh, F., benoemd tot effectief lid van dezelfde Technische Raad in de hoedanigheid van arts van het Fonds voor de beroepsziekten, ter vervanging van de heer Joly, J., wiens mandaat zij zal voleindigen;

— wordt de heer Caroyer, J.M., benoemd tot plaatsvervangend lid van dezelfde Technische Raad in de hoedanigheid van arts van het Fonds voor de beroepsziekten, ter vervanging van Mevr. Van Cangh, F., wier mandaat hij zal voleindigen.

Conseil technique,
institué au sein du Fonds des maladies professionnelles
Démissions. — Nominations

[98/22611]

Par arrêté royal du 13 septembre 1998, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

— démission honorable de son mandat de membre effectif du Conseil technique institué au sein du Fonds des maladies professionnelles, en qualité de médecin du Fonds des maladies professionnelles, est accordée à M. Joly, J.;

— démission honorable de son mandat de membre suppléant du même Conseil technique est accordée à Mme Van Cangh, F., en qualité de médecin du Fonds des maladies professionnelles;

— Mme Van Cangh, F., est nommée en qualité de membre effectif du même Conseil technique en qualité de médecin du Fonds des maladies professionnelles, en remplacement de M. Joly, J., dont elle achèvera le mandat;

— M. Caroyer, J.M., est nommé en qualité de membre suppléant du même Conseil technique, en qualité de médecin du Fonds des maladies professionnelles, en remplacement de Mme Van Cangh, F., dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[98/00693]

Personeel. — Opruststellingen

Bij koninklijk besluit van 12 juni 1998 wordt de heer Walter Weyts met ingang van 1 december 1998 eervol ontslag verleend uit zijn ambt van bijzitter bij de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen.

Het is betrokkene vergund zijn pensioenaanspraken te doen gelden en de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[98/00693]

Personnel. — Mises à la retraite

Par arrêté royal du 12 juin 1998, la démission honorable de ses fonctions d'assesseur à la Commission permanente de Recours des Réfugiés est accordée à partir du 1^{er} décembre 1998 à M. Walter Weyts.

L'intéressé est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1998 wordt Mevr. Françoise Hubens met ingang van 1 januari 1999 eervol ontslag verleend uit haar ambt van adviseur bij het departement.

Het is betrokkene vergund haar pensioenaanspraken te doen gelden en de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Par arrêté royal du 13 octobre 1998, la démission honorable de ses fonctions de conseiller au département est accordée à partir du 1^{er} janvier 1999 à Mme Françoise Hubens.

L'intéressée est autorisée à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[C - 98/00665]

Personeel. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Haek, Jannie, eervol ontslag verleend uit zijn functies van kabinetschef van de Vice-Eerste Minister.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan Mevr. Deman, Esther, eervol ontslag verleend uit haar functies van adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Flahaut, Jean-Marie, eervol ontslag verleend uit zijn functies van adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Debucquoy, Jan, eervol ontslag verleend uit zijn functies van adviseur met rang van adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Hache, Daniel, eervol ontslag verleend uit zijn functies van kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Van Den Bulck, Dirk, eervol ontslag verleend uit zijn functies van adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt m.i.v. 26 september 1998 's avonds aan de heer Schuermans, Frank, eervol ontslag verleend uit zijn functies van adviseur met rang van adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998 wordt m.i.v. 31 oktober 1998 aan Mevr. Deman, Esther, eervol ontslag verleend uit haar functies van adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister.

[C - 98/00694]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Haek, Jannie, benoemd tot kabinetschef van de Vice-Eerste Minister m.i.v. 26 september 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt Mevr. Deman, Esther, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister m.i.v. 26 september 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Flahaut, Jean-Marie, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken m.i.v. 26 september 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Debucquoy, Jan, benoemd tot adviseur met rang van adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister m.i.v. 26 september 1998.

[C - 98/00665]

Personnel. — Démissions

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet du Vice-Premier Ministre est accordée à M. Haek, Jannie, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint du Vice-Premier Ministre est accordée à Mme Deman, Esther, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur est accordée à M. Flahaut, Jean-Marie, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de conseiller avec rang de chef de cabinet adjoint du Vice-Premier Ministre est accordée à M. Debucquoy, Jan, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet du Ministre de l'Intérieur est accordée à M. Hache, Daniel, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur est accordée à M. Van Den Bulck, Dirk, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de conseiller avec rang de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur est accordée à M. Schuermans, Frank, à partir du 26 septembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 27 octobre 1998, démission honorable de ses fonctions de chef de cabinet adjoint au Vice-Premier Ministre est accordée à Mme Deman, Esther à partir du 31 octobre 1998.

[C - 98/00694]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Haek, Jannie, est nommée en qualité de chef de cabinet du Vice-Premier Ministre à partir du 26 septembre 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, Mme Deman, Esther, est nommée en qualité de chef de cabinet adjoint du Vice-Premier Ministre à partir du 26 septembre 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Flahaut, Jean-Marie, est nommé en qualité de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur à partir du 26 septembre 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Debucquoy, Jan, est nommé en qualité de conseiller avec rang de Chef de Cabinet adjoint du Vice-Premier Ministre à partir du 26 septembre 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Hache, Daniel, benoemd tot kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken m.i.v. 26 september 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Van Den Bulck, Dirk, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken m.i.v. 26 september 1998.

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 wordt de heer Schuermans, Frank, benoemd tot adviseur met rang van adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken m.i.v. 26 september 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Hache, Daniel, est nommé en qualité de chef de cabinet du Ministre de l'Intérieur à partir du 26 septembre 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Van Den Bulck, Dirk, est nommé en qualité de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur à partir du 26 septembre 1998.

Par arrêté royal du 8 octobre 1998, M. Schuermans, Frank, est nommé en qualité de conseiller avec rang de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur à partir du 26 septembre 1998.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[98/02120]

Personeel. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Van Den Bossche, Marcel, adviseur generaal, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van administrateur-generaal bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt Mevr. Geernaert, Catherina, adviseur-generaal, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van directeur-generaal bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Korps van ambtenaren belast met steunopdrachten bij de Dienst voor Overheidsopdrachten en Subsidies, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Ruytings, Denis, adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur-generaal bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Dejager, Lieven, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt Mevr. Delcommune, Anne, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Vast Wervingssecretariaat, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Druart, Jacques, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Frans tweetalig taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt Mevr. Expeels, Martine, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[98/02120]

Personnel. — Promotions

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Van Den Bossche, Marcel, conseiller général, est promu par avancement de grade au grade d'administrateur général au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, Mme Geernaert, Catherina, conseiller général, est promue par avancement de grade au grade de directeur général au Ministère de la Fonction publique - Corps des agents chargés des missions d'appui du Service des Marchés publics et des Subventions, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Ruytings, Denis, conseiller, est promu par avancement de grade au grade de conseiller général au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Dejager, Lieven, conseiller adjoint, est promu par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, Mme Delcommune, Anne, conseiller adjoint, est promue par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Secrétariat Permanent de Recrutement, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Druart, Jacques, conseiller adjoint, est promu par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique bilingue français, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, Mme Expeels, Martine, conseiller adjoint, est promue par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt Mevr. Van Den Berghe, Joanna, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt Mevr. Vandrepol, Liliane, adjunct-adviseur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 1998.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[C - 98/02132]

Personeel. — Dienstaanwijzing

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Duyck, Lucien, adviseur-generaal, aangewezen bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken - Federaal Aankoopbureau, met ingang van 1 juli 1998.

[C - 98/02133]

Personeel. — Opdracht

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt de heer Mottoul, Jean-Marie, adviseur-generaal van Financiën, lid van de personeelsformatie in opdracht van het Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt, aangewezen in de hoedanigheid van Korpshoofd van de adviseurs van het Openbaar Ambt, vanaf 1 mei 1996 tot en met 30 april 2001.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij per post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[C - 98/02114]

Personeel. — Overdrachten

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 wordt de heer Jaupart, Michel (F), adjunct-adviseur bij de Regie der Gebouwen, via vrijwillige mobiliteit, in zijn hoedanigheid en in dezelfde graad overgeplaatst naar het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken, met ingang van 15 september 1998.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

Bij koninklijk besluit van 20 oktober 1998 wordt aan de heer Delie, Frans, gerechtelijk afdelingscommissaris bij de Gerechtelijke politie bij de parketten - Centrale Dienst van de Bestrijding van de Corruptie, met het oog op een eventuele overplaatsing bij wijze van vrijwillige mobiliteit toegestaan een proefperiode uit te voeren in een betrekking van adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken - Secretariaat-generaal, met ingang van 1 november 1998.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, Mme Van Den Berghe, Joanna, conseiller adjoint, est promue par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, Mme Vandrepol, Liliane, conseiller adjoint, est promue par avancement de grade au grade de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

[C - 98/02132]

Personnel. — Affectation

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Duyck, Lucien, conseiller général, est affecté au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique - Bureau fédéral d'achats, à partir du 1^{er} juillet 1998.

[C - 98/02133]

Personnel. — Mission

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, M. Mottoul, Jean-Marie, conseiller général des Finances, membre du cadre de mission du Corps des Conseillers de la Fonction publique, est désigné en qualité de chef de Corps des Conseillers de la Fonction publique, à partir du 1^{er} mai 1996 jusqu'au 30 avril 2001 inclus.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

[C - 98/02114]

Personnel. — Transferts

Par arrêté royal du 20 septembre 1998, M. Jaupart, Michel (F), conseiller adjoint à la Régie des Bâtiments, est transféré en sa qualité et dans le même grade au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique, à partir du 15 septembre 1998, dans le cadre de la mobilité volontaire.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée, sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

Par arrêté royal du 20 octobre 1998, M. Delie, Frans, commissaire judiciaire divisionnaire auprès de la Police judiciaire près les parquets - Service central de la Répression de la Corruption, est autorisé, en vue d'un éventuel transfert dans le cadre de la mobilité volontaire, à effectuer une période de probation dans un emploi de conseiller au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique - Secrétariat général, à partir du 1^{er} novembre 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[S - C - 98/12941]

13 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het kappersbedrijf en de schoonheidszorgen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 maart 1972 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid ervan, gewijzigd inzonderheid bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1983 en 23 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 september 1972 tot vaststelling van het aantal leden van bepaalde paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1994 tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het kappersbedrijf en de schoonheidszorgen;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit comité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot leden van het Paritair Comité voor het kappersbedrijf en de schoonheidszorgen worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Stockman, Marcel, te Laken;

Lillon, Jean-Pierre, te Oudergem;

Geudens, Henri, te Kapellen;

Poppe, Walter, te Londerzeel;

Troussart, Michel, te Luik;

Paquay, Heribert, te Waver;

Coopman, Patrick, te Gent;

Rombaut, Wim, te Zwijnaarde;

Mevr. Salembier, Nadine, te Komen;

De heer Boeckx, John, te Antwerpen;

Mevr. Berghmans, Joanna, te Antwerpen.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

Van Os, Walter, te Brasschaat;

Guilmain, Jean-Paul, te Haren;

Dumont, Jean-Luc, te Ham-sur-Heure-Nalinnes;

Dermouchamps, Emile, te Luik;

Leemans, Jules, te Herk-de-Stad;

Colaes, Daniel, te Gent;

De Temmerman, Jean-Pierre, te Knokke-Heist;

Coigne, Stephane, te Kortrijk;

Demesmacre, Joseph, te Sint-Jans-Molenbeek;

Zweers, Albert, te Antwerpen;

Mevr. Govers, Danielle, te Schilde.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Michiels, Jacques, te Namen;

Goblet, Marc, te Herve;

Van Cauwenberge, René, te Sint-Pieters-Leeuw;

Tempelaere, Urbain, te Antwerpen;

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[S - C - 98/12941]

13 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal nommant les membres de la Commission paritaire de la coiffure et des soins de beauté (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 17 mars 1972 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, modifié notamment par les arrêtés royaux des 25 février 1983 et 23 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 29 septembre 1972 fixant le nombre de membres de certaines commissions paritaires;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1994 nommant les membres de la Commission paritaire de la coiffure et des soins de beauté;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres de la Commission paritaire de la coiffure et des soins de beauté :

1. en qualité de représentants des organisations d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

Stockman, Marcel, à Laeken;

Lillon, Jean-Pierre, à Auderghem;

Geudens, Henri, à Kapellen;

Poppe, Walter, à Londerzeel;

Troussart, Michel, à Liège;

Paquay, Heribert, à Wavre;

Coopman, Patrick, à Gand;

Rombaut, Wim, à Zwijnaarde;

Mme Salembier, Nadine, à Comines;

M. Boeckx, John, à Anvers;

Mme Berghmans, Joanna, à Anvers.

Membres suppléants :

MM. :

Van Os, Walter, à Brasschaat;

Guilmain, Jean-Paul, à Haren;

Dumont, Jean-Luc, à Ham-sur-Heure-Nalinnes;

Dermouchamps, Emile, à Liège;

Leemans, Jules, à Herk-de-Stad;

Colaes, Daniel, à Gand;

De Temmerman, Jean-Pierre, à Knokke-Heist;

Coigne, Stephane, à Courtrai;

Demesmacre, Joseph, à Molenbeek-Saint-Jean;

Zweers, Albert, à Anvers;

Mme Govers, Danielle, à Schilde.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

Michiels, Jacques, à Namur;

Goblet, Marc, à Herve;

Van Cauwenberge, René, à Sint-Pieters-Leeuw;

Tempelaere, Urbain, à Anvers;

Mevrn. :

Galliaert, Ilse, te Dilbeek;

Vanattenhoven, Mieke, te Leuven;

De heren :

Piersotte, Jean-Marie, te Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Convens, François, te Hemiksem;

Decorte, Philip, te Ieper;

De Rijck, Theo, te Dilbeek;

Decoo, Erik, te Gent.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

Raes, Hans, te Beernem;

Maertens, Koenraad, te Lessen;

Agten, Jean-Pierre, te Gent;

Monteyne, Bruno, te De Haan;

Roland, Christian, te Saint-Ghislain;

Van Heddegem, Piet, te Beveren;

Wouters, Jean-Marie, te Fléron;

Jordens, François, te Zutendaal;

Lepinne, Pierre, te Amay;

Peirens, Pierre, te Merelbeke;

Mevr. Dos Santos Costa, Vera, te Sint-Pieters-Woluwe.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 17 maart 1972, *Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1972.

Koninklijk besluit van 29 september 1972, *Belgisch Staatsblad* van 25 november 1972.

Koninklijk besluit van 25 februari 1983, *Belgisch Staatsblad* van 12 april 1983.

Koninklijk besluit van 23 september 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1991.

Koninklijk besluit van 7 november 1994, *Belgisch Staatsblad* van 25 november 1994.

Mmes :

Galliaert, Ilse, à Dilbeek;

Vanattenhoven, Mieke, à Louvain;

MM. :

Piersotte, Jean-Marie, à Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Convens, François, à Hemiksem;

Decorte, Philip, à Ypres;

De Rijck, Theo, à Dilbeek;

Decoo, Erik, à Gand.

Membres suppléants :

MM. :

Raes, Hans, à Beernem;

Maertens, Koenraad, à Lessines;

Agten, Jean-Pierre, à Gand;

Monteyne, Bruno, à De Haan;

Roland, Christian, à Saint-Ghislain;

Van Heddegem, Piet, à Beveren;

Wouters, Jean-Marie, à Fléron;

Jordens, François, à Zutendaal;

Lepinne, Pierre, à Amay;

Peirens, Pierre, à Merelbeke;

Mme Dos Santos Costa, Vera, à Woluwe-Saint-Pierre.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 17 mars 1972, *Moniteur belge* du 5 mai 1972.

Arrêté royal du 29 septembre 1972, *Moniteur belge* du 25 novembre 1972.

Arrêté royal du 25 février 1983, *Moniteur belge* du 12 avril 1983.

Arrêté royal du 23 septembre 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 1991.

Arrêté royal du 7 novembre 1994, *Moniteur belge* du 25 novembre 1994.

[C - 98/12938]

17 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1976 tot vaststelling van het aantal leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking;

[C - 98/12938]

17 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal nommant les membres de la Commission paritaire des employés de la transformation du papier et du carton (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1975 instituant la Commission paritaire des employés de la transformation du papier et du carton et fixant sa dénomination et sa compétence;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1976 fixant le nombre de membres de la Commission paritaire des employés de la transformation du papier et du carton;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 1993 tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit comité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

Mevr. Dehou, Marie-Paule, te Sint-Pieters-Leeuw;

De heren :

Clabots, Filip, te Haacht;

Dierckx, Herwig, te Putte;

Haesaerts, André, te Beerse;

Martinez-Recuero, Luis, te Court-Saint-Etienne;

Mattart, Luc, te Herve;

Moeris, Joseph, te Graven;

Semoulin, Freddy, te Hensies;

Willaert, Lieven, te Evergem.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

Casselman, Geert, te Wevelgem;

Chaidron, Vincent, te Schaarbeek;

Dangotte, Maurice, te Charleroi;

De Hollander, Chris, te Antwerpen;

Dozo, Jacques, te Esneux;

Gullentops, Philippe, te Sint-Pieters-Woluwe;

Meulemans, Jacques, te Meise;

Schoenmakers, Willy, te Lommel;

Witvrouwen, Dirk, te Geel.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Capoen, Jean-Michel, te Waterloo;

Degroote, Jean-Richard, te Binche;

Mevrn. :

Mussche, Bernadette, te Beersel;

Desmet Pia, te Gent;

De heren :

Clerinx, François, te Oosterzele;

Geerts, Frans, te Oud-Turnhout;

Piersotte, Jean-Marie, te Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Maleve, René-Paul, te Incourt;

De Jaeger, Koen, te Evergem.

Plaatsvervangende leden :

Mevr. Galliaert, Ilse, te Dilbeek;

De heren :

Peutat, Jean-Pierre, te Verviers;

Lingier, Frank, te Sint-Katelijne-Waver;

Labarbe, Roger, te Oupeye;

Van Droogenbroeck, Chris, te Affligem;

Mevrn. :

Maurissen, Ingrid, te Bilzen;

Dubuis, Brigitte, te Doornik;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 1993 nommant les membres de la Commission paritaire des employés de la transformation du papier et du carton;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres de la Commission paritaire des employés de la transformation du papier et du carton :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

Mme Dehou, Marie-Paule, à Sint-Pieters-Leeuw;

MM. :

Clabots, Filip, à Haacht;

Dierckx, Herwig, à Putte;

Haesaerts, André, à Beerse;

Martinez-Recuero, Luis, à Court-Saint-Etienne;

Mattart, Luc, à Herve;

Moeris, Joseph, à Grez-Doiceau;

Semoulin, Freddy, à Hensies;

Willaert, Lieven, à Evergem.

Membres suppléants :

MM. :

Casselman, Geert, à Wevelgem;

Chaidron, Vincent, à Schaarbeek;

Dangotte, Maurice, à Charleroi;

De Hollander, Chris, à Anvers;

Dozo, Jacques, à Esneux;

Gullentops, Philippe, à Woluwe-Saint-Pierre;

Meulemans, Jacques, à Meise;

Schoenmakers, Willy, à Lommel;

Witvrouwen, Dirk, à Geel.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

Capoen, Jean-Michel, à Waterloo;

Degroote, Jean-Richard, à Binche;

Mmes :

Mussche, Bernadette, à Beersel;

Desmet, Pia, à Gand;

MM. :

Clerinx, François, à Oosterzele;

Geerts, Frans, à Oud-Turnhout;

Piersotte, Jean-Marie, à Ottignies-Louvain-la-Neuve;

Maleve, René-Paul, à Incourt;

De Jaeger, Koen, à Evergem.

Membres suppléants :

Mme Galliaert, Ilse, à Dilbeek;

MM. :

Peutat, Jean-Pierre, à Verviers;

Lingier, Frank, à Sint-Katelijne-Waver;

Labarbe, Roger, à Oupeye;

Van Droogenbroeck, Chris, à Affligem;

Mmes :

Maurissen, Ingrid, à Bilzen;

Dubuis, Brigitte, à Tournai;

De heren :

Meuter, Roger, te La Louvière;

Baert, Gerard, te Nijvel.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 13 augustus 1975, *Belgisch Staatsblad* van 14 oktober 1975.

Koninklijk besluit van 11 februari 1976, *Belgisch Staatsblad* van 21 april 1976.

Koninklijk besluit van 28 oktober 1993, *Belgisch Staatsblad* van 17 november 1993.

MM. :

Meuter, Roger, à La Louvière;

Baert, Gerard, à Nivelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 13 août 1975, *Moniteur belge* du 14 octobre 1975.

Arrêté royal du 11 février 1976, *Moniteur belge* du 21 avril 1976.

Arrêté royal du 28 octobre 1993, *Moniteur belge* du 17 novembre 1993.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

ARBITRAGEHOF

[C - 98/21467]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij arrest van 8 oktober 1998 in zake het openbaar ministerie en de Minister van Financiën tegen J. Heymans en de n.v. Sunco, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 22 oktober 1998, heeft het Hof van Beroep te Gent de prejudiciële vraag gesteld « of de artikelen 267 en volgende, zijnde hoofdstuk XXV van de Algemene Wet van 18 juni [lees : 18 juli] 1977 inzake Douane en Accijnzen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden omdat de strafvordering en de strafrechtspleging inzake Douane en Accijnzen, in tegenstelling met de strafvordering en de strafrechtspleging in het algemeen, geen onafhankelijkheid waarborgen aan de verdachte-geadministreerde, gezien de Administratie der douane en accijnzen fungeert als :

— onderzoeker, die — overeenkomstig de reglementering bij export naar andere landen dan de Europese Gemeenschap — bij uitsluiting cruciale bewijsstukken onder zich houdt, waarvan de overlegging in de procedure van die aard is dat de tenlastelegging staat of valt;

— tevens vervolgende partij is;

— en ten overvloede belanghebbende, begunstigde van rechten is, bij veroordeling te kwijten door de vervolgende [lees : vervolgde] partij ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1447 van de rol van het Hof.

De griffier,

L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 98/21467]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par arrêt du 8 octobre 1998 en cause du ministère public et du Ministre des Finances contre J. Heymans et la s.a. Sunco, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 22 octobre 1998, la Cour d'appel de Gand a posé la question préjudicielle de savoir si « les articles 267 et suivants, soit le chapitre XXV, de la loi générale du 18 juin [lire : 18 juillet] 1977 relative aux douanes et accises violent les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que, contrairement à l'action publique et à la procédure pénale en général, l'action publique et la procédure pénale en matière de douanes et accises ne garantissent pas d'indépendance au prévenu-administré, puisque l'Administration des douanes et accises fait office :

— d'enquêteur qui — conformément à la réglementation en matière d'exportations vers d'autres pays que la Communauté européenne — est le seul à détenir chez lui des pièces justificatives essentielles, dont la production en cours de procédure est de nature à maintenir ou supprimer la prévention;

— de partie poursuivante;

— et surabondamment d'intéressée, bénéficiaire de droits, à acquitter, en cas de condamnation, par la partie poursuivante [lire : poursuivie] ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1447 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 98/21467]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil vom 8. Oktober 1998 in Sachen der Staatsanwaltschaft und des Finanzministers gegen J. Heymans und die Sunco AG, dessen Ausfertigung am 22. Oktober 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Gent die präjudizielle Frage gestellt, « ob die Artikel 267 ff., d.h. Kapitel XXV des allgemeinen Zoll- und Akzisengesetzes vom 18. Juni [zu lesen ist: 18. Juli] 1977 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem die Strafverfolgung und das Strafverfahren in bezug auf Zoll und Akzisen, im Gegensatz zur Strafverfolgung und zum Strafverfahren im allgemeinen, dem Beschuldigten in seinem Verhältnis zur Verwaltung keine Unabhängigkeit gewährleisten, da die Zoll- und Akzisenverwaltung auftritt als:

— Untersuchungsführer, der — entsprechend den Vorschriften bei Ausfuhr in Länder außerhalb der Europäischen Gemeinschaft — als einziger im Besitze wesentlicher Beweisstücke ist, mit deren Vorlage im Laufe des Verfahrens die Beschuldigung steht und fällt;

— gleichzeitig als verfolgende Partei;

— und zum Überfluß als Betroffene, Empfängerin von Gebühren, die im Falle einer Verurteilung von der verfolgenden [zu lesen ist: verfolgten] Partei zu entrichten sind ».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1447 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09884]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 6 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

Mej. Mallen Y Tirado, Jessica, geboren te Genk op 22 mei 1992;
de heer Mallen Y Tirado, Michaël, geboren te Genk op 29 oktober 1994, beiden wonende te Zutendaal,
om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Mallen » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

de heer Tshimanga Mbala Katumba, geboren te Mbuji-Mayi (Democratische Republiek Kongo) op 28 juni 1965;

Mej. Tshimanga Mbala Katumba, Joyce Alice Muasa, geboren te Antwerpen, district Merksem op 27 mei 1989, beiden wonende te Antwerpen,
om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Tshimanga » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09884]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 6 octobre 1998 :

Mlle Mallen Y Tirado, Jessica, née à Genk le 22 mai 1992;
M. Mallen Y Tirado, Michaël, né à Genk le 29 octobre 1994, tous deux demeurant à Zutendaal,
ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué à substituer à leur nom patronymique celui de « Mallen » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente.

Par arrêté royal du 6 octobre 1998 :

M. Tshimanga Mbala Katumba, né à Mbuji-Mayi (République démocratique du Congo) le 28 juin 1965;

Mlle Tshimanga Mbala Katumba, Joyce Alice Muasa, née à Anvers, district Merksem le 27 mai 1989, tous deux demeurant à Anvers,
ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Tshimanga » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

de heer Oyen, Peter, geboren de Heusden-Zolder op 27 april 1983, wonende te Beringen,

om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Jacobs » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

de heer Kaniampampil, Jose, geboren te Vaikom (India) op 10 april 1955;

Mej. Kaniampampil, Sharon Clara Jacob Maria, geboren te Lier op 7 januari 1986;

Mej. Kaniampampil, Asha Christa Patrick Clara, geboren te Tongeren op 26 maart 1987, allen wonende te Tongeren, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Kampil » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

de heer Fiers-Snoeck, Ivan Jules Maria, geboren te Zele op 27 maart 1964;

de heer Fiers-Snoeck, Jens, geboren te Gent op 17 oktober 1992, beiden wonende te Melle, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Fiers » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 13 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

Mej. Firens, Cathy Nina Jozef, geboren te Deurne op 2 augustus 1971, wonende te Antwerpen,

om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Stobbelaar » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 oktober 1998 is machtiging verleend aan de heer De Coker, Frederic Petrus Madeleine, geboren te Wetteren op 9 mei 1976, wonende te Gent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van "De Bock" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 oktober 1998 is machtiging verleend aan :

Mej. Gonzalo Mier, Michaëla, geboren te Vilvoorde op 3 april 1984;

Mej. Gonzalo Epis, Tatiana, geboren te Vilvoorde op 27 november 1989,

er beiden wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van "Gonzalo" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 13 octobre 1998 :

M. Oyen, Peter, né à Heusden-Zolder le 27 avril 1983, demeurant à Beringen,

a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Jacobs » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 13 octobre 1998 :

M. Kaniampampil, Jose, né Vaikom (Inde) le 10 avril 1955;

Mlle Kaniampampil, Sharon Clara Jacob Maria, née à Lierre le 7 janvier 1986;

Mlle Kaniampampil, Asha Christa Patrick Clara, née à Tongres le 26 mars 1987, tous demeurant à Tongres, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Kampil » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 13 octobre 1998 :

M. Fiers-Snoeck, Ivan Jules Maria, né à Zele le 27 mars 1964;

M. Fiers-Snoeck, Jens, né à Gand le 17 octobre 1992, tous deux demeurant à Melle, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué à substituer à leur nom patronymique celui de « Fiers » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 13 octobre 1998 :

Mlle Firens, Cathy Nina Jozef, née à Deurne le 2 août 1971, demeurant à Anvers,

a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Stobbelaar » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 octobre 1998 M. De Coker, Frederic Petrus Madeleine, né à Wetteren le 9 mai 1976, demeurant à Gand, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "De Bock" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 octobre 1998 :

Mlle Gonzalo Mier, Michaëla, née à Vilvoorde le 3 avril 1984;

Mlle Gonzalo Epis, Tatiana, née à Vilvoorde le 27 novembre 1989,

toutes deux y demeurant, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de "Gonzalo" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 98/00708]

30 SEPTEMBER 1998. — Omzendbrief OOP 27bis tot wijziging van de omzendbrief OOP 27 van 30 juli 1998 betreffende de handhaving van de openbare orde naar aanleiding van voetbalwedstrijden

Aan de Mevrouw, en de Heren Provinciengouverneurs,

Ter kennisgeving aan de Heren Arrondissementscommissarissen en de Dames en Heren Burgemeesters,

Onderhavige omzendbrief wijzigt met ingang van 1 oktober 1998 de omzendbrief OOP 27 betreffende de handhaving van de openbare orde naar aanleiding van voetbalwedstrijden.

Deze wijziging berust op de vaststelling dat er in grote mate, door de clubs en de profliga, tegemoet gekomen is aan de eisen geformuleerd door de voorgaande Minister van Binnenlandse Zaken. De vastgestelde vooruitgang laat mij toe de geformuleerde eisen inzake ticketverkoop als volgt te herzien :

1. De automatische catalogisering van bepaalde wedstrijden als risicowedstrijden wordt opgeheven. Dus zullen, wat betreft de ticketverkoop, worden beschouwd als risicowedstrijd, de wedstrijden die ik persoonlijk als dusdanig zal bepalen.

Deze informatie zal, door mijn diensten, worden medegedeeld aan de overkoepelende sportbond, aan de profliga, aan alle clubs en aan de burgemeesters van de betrokken gemeenten.

Voor deze categorie van wedstrijden behoud ik het verbod van verdeling van tickets op de dag van de wedstrijd (vanaf 0 u. 00 m.).

2. Voor alle andere wedstrijden is de verdeling vrij en kan deze gebeuren zowel aan de loketten van het stadion als in de verkooppunten geaccrediteerd door de profliga en in geval de clubs geen lid zijn van de profliga, in de verkooppunten geaccrediteerd door de clubs.

3. Ongeacht de risicograad van de wedstrijd, is de ticketverdeling in alle gevallen en zonder uitzondering, onderworpen aan volgende procedure :

— een controle van de identiteit van de bestemming van het ticket, door middel van de identiteitskaart of door de veiligheidskaart.

— een toetsing aan de lijst van de personen die het voorwerp uitmaken van een uitsluiting.

— het verzekeren van een fysieke scheiding van de rivaliserende supporters volgens de op lokaal niveau gesloten overeenkomst in het 2de protocolakkoord en dit met eerbiediging van de maximale capaciteit van de compartimenten.

De afgeleverde tickets dienen zoveel als mogelijk nominatief te zijn.

4. De lijst van de personen die het voorwerp uitmaken van een uitsluiting zal wekelijks medegedeeld worden aan de clubs door de K.B.V.B. die er over zal waken om de Profliga tezelfdertijd hierover te informeren.

Zowel de K.B.V.B., de Profliga als de clubs zien toe op de bescherming van de meegedeelde persoonsgegevens. Deze persoonsgegevens zullen enkel ter beschikking gesteld worden van de geaccrediteerde verkooppunten. De instantie die dergelijke verkooppunten accrediteert, verzekert, op contractuele basis, het correct gebruik ervan en de sanctiëring van de vastgestelde inbreuken.

5. Tenslotte dring ik aan op een snelle en accurate informatieverstrekking ten aanzien van de supporters betreffende de wedstrijden met enkel voorverkoop, alsook betreffende de verkoopplaatsen en de mogelijkheden om in het bezit te komen van een ticket. Het komt toe aan de K.B.V.B., de Profliga en de clubs om een maximale informatieverbreiding via de media te verzekeren.

Met het oog op de inwerkingtreding van deze principes verzoek ik u het protocolakkoord II afgesloten tussen de verschillende betrokken instanties, te wijzigen op volgende wijze :

Punt 1.2.5

Voor de wedstrijden die als risicowedstrijd bepaald worden door de Minister van Binnenlandse zaken, zullen er geen tickets verdeeld worden op de dag van de wedstrijd vanaf 0.00 uur, noch in het stadion, noch op een andere plaats.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[C - 98/00708]

30 SEPTEMBRE 1998. — Circulaire OOP 27bis modifiant la circulaire OOP 27 du 30 juillet 1998 relative au maintien de l'ordre public lors de matches de football

A l'attention de Madame et Messieurs les gouverneurs de province,

Pour information à Messieurs les Commissaires d'arrondissement et à Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

La présente circulaire modifie avec effet au 1^{er} octobre 1998 la circulaire OOP 27 du 30 juillet 1998 relative au maintien de l'ordre public lors de matches de football.

Cette modification repose sur la constatation qu'il a été satisfait dans une grande mesure aux exigences formulées par mon prédécesseur à l'égard des clubs et de la ligue professionnelle de football. Les progrès constatés me permettent de revoir comme suit les exigences formulées en matière de vente de billets :

1. La qualification automatique de certains matches comme matches à risques est levée. Seront donc considérés comme matches à risques, en matière de vente de billets, les matches que j'aurai personnellement qualifiés comme tels.

Cette information sera communiquée par mes services à la fédération de football, à la ligue professionnelle, aux clubs ainsi qu'aux bourgmestres concernés.

Pour cette catégorie de matches, je maintiens l'interdiction de vendre des billets le jour du match (à partir de 0 h 00).

2. Pour tous les autres types de matches, la vente sera libre et pourra se faire, tant aux guichets du stade que dans les points de vente accrédités par la ligue professionnelle de football ou, dans le cas des clubs non membres de la ligue professionnelle, dans les points de vente accrédités par le club.

3. Quel que soit le niveau de risque du match, la vente de tickets sera subordonnée dans tous les cas et sans exception à une procédure comportant :

— une identification du destinataire du ticket (soit sur production de la carte de supporter, soit sur production d'un document d'identité).

— une vérification de la liste des personnes frappées d'exclusion de stade.

— une attribution des places assurant une séparation physique des supporters rivaux conformément aux conventions prises sur le plan local dans le protocole d'accord II, et un respect des capacités maximales par compartiment admises dans le même protocole d'accord.

Dans toute la mesure du possible, les billets délivrés seront nominatifs.

4. La liste des personnes frappées d'une exclusion de stade sera communiquée chaque semaine aux clubs par la fédération belge de football, qui veillera également à en informer en même temps la ligue professionnelle de football.

Tant l'URBSFA que la ligue professionnelle et les clubs veilleront à assurer la protection des données ainsi communiquées. Seuls les points de vente accrédités seront mis en possession de ces données et l'instance qui accrédite ces points de vente veillera par contrat à garantir l'usage correct des données et à sanctionner les manquements constatés.

5. J'insiste enfin sur une information aussi complète et rapide que possible des supporters concernant les matches avec prévente mais également concernant les lieux de vente et les moyens d'entrer en possession d'un ticket. Il revient aux fédérations précitées ainsi qu'aux clubs d'assurer cette information par un maximum de canaux médiatiques.

En vue de permettre la mise en application de ces principes, je vous prie de faire modifier le protocole d'accord n° II conclu entre les diverses instances concernées de la manière suivante :

Point 1. 2. 5.

Pour les matches qualifiés de matches à risques par le ministre de l'Intérieur, il n'y aura pas de mise en vente de billets le jour du match, ni au stade, ni en tout autre endroit, à partir de 0 h 00.

Voor elke andere wedstrijd zal verdeling toegelaten worden op de dag van de wedstrijd, zowel in het stadion als in de gedecentraliseerde verkooppunten, voor zover deze voldoende geaccrediteerd zijn overeenkomstig de principes zoals voorzien in omzendbrief OOP27bis.

Punt 1.2.6

Wat ook de catalogisering van de wedstrijd is, zal de verdeling van de tickets, op welke plaats dan ook, onderworpen zijn aan de volgende procedure :

- een controle van de identiteit van de bestemming van het ticket, door middel van de identiteitskaart of door de veiligheidskaart.
- een toetsing aan de lijst van de personen die het voorwerp uitmaken van een uitsluiting.
- het verzekeren van een fysieke scheiding van de rivaliserende supporters volgens de op lokaal niveau gesloten overeenkomst in het 2de protocolakkoord en dit met eerbiediging van de maximale capaciteit van de compartimenten.

De afgeleverde tickets dienen zoveel als mogelijk nominatief te zijn.

Ik verzoek u, Mijnheer/Mevrouw de Burgemeester erop toe te zien dat een aanhangsel aan het reeds met de club of clubs van uw gemeente afgesloten protocolakkoord wordt toegevoegd.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief te willen overmaken aan de Dames en Heren Burgemeesters en Arrondissementscommissarissen van uw provincie.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. Van den Bossche.

Pour tout autre type de matches, la vente sera autorisée tant au stade que dans des points de vente décentralisés pour autant que ceux-ci aient été dûment accrédités conformément aux principes de la circulaire OOP 27bis.

Point 1. 2. 6.

Quelle que soit la classification du match, la vente de billets en quelque point que ce soit sera subordonnée à une procédure comportant :

- une identification du destinataire du ticket (soit sur production de la carte de supporter, soit sur production d'un document d'identité).
- une vérification de la liste des personnes frappées d'exclusion de stade.
- une attribution des places assurant une séparation physique des supporters rivaux conformément aux conventions prises sur le plan local dans le protocole d'accord II, et un respect des capacités maximales par compartiment admises dans le même protocole d'accord.

Dans toute la mesure du possible, les billets délivrés seront nominatifs.

Je vous prie, Monsieur le Bourgmestre, de veiller à faire apporter un avenant au protocole d'accord déjà conclu avec le ou les clubs concernés de votre commune.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir transmettre la présente circulaire à Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Commissaires d'arrondissement de votre province.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. Van den Bossche.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[98/12946]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Nivelles, ter vervanging van de heer Haulotte, Jean-Marie

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[98/12945]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij het arbeidshof te Luik, ter vervanging van de heer Gilliquet, Léon

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[98/12946]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives d'employeurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Nivelles, en remplacement de M. Haulotte, Jean-Marie

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[98/12945]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre de travailleur employé à la cour du travail de Liège, en remplacement de M. Gilliquet, Léon

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN FINANCIEN — MINISTÈRE DES FINANCES

Administratie van de thesaurie – Administration de la trésorerie

[C – 98/40609]

MAANDELIJKSE SCHATKISTTOESTAND – SITUATION MENSUELLE DU TRESOR**Toestand op 30 september 1998 — Situation au 30 septembre 1998**

(in miljoenen)

(en millions)

**I. Uitvoering van de begroting tijdens het jaar 1998
(op ordonnanceringsbasis)****I. Exécution du budget au cours de l'année 1998
(sur base d'ordonnement)**

	Begroting 1997 – Budget 1997	Begroting 1998 – Budget 1998	
A. ONTVANGSTEN			A. RECETTES
<i>Lopende ontvangsten</i>			<i>Recettes courantes</i>
Fiscale ontvangsten	–	987 875	Recettes fiscales
Niet-fiscale ontvangsten	3 146	65 766	Recettes non fiscales
Totaal	3 146	1 053 641	Total
<i>Kapitaalontvangsten</i>			<i>Recettes en capital</i>
Fiscale ontvangsten	–	–	Recettes fiscales
Niet-fiscale ontvangsten	– 421	51 939	Recettes non fiscales
Totaal	– 421	51 939	Total
Opbrengst van geconsolideerde leningen	–	510 407	Produits d'emprunts consolidés
Algemeen totaal	2 725	1 615 987	Total général
B. UITGAVEN			B. DEPENSES
Autoriteitsdepartementen	17 117	232 411	Départements d'autorité
Sociale cel	1 605	426 229	Cellule sociale
Economische cel	1 245	140 662	Cellule économique
Financiering Europese Unie	36 910	0	Financement Union Européenne
Schuld zonder aflossing	75 596	462 891	Dette sans amortissement
Dotaties	20	10 134	Dotations
Totaal	132 493	1 272 327	Total
Aflossingen van overheidsschuld	96 260	574 398	Amortissements de la dette publique
Algemeen totaal	228 753	1 846 725	Total général

II. Schatkisttoestand op kasbasis

II. Situation du trésor sur base de caisse

	September 1998 — Septembre 1998	9 maand 1998 — 9 mois 1998	
1. Ontvangsten	61 850	1 065 443	1. Recettes
2. Uitgaven	81 116	1 294 364	2. Dépenses
3. Begrotingsresultaat (1 - 2)	- 19 266	- 228 921	3. Résultat budgétaire (1 - 2)
4. Andere verrichtingen (*)	- 13 315	16 081	4. Autres opérations (*)
5. Netto te financieren saldo (3 + 4)	- 32 581	- 212 840	5. Solde net à financer (3 + 4)
<i>Overgang naar schuldvariatie</i>			<i>Passage vers la variation de la dette</i>
6. Netto te financieren saldo	32 581	212 840	6. Solde net à financer
7. Prorata uitgifte- en omruilingspremies	-	7 271	7. Prorata primes d'émission et d'échange
8. Uitgifte- en omruilingspremies	- 11 696	- 58 362	8. Primes d'émission et d'échange
9. Wisselverschillen (- = winst)	- 5 631	- 20 944	9. Différences de change (- = gain)
10. Regularisatie intresten	1 470	14 764	10. Régularisation intérêts
11. Beleggingen	- 26 188	- 35 004	11. Placements
12. Overneming schuld	0	0	12. Reprise dettes
13. Verrichtingen met het I.M.F.	- 1 572	- 11 934	13. Opérations avec le F.M.I.
14. Meerwaarden op verkoop goud NBB	0	0	14. Plus-values sur ventes or BNB
15. Nominale schuldvariatie (6 tot 14)	- 11 036	108 631	15. Variation nominale de la dette (6 à 14)
16. Delging schuld	11 639	391 315	16. Amortissement de la dette
17. Bruto te financieren saldo (6 + 16)	44 220	604 155	17. Solde brut à financer (6 + 16)

(*) De « andere verrichtingen » omvatten het saldo van de derdengelden en van de thesaurieverrichtingen en de uitgifte- en delgingsverschillen

(*) Les « autres opérations » comprennent le solde des fonds de tiers et des opérations de trésorerie et les différences d'émission et d'amortissement.

Nominale stand van de schuld per eind september 1998

Situation nominale de la dette publique à fin septembre 1998

18 Geconsolideerde	7 875 384	18. Consolidée
19. Vlottende	2 039 135 (**)	19. Flottante
20. Totaal (18 + 19)	9 914 519	20. Total (18 + 19)

(**) Inclusief de beheersverrichtingen van de Schatkist : 7 505 miljoen.

(**) Y compris les opérations de gestion du Trésor : 7 505 millions.

**III. Toestand van de ontvangstverrichtingen
van 1 januari tot 30 september 1998
(op kasbasis)**
**III. Situation des opérations de recettes
du 1^{er} janvier au 30 septembre 1998
(sur base de caisse)**

	Ontvangsten — Recettes	Ramingen — Evaluations	
A. Rijksmiddelen			A. Voies et Moyens
<i>Lopende fiscale ontvangsten</i>			<i>Recettes fiscales courantes</i>
<i>Directe belastingen</i>			<i>Contributions directes</i>
Verkeersbelasting	31 616	40 400	Taxe de circulation
Belasting op de inverkeerstelling	5 615	7 900	Taxe de mise en circulation
Eurovignet	2 795	3 500	Eurovignette
Met accijnsrecht gelijkgest. belasting	5 409	8 200	Taxe assimilée au droit d'accise
Roerende voorheffing	84 609	105 600	Précompte mobilier
Vorafbetalingen	233 127	310 000	Versements anticipés
Belasting niet-verblijfhouders (kohier)	4 634	3 300	Impôt des non-résidents (par rôle)
Vennootschapsbelasting (kohier)	— 3	5 000	Impôt des sociétés (par rôle)
Personenbelasting (kohier)	— 45 179	— 22 830	Impôt des personnes physiques (par rôle)
Bedrijfsvoorheffing	367 780	494 993	Précompte professionnel
Diverse opbrengsten	826	900	Produits divers
Totaal	691 229	956 963	Total
<i>Douane en Accijnzen</i>			<i>Douanes et Accises</i>
Accijnsrechten	167 088	213 360	Droits d'accises et de consommation
Vergunningsrecht	338	320	Droits de licence
Diverse ontvangsten	177	230	Produits divers
Totaal	167 603	213 910	Total
<i>BTW en Registratie</i>			<i>T.V.A. et Enregistrement</i>
BTW en zegelrechten	77 802	139 553	T.V.A. et droits de timbre
Registratierechten	36 575	46 399	Droits d'enregistrement
Griffierechten	1 166	1 590	Droits de greffe
Hypotheekrechten	1 292	1 810	Droits d'hypothèque
Boeten inzake belastingen	2 176	3 150	Amendes en matière d'impôt
Taks op de coördinatiecentra	911	1 000	Taxe sur les centres de coordination
Taks op de VZW's	1 365	1 362	Taxes sur les ASBL
Collectieve beleggingsinstellingen	2 684	2 656	Organismes de placement collectif
Boeten van veroordelingen	4 889	6 963	Amendes de condamnation
Boeten van veroordelingen (Fonds)	174	0	Amendes de condamnation (Fonds)
Rechten en boeten	9	15	Droits et amendes
Totaal	129 043	204 498	Total
Totaal lopende fiscale ontvangsten	987 875	1 375 371	Total des recettes fiscales courantes
<i>Lopende niet-fiscale ontvangsten</i>	68 050	112 480	<i>Recettes non fiscales courantes</i>
Totaal van de lopende ontvangsten	1 055 925	1 487 851	Total des recettes courantes
<i>Fiscale kapitaalontvangsten</i>	0	0	<i>Recettes fiscales en capital</i>
<i>Niet-fiscale kapitaalontvangsten</i>	9 518	27 210	<i>Recettes non fiscales en capital</i>
Totaal van de kapitaalontvangsten	9 518	27 210	Total des recettes en capital
Totaal Rijksmiddelen	1 065 443	1 515 061	Total Voies et Moyens
	Ontvangsten — Recettes		
B. Aan de Europese Unie afgestane rechten			B. Droits cédés à l'Union européenne
Invoerrechten	37 083		Droits d'entrée
BTW	29 232		T.V.A.
Totaal	66 315		Total

C. Toewijzing aan de sociale zekerheid

66.37 BTW

66.38 BBSZ : deel FFE

Totaal bijdrage sociale zekerheid

96 723
6 067
102 790

C. Affectation à la sécurité sociale

66.37 T.V.A.

66.38 CSSS : partie FEF

Total affectation sécurité sociale

D. Toewijzing aan het Vast Wervingssecretariaat

66.40 Inschrijvingsrechten

18

D. Affectation au Secrétariat permanent de Recrutement

66.40 Droits d'inscription

E. Financiering Gewesten en Gemeenschappen**E. Financement Régions et Communautés**

	VI.Gem. — Comm. fl.	Waals. Gew. — Rég. wall.	Fr. Gem. — Comm. fr.	Br. Gew. — Rég. brux.	Duitse Gem. — Comm. germ.	Totaal — Total	
Gewestbelastingen							Impôts régionaux
Openingstaks slijterijen	279	129	—	56	—	464	Taxe ouverture débits de boissons
Belasting automatische ontspanningstoestellen	1 132	290	—	168	—	1 590	Taxes jeux automatiques
Belasting spelen en weddenschappen	711	541	—	214	—	1 466	Taxe jeux et paris
Onroerende voorheffing	2 854	492	—	354	—	3 700	Précompte immobilier
Registratierechten	10 209	4 007	—	2 796	—	17 012	Droits d'enregistrement
Successierechten	12 958	6 261	—	5 236	—	24 455	Droits de succession
Totaal	28 143	11 720	0	8 824	0	48 687	Total
Toegewezen middelen							Moyens attribués
Personenbelasting (Gewest)	155 322	91 204	—	24 419	—	270 945	Impôts personnes physiques (Rég.)
Personenbelasting (Gemeenschap)	72 000	—	41 960	—	—	113 960	Impôts personnes physiques (Comm.)
BTW (Gemeenschap)	155 727	—	115 359	—	—	271 086	T.V.A. (Comm.)
Totaal	383 049	91 204	157 319	24 419	0	655 991	Total
Totaal Gewesten en Gemeenschappen	411 192	102 924	157 319	33 243	0	704 678	Total Régions et Communautés

TOTAAL ONTVANGSTEN (A + B + C + D + E)**1 939 244****TOTAL RECETTES (A + B + C + D + E)****Opcntiem en taksen**

Gemeenten

Provincies

Agglomeraties

Totaal

118 330
14 954
3 015
136 299

Additionnels et taxes

Communes

Provinces

Agglomérations

Total

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[98/41507]

SCHATZAMT

Monatliche Kassenlage

Kassenlage am 30. September 1998

1. Ausführung des Haushalts 1997 im Laufe des Jahres 1998
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat September 1998	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	0,0	0,0
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	0,0	0,0
Allgemeine Ausgaben	0,0	90,3
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	0,0	90,3

2. Ausführung des Haushalts 1998 im Laufe des Jahres 1998
Einnahmen: auf Basis der Verrechnungen
Ausgaben: auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

(in Mio Franken)

	Monat September 1998	Gesamt
Allgemeine Einnahmen	308,2	2 885,4
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0,0	245,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	308,2	3 130,4
Allgemeine Ausgaben	280,7	2 875,9
Tilgung der Gemeinschaftsschuld	0,0	0,0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	280,7	2 875,9

3. Kassenlage

(in Mio Franken)

	Monat September 1998	Gesamt
1. Haushaltseinnahmen	308,2	2 885,4
Haushaltsjahr 1998	308,2	2 885,4
2. Haushaltsausgaben	280,7	2 966,2
1.1. Zahlungsanweisungen 1997	0,0	90,3
1.2. Zahlungsanweisungen 1998	280,7	2 875,9
3. Saldo der Haushaltsverrichtungen (= 1 - 2)	27,5	80,8
4. Schwankung der Transit- und Vorschußkonten	22,3	23,5
5. Schwankung der Schatzamtartikel	6,0	140,0
6. Saldo der Kassenverrichtungen (= 4 + 5)	28,3	116,5
7. Netto zu finanzierender Saldo (= 3 + 6)	0,8	197,3
8. Tilgung der Schuld durch zentrales Schatzamt	0,0	0,0
9. Brutto zu finanzierender Saldo (= 7 + 8)	0,8	197,3
10. Nominalschwankung der Schuld mit Auswirkung auf Schatzamt		245,0
11. Übertragung des Kassenbestandes des vorangegangenen Monats	73,4	
12. Kassenstand zentrales Schatzamt am 1. Januar 1998		24,9
13. Kassenstand zentrales Schatzamt am 30.09.1998 (= 9 + 10 + 11 + 12)	72,6	72,6
14. Kassenstand C-Fonds am 30.06.1998 vor Tilgung Schuld	81,4	114,4
15. Tilgung der Schuld durch Amortisierungsfonds		33,0
16. Kassenstand C-Fonds nach Tilgung Schuld am 30.09.1998	81,4	81,4
17. Gesamtkassenstand am 30.09.1998 (= 13 + 16)	154,0	154,0

4. Nominalbetrag der Schuld Ende September 1998

(in Mio Franken)

	Betrag am 31.08.1998	Schwankung September	Betrag am 30.09.1998
1. Konsolidierte Schuld	1 079,0	0,0	1 079,0
2. Schwebende Schuld (höchstens 1 Jahr)			
2.1. Kredit <= 1 Jahr			
2.2. laufende Debetrechnung			
3. Gesamtbetrag	1 079,0	0,0	1 079,0

5. Aufgliederung der Allgemeinen Einnahmen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

(in Mio Franken)

	Monat September 1998	Gesamt
1. Haushaltseinnahmen	308,2	2 885,4
1.1. Dotation	300,0	2 548,0
1.2. Übertragung des Nationalstaates		5,5
1.3. Übertragung aus der Wallonischen Region		128,8
1.4. Übertragung seitens der EU	0,6	75,3
1.5. Übertragung aus dem Ausland		25,5
1.6. Steuermittel (Radio- und Fernsehgebühren)	5,7	84,5
1.7. Sonstiges	1,9	17,8
1.8. Anleihen		245,0
Total	308,2	3 130,4

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

—
VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit psychologie en opvoedkunde

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R98/200

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature van een mandaat van voltijds assistent bij de eenheid ontwikkelings- en levenslooppyschologie (ONLE), in het vakgebied psychologie.

Ingangsdatum mandaat : 1 januari 1999.

Duur : twee jaar (verlengbaar met twee jaar).

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Omschrijving van de opdracht :

Uitvoering van OZR-project « Intergenerationeel onderzoek naar de communicatie over seksualiteit ».

Vereist diploma :

Licentiaat in de psychologie, richting klinische psychologie.

Licentiaat in de sociale en culturele agogiek.

Bijkomende vereisten :

Grondige kennis van survey onderzoek.

Contactpersoon : prof. Dr. I. Kristoffersen, tel. 02/629 25 30/33.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het rectoraat, dienst Academisch Personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel (tel. 02/629 22 65).

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. De rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; een kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20024)

Faculteit economische, sociale en politieke wetenschappen en Solvay Management School

—
Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : R98/199

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van deeltijds praktijkassistent (10 %).

Ingangsdatum : zo vlug mogelijk.

Duur : twee jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Oefeningen bij het opleidingsonderdeel.

Management information systems.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Licentiaat T(E)W.

Handelsingenieur (van een universiteit).

Contactpersoon : prof. J.P. Brans, tel. 02/629 20 70.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het rectoraat, dienst Academisch Personeel van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel (tel. 02/629 22 65).

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; een kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20049)

—
UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

L'Ecole de Santé publique a le plaisir de vous inviter à la présentation publique de la thèse de doctorat en sciences de la santé publique de Mme Myriam De Spiegelaere, docteur en médecine, titulaire du grade de médecin hygiéniste.

Titre de la thèse : « Prévention et inégalités sociales de santé chez l'enfant et l'adolescent. Contribution au rôle des structures préventives pour une réduction des inégalités sociales de santé ».

La séance de présentation et de défense publique aura lieu le jeudi 26 novembre 1998, à 17 heures, à l'auditoire R. Sand (sous-sol) de l'Ecole de Santé publique ULB, Campus Erasme, bâtiment A, route de Lennik 808, 1070 Bruxelles. (20035)

—
M. Bernard Fortz, porteur d'une licence en sciences mathématiques, délivrée par les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, défendra publiquement le 7 décembre 1998, à 16 heures, à la salle des professeurs, 9^e étage, bâtiment N0, Campus de la Plaine, boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Design of Survivable Networks with Bounded Rings ». (20039)

Faculté des sciences

—
M. El Fadili, Said (grade académique), défendra publiquement le mercredi 25 novembre 1998, à 15 heures, en la salle DB5.236, bâtiment D, niveau 5, sis avenue Depage, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Pétrogenèse des nodules d'éclogites des kimberlites du Mbuji Mayi (R.D. Congo, ex-Zaïre). Etude pétrologique et géochimique ». (20030)

—
Mme Copussaert, Tamara (grade académique), défendra publiquement le vendredi 27 novembre 1998, à 17 heures, en la salle Solvay, bâtiment N/O, niveau 5, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Etude de la stabilité de la transition de phase fluide-fluide dans les dispersions colloïdales monodisperses et bidisperses ». (20031)

—
M. Hassan Amhamdi (grade académique), défendra publiquement le mercredi 2 décembre 1998, à 17 heures, au Forum D, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Etude de l'effet de l'urée sur les propriétés des ions monovalents en solution et sur les séquences d'adsorption ionique à l'interface hématite/solution aqueuse d'électrolyte ». (20029)

—
Mme Coppee, Frédérique (grade académique), défendra publiquement le vendredi 4 décembre 1998, à 16 h 30 m, en la salle Jean Brachet, sis rue des Chevaux 67, à 1640 Rhode-Saint-Genèse, une thèse de doctorat intitulée : « Caractérisation de modèles de souris transgéniques de pathologies prolifératives thyroïdiennes ». (20034)

Mme Destree, Maud (grade académique), défendra publiquement le mercredi 9 décembre 1998, à 17 heures, en la salle Solvay, bâtiment N/O, niveau 5, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Etude de la dynamique locale du polypropylène en solution par résonance magnétique nucléaire et par simulation sur ordinateur ». (20032)

Mme Wouters, Sandrine (grade académique), défendra publiquement le jeudi 10 décembre 1998, à 17 heures, en la salle Jean Brachet, sis rue des Chevaux 67, à 1640 Rhode-Saint-Genèse, une thèse de doctorat intitulée : « Etude des enzymes potentiellement impliquées dans la maturation endoprotéolytique de la glycoprotéine d'enveloppe (gp160) du HIV-1 ». (20033)

M. Labhar, Mohamed (grade académique), défendra publiquement le vendredi 11 décembre 1998, à 16 h 15 m, en la salle 50 de l'Institut Botanique, bâtiment B, sis avenue Paul Heger 28, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Les milieux forestiers et pré-forestiers du Moyen Atlas central nord-occidental : approche géographique, phytoécologique et dynamique (Maroc) ». (20026)

M. Maaroufi, Younes (grade académique), défendra publiquement le vendredi 11 décembre 1998, à 16 h 30 m, en la salle Jean Brachet, sis rue des Chevaux 67, à 1640 Rhode-Saint-Genèse, une thèse de doctorat intitulée : « Hétérogénéité structurale du récepteur d'oestrogènes dans le cancer mammaire humain ». (20027)

Faculté des Sciences appliquées

M. Abdelmajid Tribak, ingénieur des eaux et forêts de l'Ecole nationale forestière d'Ingénieurs de Salé (Maroc), titulaire du diplôme d'études supérieures en urbanisme et aménagement du territoire de l'Institut national d'Aménagement et Urbanisme de Rabat (Maroc) et titulaire d'un Master in Human Ecology de la Vrije Universiteit Brussel, défendra publiquement le mercredi 25 novembre 1998, à 11 heures, Campus de la Plaine, bâtiment S (rez-de-chaussée, accès 5, auditorio Martiny de l'Institut supérieur d'Architecture intercommunal Victor Horta, une thèse de doctorat en Environnement orientation urbanisme et aménagement du territoire, intitulée : « La planification urbaine de l'Environnement au Maroc, Cas du schéma directeur d'aménagement urbain de Kénitra ». (20036)

Faculté de médecine

Epreuve publique pour l'obtention du titre académique de docteur en sciences biomédicales

Mme Laurence Realini, licencié en sciences, option biologie expérimentale de l'Université de Neuchâtel, défendra publiquement le mardi 1^{er} décembre 1998, à 17 h 30 m, une thèse de doctorat intitulée : « Etudes des conditions optimales pour la croissance in vitro de mycobacterium genavense » ainsi qu'une thèse annexe intitulée : « Halobacterium Salarium est autotrophe facultatif » à l'auditoire Bordet (local F2.304) route de Lennik 808, 1070 Bruxelles. (20037)

Faculté de droit

Mme Isabelle Richelle, licencié en droit et licencié spécial en droit fiscal de l'Université de Liège, défendra publiquement le mercredi 2 décembre 1998, à 18 heures, au local H 1308, avenue Paul Héger 2, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Notions et traitements des soldes déficitaires en droit fiscal : aspect nationaux et internationaux ». (20040)

Faculté de philosophie et lettres

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation langues et littératures modernes de Mme Christine Michaux, licenciée en langues et linguistique, aura lieu le mercredi 25 novembre 1998, à 14 h 30 m en la salle AZ1.101 de la Faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles.

L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 14 h 30 m.

Mme Christine Michaux présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Le proverbe. Vers une théorie de la parole évocatrice », et une thèse annexe. (20041)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation langues et littératures modernes, de M. Abdelouahid Chebaa, porteur d'une décision d'équivalence, aura lieu le mercredi 2 décembre 1998, à 14 h 30 m en la salle AZ1.101 de la faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles.

L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 14 h 30 m.

M. Abdelouahid Chebaa présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Les contacts hispano-marocains et le phénomène de l'emprunt linguistique (le cas de Tanger) », et une thèse annexe. (20042)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation histoire, de M. Larbi Kninah, porteur d'une décision d'équivalence, aura lieu le mardi 8 décembre 1998, à 14 heures en la salle AY2.112 de la faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles.

L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 14 heures.

M. Larbi Kninah présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « L'évolution des structures économiques, sociales et politiques de la ville de Fès au XIX siècle. L'ouverture au marché mondial et ses conséquences », et une thèse annexe. (20043)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation information et documentation, de Mme Isabelle Boydens, licenciée en histoire et diplômée en études spécialisées en information et documentation, aura lieu le jeudi 17 décembre 1998, à 14 heures en la salle AY2.112 de la faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles.

L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 14 heures.

Mme Isabelle Boydens présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Evaluer et améliorer la qualité de l'information : herméneutique des bases de données administratives », et une thèse annexe. (20028)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation histoire, de Mme Valérie Piette, licenciée en histoire, aura lieu le vendredi 18 décembre 1998, à 10 heures, en la salle AY2.107 de la faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles.

L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 10 heures.

Mme Valérie Piette présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Servantes et domestiques : des vies sous condition. Essai sur la domesticité 1789-1914 », et une thèse annexe. (20044)

UNIVERSITE DE LIEGE

—
Faculté des sciences
—

Doctorat en sciences

M. Laurent Querella, licencié en sciences physiques, présentera le vendredi 18 décembre 1998, à 16 h 30 m, à l'auditoire Dehalu, Institut d'Astrophysique et de Géophysique, avenue de Cointe 5, à Sclessin, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée :

« Variational Principles and Cosmological Models in Higher-Order Gravity » (20045)

M. Jean-François Claeskens, licencié en sciences physiques, présentera le lundi 21 décembre 1998, à 16 heures, à l'auditoire Dehalu, Institut d'Astrophysique et de Géophysique, avenue de Cointe 5, à Sclessin, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée :

« Aspects statistiques du phénomène de lentille gravitationnelle dans un échantillon de quasars très lumineux. » (20046)

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

—
Faculté des sciences

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Jean-Pierre Semengue défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences, le lundi 14 décembre 1998, à 16 h 30 m.

Local : Auditoire Charles de la Vallée Poussin

Bâtiment : Marc de Hemptinne, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation :

Symétries des réseaux de Toda et représentations oscillatoires de l'algèbre de Virasoro, et une thèse annexe. (20050)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Catherine Leonard défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences, le jeudi 17 décembre 1998, à 16 heures.

Local : Sud 03

Bâtiment : Auditoriums Sud, place Croix du Sud, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation :

« Genetic and genomic analyses of IS231A from *Bacillus cereus/Bacillus thuringiensis* », et une thèse annexe. (20051)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Isabelle Mergeai, épouse Goffaux, défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences, le mardi 22 décembre 1998, à 14 h 30 m.

Local : LAVO 51

Bâtiment : Carnoy, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation :

Paléoenvironnements et paléoclimats au Quaternaire supérieur : étude des diatomées du Lac de Vico (Italie centrale), et une thèse annexe. (20052)

FACULTES UNIVERSITAIRES DE NOTRE-DAME DE LA PAIX
NAMUR—
Facultés des sciences

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en sciences de Mlle Caroline Paternotte, licenciée en sciences, pour le groupe des sciences biologiques, aura lieu le lundi 7 décembre 1998, à 14 h 30 m, dans l'auditoire M.5. de la Faculté de Médecine, place du Palais de Justice à Namur.

Mlle Caroline Paternotte, née à Etterbeek le 18 février 1970, domiciliée à Woluwe-Saint-Lambert, rue de la Rive 51, présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Etude génétique des Paraplégies spastiques familiales ».

(Cet avis remplace le texte paru au Moniteur belge du 26 novembre 1998, p. 38019, sous le n° 19991.) (20022)

Aankondigingen – Annonces

—
VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES
—Etablissements Biebuyck, société anonyme,
chaussée Paul Houtart 160, 7110 Houdeng-Goegnies

R.C. Mons 10918 – T.V.A. 401.746.284

Avis de mise en paiement de dividende

MM. les actionnaires sont avisés de la mise en paiement, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 novembre 1998, par prélèvement sur les réserves disponibles, d'un dividende s'élevant à BEF 1 532 nets pour chaque action entièrement libérée.

Cette somme sera payée à partir du 10 décembre 1998 contre présentation du coupon n° 3 aux guichets de l'Agence Banque Bruxelles-Lambert, chaussée P. Houtart, à Houdeng-Goegnies.

(28483)

Le conseil d'administration.

Vanderheyden, société anonyme,
avenue de la Résistance 4/E, 4630 Soumagne

R.C. Liège 153697 – T.V.A. 428.152.258

L'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 1998 a décidé de mettre en paiement un dividende net de 187,50 F par action, contre remise du coupon n° 11, payable au siège social de la société à dater du 1^{er} décembre 1998. (28484)

Garage Vanderheyden, société anonyme,
chaussée de Liège 60, 4841 Welkenraedt

R.C. Verviers 44470 – T.V.A. 415.595.906

L'assemblée générale des actionnaires du 16 juillet 1998 a décidé de mettre en paiement un dividende net de 75 F par action, contre remise du coupon n° 5, payable au siège social de la société à dater du 1^{er} décembre 1998. (28485)

Aqua Vital, société anonyme,
chaussée de Wavre 504, 1390 Grez-Doiceau

T.V.A. 455.699.070

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (28486)

Tritone, société anonyme,
rue Bellenay 98, 4040 Herstal

R.C. Liège 190242 – T.V.A. 454.689.478

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Divers. (28487)

Technopro, société anonyme,
rue des Pierrailles 22, 1470 Bousval

R.C. Nivelles 74590 – T.V.A. 450.970.222

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (28488)

Sodetec, société anonyme,
chemin des Grandes Roches 12, 6941 Bomal

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats. 3. Décharge aux membres du conseil d'administration. (28489)

Pietrodis, société anonyme,
rue des Pierrailles 22, 1470 Genappe (Bousval)

R.C. Nivelles 74119 – T.V.A. 450.341.801

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 19 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (28490)

Photo Van Der Elst, société anonyme,
chaussée de Tervuren 151A, 1160 Bruxelles

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu au siège social de la société, le 11 décembre 1998, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 juin 1998.
3. Approbation des comptes annuels
4. Décharge aux administrateurs.
5. Emoluments.
6. Renouvellement des mandats.
7. Divers. (28491)

Orymmo R. Delory, société en commandite par actions
quai des Poissonsceaux 18, 7500 Tournai

R.C. Tournai 11431 – T.V.A. 405.863.044

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 19 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du gérant commandité. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge au gérant commandité. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (28492)

Manutention Mécanique Jean Boucha, société anonyme,
rue Brixhe 38, 4040 Herstal

R.C. Liège 88728 – T.V.A. 404.399.136

L'assemblée générale ordinaire aura lieu le 11 décembre 1998, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Divers. (28493)

Login, société anonyme,
avenue des Cormorans 6, 1150 Bruxelles

R.C. Bruxelles 473846 – T.V.A. 427.747.135

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le vendredi 11 décembre 1998, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Divers. (28494)

Compagnie régionale d'Investissement, société anonyme,
chaussée de Binche 101, bte 8, 7000 Mons

R.C. Mons 380 – T.V.A. 401.820.520

Nous avons l'honneur de vous inviter à la deuxième assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui a pour but de réduire partiellement le capital de la société et de le rembourser à ses actionnaires. Elle pourra statuer quelque soit le quorum des présences. Elle se tiendra le vendredi 11 décembre 1998, à 15 heures, au siège social, à 7000 Mons, chaussée de Binche 101, bte 8.

Ordre du jour :

1. Rapport spécial du conseil d'administration justifiant la réduction de capital et précisant les modalités de remboursement.

2. Réduction du capital à concurrence de soixante-trois millions cent trente-six mille trois cent cinquante francs (63 136 350 FB) à prendre dans le capital libéré en espèces ou en nature, pour le ramener de septante millions de francs (70 000 000 FB) à six millions huit cent soixante-trois mille six cent cinquante francs (6 863 650 FB) sans annulation de titre, mais par remboursement à chaque part sociale d'une somme en espèces de quatre cent cinquante francs (450 FB).

3. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour réaliser les décisions qui seront prises par l'assemblée générale, procéder à la coordination des statuts, effectuer le remboursement du capital en une ou plusieurs fois au cours des prochains exercices, et ce à l'expiration du délai légal, procéder à l'estampillage et/ou au remplacement des parts sociales anciennes, etc.

Les actionnaires doivent se conformer à l'article 24 des statuts en déposant leur titre cinq (5) jours francs avant l'assemblée générale extraordinaire au siège social ou dans une banque. (28495)

**Imfraco, naamloze vennootschap,
Grotestraat 183, 8420 De Haan**

H.R. Brugge 68713 – BTW 436.583.835

Jaarvergadering op 11 december 1998, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Aanwending resultaat. 4. Statutaire kwijting. 5. Herkiezing bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (28496)

**L'Idéal Internationaal Transportkantoor, naamloze vennootschap,
Italiëlei 17, bus 4, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 46371 – BTW 404.555.920

Een bijzondere algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11 december 1998, om 15 uur.

Agenda :

1. Herbenoeming bestuurder en benoeming bestuurder.
2. Vaststelling vergoeding.
3. Rondvraag. (28497)

**Micap, naamloze vennootschap,
Markt 1, 8920 Langemark (Poelkapelle)**

H.R. Ieper 32327 — NN 437.569.869

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die gehouden wordt ten overstaan en op het kantoor van notaris Werner Coudyzer, gelegen in de Kasteelstraat 2, te 8920 Langemark (Poelkapelle), op 11 december 1998, om 10 uur, met volgende agenda :

1. Kennisneming en bespreking van het verslag van de bedrijfsrevisor en van het bijzonder verslag van de raad van bestuur, beiden opgesteld in uitvoering van artikel 34, § 2, van de vennootschappenwet.

2. Kapitaalverhoging met drie miljoen frank (BEF 3 000 000), om het kapitaal te brengen van acht miljoen frank (BEF 8 000 000) op elf miljoen frank (BEF 11 000 000), met uitgifte van honderd vierenvestig (144) nieuwe aandelen, zonder aanduiding van nominale waarde, die elk één vijfhonderd vierenvestigste (1/544) van het kapitaal vertegenwoordigen, van dezelfde aard en met dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen, volledig te volstorten door inbreng in natura ten bedrage van drie miljoen frank (BEF 3 000 000). Deze honderd vierenvestig (144) nieuwe gecreëerde aandelen zullen delen in de winsten vanaf het boekjaar dat begonnen is op één oktober negentienhonderd achtennegentig. Deze verhoging van het kapitaal geschiedt met het oog op de inbreng in natura door de heer Eric Minne, Mevr. Ingrid Minne en Mevr. Bianca Dewaele, van hun onverdeelde delen ten belope van respectievelijk één zesde in volle eigendom, één zesde in volle eigendom en twee derde in volle eigendom.

3. Verwezenlijking van de inbreng in natura; vaststelling dat de kapitaalverhoging verwezenlijkt is.

4. Kennisneming en bespreking van het verslag van de bedrijfsrevisor, opgesteld in uitvoering van artikel 34bis, § 4bis, 2°, van de vennootschappenwet.

5. Kennisneming en bespreking van het bijzonder verslag van de raad van bestuur en van het verslag van de bedrijfsrevisor, beide opgesteld in uitvoering van artikel 34bis, § 4, derde lid, en 34bis, § 4bis, 3°, van de vennootschappenwet.

6. Kapitaalverhoging met vijf miljoen frank (BEF 5 000 000), door inbreng in speciën door de heer en Mevr. Eric Minne-Ria Capelle, de heer en Mevr. Ludo Gheysen-Ingrid Minne en Mevr. Bianca Dewaele, om het kapitaal te brengen op elf miljoen frank (BEF 11 000 000) op zestien miljoen frank (BEF 16 000 000), mits creatie van tweehonderd (200) nieuwe aandelen zonder nominale waarde, die elk één zevenhonderd vierenvestigste (1/744) van het kapitaal vertegenwoordigen, van dezelfde aard en die dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de reeds bestaande aandelen. Deze tweehonderd (200) nieuw gecreëerde aandelen zullen delen in de winsten vanaf het boekjaar dat begonnen is op één oktober negentienhonderd achtennegentig.

7. Beslissing om, in het kader van de hierboven beschreven kapitaalverhoging, het voorkeurrecht gedeeltelijk op te heffen ten gunste van de heer en Mevr. Ludo Gheysen-Ingrid Minne, wonende in de Magerheidsstraat 95, te 8660 Geluwe, en Mevr. Bianca Dewaele, wonende te 8920 Langemark (Poelkapelle), Markt 1A.

8. Onderschrijving en volstorting in speciën, vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt.

9. Vernieuwing toegestaan kapitaal.

10. Aanpassen artikel 5 van de statuten aan de te nemen beslissingen.

11. Wijziging van de statuten, onder meer om ze aan te passen aan de vennootschappenwet.

12. Ontslag en benoeming bestuurders.

13. Machtiging van de raad van bestuur om de te nemen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren, onder meer bij middel van een hernummering van de artikelen.

(28498)

De raad van bestuur.

**Stecy, naamloze vennootschap,
Hoevensbaan 190, bus 7, te 2950 Kapellen**

BTW 448.789.603

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (28499)

**Menten-Ballet, naamloze vennootschap,
Lummense Kiezel 51, 3510 Hasselt**

H.R. Hasselt 91000 – BTW 456.543.168

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (28500)

**Pietrodis, société anonyme,
rue Tumelaire 15, 6000 Charleroi**

R.C. Charleroi 185987 – T.V.A. 450.341.801

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 11 décembre 1998, à 19 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrations.
5. Divers. (28501)

**Veelvoud, naamloze vennootschap,
Veurnestraat 34, te 8660 De Panne**

H.R. Veurne 36139 – BTW 457.295.414

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 11 december 1998, om 19 uur. — Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (28502)

**Bakkerij Ceelen, naamloze vennootschap,
Lindelsebaan 277, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 92735 – BTW 458.279.171

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11 december 1998, om 19 uur.

Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoeming. 5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (28503)

**Asinvest, naamloze vennootschap,
Grote Bosstraat 88-90, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 536664 — NN 447.701.817

De algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 9 uur.

Dagorde :

1. Bespreking verslag raad van bestuur.
2. Bespreking jaarrekening op 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 1998.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Verlenging mandaat bestuurders voor zes jaar. (28504)

**Vaco International, naamloze vennootschap,
Oude Hostieweg 14, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 69145 – BTW 432.132.030

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11 december 1998, om 10 uur.

Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (28505)

**Struktoreg International, naamloze vennootschap,
Romeine Put 40, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 314145 – BTW 456.833.970

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (28506)

**De Sneldrukker, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 3, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 50874 – BTW 424.267.409

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Bestemming resultaat. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting van bestuur aan bestuurders. 5. Eventuele statutaire benoemingen. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (28507)

**Neerpeltse Olie Centrale, naamloze vennootschap,
Krekelweg 21, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 70462 – BTW 434.256.627

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11 december 1998, om 19 uur.

Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (28508)

**M.B.S., naamloze vennootschap,
Baronsdreef 1, 2861 Onze-lieve-Vrouw-Waver**

H.R. Mechelen 76590 – BTW 453.642.076

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (28509)

**Inco-Immo, naamloze vennootschap,
Krijgsbaan 3/5, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 304898 – BTW 453.212.803

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 11 december 1998, te 20 uur, op de zetel, met als agenda : 1. Verslagen in het kader van artikel 60 S.W.H.V. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting en eventuele statutaire benoemingen. 6. Varia. (28510)

**Gosselin World Wide Moving, naamloze vennootschap,
Keesinglaan 28, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 238717 – BTW 425.051.129

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 20 uur. — Agenda : 1. Verslag bestuurders en commissaris-revisor. 2. Bestemming resultaat. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting van bestuur aan bestuurders en commissaris-revisor. 5. Ontslag en statutaire benoemingen. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (28511)

**Calaris, naamloze vennootschap,
Lebonstraat 94, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 68399 – BTW 446.001.842

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 december 1998, te 16 uur. — Agenda: 1. Verslag bestuurders. 2. Bestemming resultaat. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting van bestuur aan bestuurders. 5. Eventuele statutaire benoemingen. 6. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (28512)

**Bejema, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 1, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 94054

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11 december 1998, om 11 uur.

Dagorde: 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (28513)

**Lambros, naamloze vennootschap,
Kampveldstraat 43-45, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 76531 – BTW 448.286.587

Jaarvergadering in de zetel van de vennootschap, op vrijdag 11 december 1998, te 17 uur. — Agenda: Jaarverslag. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. Herkiezing bestuurders. Statutaire kwijting. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (28514)

**C.H.Audit, société anonyme,
rue du Sart 10, 7180 Seneffe**

R.C. Charleroi 172575 – T.V.A. 446.093.397

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 21 décembre 1998, à 11 heures. — Ordre du jour: 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination. 6. Divers. (28515)

**« Lhoist S.A. », société anonyme,
rue Charles Dubois 28, 1342 Ottignies-Louvain-la-Neuve**

R.C. Nivelles 66003 — T.V.A. 402.533.271

Les actionnaires sont priés de se présenter à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se tiendra le 11 décembre 1998, à 10 h 30 m, en l'étude du notaire Gilberte Raucq, à 1000 Bruxelles, rue du Monastère 22, et dont l'ordre du jour sera le suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport spécial du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur sur l'émission des parts bénéficiaires.

2. Modification des statuts:

a) pour insérer un article 5bis relatif aux parts bénéficiaires non représentatives du capital à créer et aux droits qui leur sont accordés;

b) pour modifier l'article 26 des statuts relatif à la répartition des bénéfices sociaux pour prévoir l'attribution d'un dividende privilégié et cumulatif, auquel donneront droit les parts bénéficiaires;

c) pour modifier l'article 27 des statuts en vue de définir le droit au remboursement privilégié dont bénéficient les parts bénéficiaires en cas de liquidation par suite de dissolution de la société.

3. a) Première émission de cent (100) parts bénéficiaires à souscrire au prix unitaire de dix-sept mille nonante-six francs (F 17 096) par la société anonyme « S.A. Financière de Gestion et de Production ».

Lesdites parts bénéficiaires conféreront les droits définis aux articles 5bis, 26 et 27 nouveaux des statuts. Elles participeront à la répartition des bénéfices sociaux de l'exercice 1998.

b) Souscription et libération immédiate desdites parts bénéficiaires.

c) Affectation du produit de leur libération à un compte indisponible « Prime d'émission ».

4. a) Deuxième émission d'un nombre maximum de cinq cents (500) parts bénéficiaires conférant les droits définis aux articles 5bis, 26 et 27 nouveaux des statuts. Les parts bénéficiaires ne pourront être souscrites, contre paiement en espèces, que par la société anonyme « S.A. Financière de Gestion et de Production » à la condition suspensive et à concurrence du nombre de ces parts faisant l'objet d'offres en souscription par le conseil d'administration.

b) Autorisation accordée au conseil d'administration, pour une durée de cinq ans, d'offrir en souscription, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des parts bénéficiaires faisant l'objet de la deuxième émission, à la société anonyme « S.A. Financière de Gestion et de Participation » à un prix de souscription égal à leur valeur du marché au moment de l'offre, calculée conformément à la méthode arrêtée par le conseil d'administration sur avis conforme du commissaire-réviseur.

c) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration de constater la souscription et la libération des parts bénéficiaires offertes en souscription par le conseil d'administration, de déterminer l'exercice à partir duquel elles participeront à la répartition des bénéfices et d'affecter le produit de leur libération au compte indisponible « Prime d'émission ».

5. a) Troisième émission d'un nombre maximum de vingt mille (20 000) parts bénéficiaires qui ne pourront être souscrites qu'au moyen de droits (dits « warrants ») à créer par le conseil d'administration et pour autant que ce dernier ait fait usage de la faculté d'émettre de tels droits. Elles conféreront les droits définis aux articles 5bis, 26 et 27 nouveaux des statuts.

b) Autorisation accordée au conseil d'administration, pour une durée de cinq ans, d'émettre en une ou plusieurs fois, des droits cessibles (dits « warrants ») permettant de souscrire auxdites parts bénéficiaires, d'en arrêter les modalités d'émission, d'en fixer le prix d'exercice qui devra être égal à la valeur de marché des parts bénéficiaires au moment de l'émission des « warrants », calculée conformément à la méthode arrêtée par le conseil d'administration sur avis conforme du commissaire-réviseur, d'arrêter les conditions de souscription de ces droits et des parts bénéficiaires auxquelles ils donnent droit et d'en déterminer le ou les bénéficiaires.

c) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration de constater la souscription et la libération des parts bénéficiaires par l'exercice des « warrants », de déterminer l'exercice à partir duquel elles participeront à la répartition des bénéfices et d'affecter le produit de leur libération au compte indisponible « Prime d'émission ».

6. Modification de l'article 5bis des statuts pour le compléter par la relation des résolutions prises par l'assemblée générale relativement à la création des parts bénéficiaires.

7. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée conformément à l'article 23 des statuts.

(28516)

Le conseil d'administration.

**Maatschappij voor Onroerende Goederen Bekaert,
naamloze vennootschap,
te Nazareth, Roombaardstraat 39A**

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die plaatsvindt op 17 december, om 11 uur, te Gent, Gustaaf Callierlaan 106, om over de volgende agenda te beraadslagen :

1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met één miljoen frank om het op twee miljoen vijfhonderdduizend frank te brengen door omzetting in het kapitaal van een bedrag van één miljoen frank op te nemen uit de reserves van de vennootschap, zonder uitgifte van nieuwe aandelen;

2. afschaffing van de nominale waarde van de aandelen;

3. vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging;

4. verslag van de raad van bestuur in toepassing van artikel 33bis van de samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen;

5. bevoegdheid aan de raad van bestuur om gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van het besluit in één of meerdere malen het kapitaal te verhogen met een maximumbedrag van twee miljoen vijfhonderdduizend frank.

Deze verhoging kan gebeuren door inbreng in geld, inbreng in natura van materiële of immateriële goederen, dit binnen de wettelijke grenzen, of nog door omzetting van reserves;

6. aanpassing van artikel 5 van de statuten om dit in overeenstemming te brengen met de besluiten die zullen worden genomen over de voorgaande punten van de agenda.

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen, worden verzocht hun aandelen aan toonder neer te leggen bij de maatschappelijke zetel, ten laatste op 13 november 1998, in overeenstemming met artikel 27 van de statuten.

Uit de notulen, opgesteld op 12 december 1998, blijkt dat een eerste algemene vergadering, die op regelmatige wijze was bijeengeroepen om over dezelfde agenda te beraadslagen, niet geldig kon beraadslagen, omdat het door de vennootschappenwet en de statuten vereiste aanwezigheidsquorum niet was bereikt. Daarom zal deze vergadering, ongeacht het aantal aandelen die er zullen vertegenwoordigd zijn, geldig beraadslagen en besluiten, in overeenstemming met artikel 70 van de vennootschappenwet.

(28517)

De raad van bestuur.

**Mende, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een commanditaire vennootschap op aandelen,**

Molenaarsstraat 111, 9000 Gent

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 660

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal gehouden worden op dinsdag 15 december 1998, te 11 uur, ten huize van Mevr. G. Devriendt (zaakvoerster), Kleine Hertstraat 4, te 8400 Oostende.

Dagorde : 1. Artikel 60 SWHV. 2. Goedkeuring jaarverslag. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 4. Aanwending van het resultaat. 5. Kwijting aan zaakvoerder. 6. Rondvragen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar artikel 22 der statuten inzake deponering van aandelen. (28518)

**Warehouses Estates Belgium,
en abrégé : « W.E.B. », société en commandite par actions
avenue Jean Mermoz 29, 6041 Gosselies**

R.C. Charleroi 144480 — T.V.A. 426.715.074

Les associés sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra devant le notaire Sylvain LINKER, à Jumet (chaussée de Gilly 65), le lundi 21 décembre 1998, à 9 h 30 m, et qui aura pour ordre du jour :

1. Rapports du conseil d'administration et du reviseur d'entreprises sur la fusion projetée, à savoir la fusion par absorption de la société anonyme « Immowa », ayant son siège à 6041 Charleroi (Gosselies), avenue Jean Mermoz 29.

2. Proposition de constater la dissolution sans mise en liquidation de la société absorbée.

3. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de SOIXANTE-CINQ MILLIONS SIX CENT TRENTE-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-NEUF (65.634.389) FRANCS pour le porter de DEUX CENT MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SEPT CENT DIX (200.482.710) FRANCS à DEUX CENT SOIXANTE-SIX MILLIONS CENT DIX-SEPT MILLE NONANTE-NEUF (266.117.099) FRANCS, par la création de cent dix (110) parts de capital sans désignation de valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du premier septembre mil neuf cent nonante-huit, destinées à être échangées avec les actions de la société apporreuse.

4. Proposition d'annuler purement et simplement les cent dix (110) parts créées, pour éviter que la société ne détienne une partie de ses propres parts.

Et, en conséquence, proposition de réduire le capital à concurrence de SOIXANTE-CINQ MILLIONS SIX CENT TRENTE-QUATRE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-NEUF (65.634.389) FRANCS pour le ramener de DEUX CENT SOIXANTE-SIX MILLIONS CENT DIX-SEPT MILLE NONANTE-NEUF (266.117.099) FRANCS à DEUX CENT MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SEPT CENT DIX (200.482.710) FRANCS.

5. Proposition de constater la réalisation effective de l'augmentation et de la réduction de capital.

6. Proposition de modifier l'article 7 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent, en y ajoutant un historique du capital.

7. Démissions et décharges des administrateurs de la société absorbée.

8. Pouvoirs à conférer au gérant pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets figurant à l'ordre du jour.

Les actionnaires sont invités à venir avec la preuve de la détention de leurs titres lors de l'assemblée.

Les documents relatifs à la fusion projetée sont disponibles en l'étude du notaire Linker ou au siège social de la société où tout détenteur de titres pourra venir les consulter. (28520)

**KBC Bonds, SICAV
rue Aldringen 11, L-1118 Luxemburg**

Oproepingsbericht

De algemene vergadering der aandeelhouders van KBC Bonds zal plaatsvinden op 9 december 1998, om 15 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, rue Aldringen 11, Luxemburg (Groot-hertogdom).

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten per 30 september 1998 en van de winstverdeling.
3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Voorstel van de algemene vergadering tot bekrachtiging van de coöptaties van de heer Luc Philips en de heer Ignace Van Oortegem, ter vervanging van de heer Jan Vanhevel en de heer Daniel Couvreur, beslist per 6 november 1998, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Banque Centrale du Luxembourg.

5. Wijziging van de consolidatiemunt in euro met ingang van 1 januari 1999 en wijziging van de desbetreffende statuten.

6. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Elk aandeel van elke categorie geeft de houder recht op een aantal stemmen naar evenredigheid van het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt in de Bevek, waarbij het aandeel dat het laagste bedrag vertegenwoordigt, voor één stem wordt aangerekend en waarbij geen rekening wordt gehouden met gedeelten van stemmen. Elke aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot 4 december 1998 in alle kantoren van de KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en HSA-Spaarkrediet N.V. (28521)

Interselex Invest, sicav de droit belge

Siège social : Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 542551

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société se tiendra le 10 décembre 1998, à 15 heures, rue Ravenstein 29, 1000 Bruxelles pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

1. Pour chacun des compartiments Interselex Belga, Interselex America, Interselex Japan et Interselex New Asia :

— rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clos le 30 septembre 1998;

— approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1998;

— fixation du dividende des actions de distribution mis en paiement le 20 janvier 1999;

— décharge aux administrateurs.

2. Tous compartiments réunis

— rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clos le 30 septembre 1998;

— rapport du commissaire-réviseur;

— approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1998;

— décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur;

— nominations statutaires : mandats d'administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

3. Divers

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée auprès de :

en Belgique

— la Générale de Banque, Montagne du Parc 3, à Bruxelles;

— la Banque Degroof, rue de l'Industrie 44, à Bruxelles;

— la Banque Nagelmackers 1747, avenue Galilée 5, à Bruxelles;

— la Banque belgo-zairoise, Cantersteen 1, à Bruxelles;

— la Banque Ippa, boulevard du Souverain 23, à Bruxelles;

— la Citibank Belgium, boulevard Général Jacques 263G, à Bruxelles.

au Grand-Duché de Luxembourg

— la Banque générale du Luxembourg, avenue J.F. Kennedy 50, à Luxembourg;

— la Banque de Luxembourg, boulevard Royal 14, à Luxembourg;

— la Banque Degroof Luxembourg, boulevard Joseph II 7, à Luxembourg.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente.

(28522)

Le conseil d'administration.

Interselex Invest, bevek naar Belgisch recht

Zetel van de vennootschap : Warandeborg 3, 1000 Brussel

H.R. Brussel 542551

Bericht van bijeenroeping van de gewone algemene vergadering

De gewone algemene vergadering van aandeelhouders van de vennootschap zal op 10 december 1998, om 15 uur, plaatsvinden in de Ravensteinstraat 29, te 1000 Brussel. Zij zal beraadslagen en stemmen over de volgende agendapunten :

1. Voor elk compartiment Interselex Belga, Interselex America, Interselex Japan et Interselex New Asia :

— verslag van de raad van bestuur over het op 30 september 1998 afgesloten boekjaar;

— goedkeuring van de rekening over het op 30 september 1998 afgesloten boekjaar;

— bepaling van het dividend van de uitkeringsaandelen op 20 januari 1999;

— décharge aan de bestuurders.

2. Alle compartimenten samen

— verslag van de raad van bestuur over het op 30 september 1998 afgesloten boekjaar;

— verslag van de commissaris-revisor;

— goedkeuring van de rekeningen over het op 30 september 1998 afgesloten boekjaar;

— décharge aan de bestuurders en de commissaris-revisor;

— statutaire benoemingen : bestuurdersmandaten tot de volgende gewone algemene vergadering.

3. Diversen

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen, moeten de aandeelhouders hun aandelen drie dagen voor de datum van de vergadering deponeren bij :

in België

— Generale Bank, Warandeborg 3, Brussel;

— Banque Degroof, Nijverheidsstraat 44, Brussel;

— Bank Nagelmackers 1747, Galileelaan 5, Brussel;

— Belgo-Zairese Bank, Kantersteen 1, Brussel;

— Ippa Bank, Vorstlaan 23, Brussel;

— Citibank, Generaal Jacqueslaan 263G, Brussel.

in het Groothertogdom Luxemburg

— Banque générale du Luxembourg, avenue J.F. Kennedy 50, Luxembourg;

— Banque de Luxembourg, boulevard Royal 14, Luxembourg;

— Banque Degroof Luxembourg, boulevard Joseph II 7, Luxembourg.

De punten die op de agenda van de vergadering staan, zullen zijn aangenomen indien ze door de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders zijn goedgekeurd. Elk aandeel beschikt over een stemrecht in verhouding tot het gedeelte van het kapitaal dat het belichaamt.

(28522)

De raad van bestuur.

**Bureel Pellens, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 21, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 79750 — BTW 445.944.236

De aandeelhouders worden opgeroepen om aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 14 december 1998 om 9 uur, in het kantoor van notaris Peter Berben, te Neerpelt, Boseind 23. Vermits de vergadering van 19 november 1998 niet in getal was, kan deze vergadering rechtsgeldig beslissen, ongeacht het aantal aanwezige aandeelhouders.

De buitengewone algemene vergadering heeft als agenda :

1. Bespreking van het verslag van de raad van bestuur en bedrijfs-revisor;

2. - Kapitaalverhoging door inbreng in natura voor een bedrag van 515.000,- Fr, door uitgifte van 103 nieuwe gelijke aandelen, met een uitgiftepremie voor een totaal bedrag van 1.275.000,- fr;

- de uitgiftepremie zal geheel bestemd worden naar de rekening kapitaal;

3. Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt;

4. Aanpassing van de statuten en opdracht tot coördinatie;

5. Varia.

(49098)

De raad van bestuur.

**Stadevan, naamloze vennootschap,
Elfde Julistraat 61, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 119250

Daar het wettelijk quorum niet bereikt werd op de eerste buitengewone algemene vergadering dd 17 november 1998, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede buitengewone algemene vergadering op vrijdag 11 december 1998, ten kantore van notaris Destrooper, te Ledegem, Rollegemstraat 56, met volgende agenda : A. Artikel 60 vennootschapswet. B. Met het oog op de vervroegde ontbinding en het in vereffening stellen van de vennootschap, goedkeuring van de actieve en passieve staat van de vennootschap, welke niet meer dan drie maanden oud is. C. Verslag van de externe bedrijfsrevisor, aangesteld door de gedelegeerd bestuurder, met betrekking tot deze staat. D. Verslag van de gedelegeerd bestuurder waarbij deze het voorstel tot ontbinding toelicht. E. De vervroegde ontbinding en het in vereffening stellen van de vennootschap met ingang van 17/11/1998. F. Kwijting van de gedelegeerd bestuurder. G. Benoeming, met ingang van 17/11/1998, van één vereffenaar. H. Vaststelling van de bevoegdheden van de vereffenaar en zijn vergoeding. I. Verslag van de vereffenaar. J. Benoeming van een commissaris - verificateur. K. Verslag van de commissaris - verificateur. L. Goedkeuring van de rekeningen afgesloten op 31/10/98 evenals van de bestemming van het daarin vermelde overschot en van de vereffendingsdividenden. M. Décharge te verlenen aan de vereffenaar. N. Afsluiting van de vereffening. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. De vergadering zal geldig kunnen besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde deelbewijzen. (49099)

**Acwebo, naamloze vennootschap,
Baron Carolylaan 49, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 76715 — BTW 446.616.110

Datum algemene vergadering : 12 december 1998, te 14 uur.

Dagorde :

1. Toepassing art. 60 van de vennootschappenwet.

2. Verslag van de raad van bestuur.

3. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Ontslagen en benoemingen.

6. Allerlei.

(Zich schikken naar art. 22 der statuten)

(84874)

**Algoet G & G, naamloze vennootschap,
Tieltstraat 24, 8755 Ruiselede**

H.R. Brugge 72590 — BTW 442.128.275

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998 en toewijzing van het resultaat.

3. Kwijting aan bestuurders

4. Ontslag en benoeming bestuurders.

5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(84875)

De raad van bestuur.

**Beele, naamloze vennootschap,
Rubenslaan 3, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 90914 — BTW 456.120.922

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die gehouden zal worden op 12 december 1998 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Bezoldiging bestuurders.

6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(84876)

De raad van bestuur.

**Exportslachthuis De Coster, naamloze vennootschap,
Bruggestraat 140A, 8755 Ruiselede**

H.R. Brugge 83588 — BTW 456.991.942

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 14 december 1998 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.

2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(84877)

**Loon- en Grondwerken Vancraeynest, naamloze vennootschap,
Zuidhoekstraat 15, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 124028 — BTW 440.060.852

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 30 juni 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Diverse.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (84878)

**D.D.M., naamloze vennootschap,
Westlaan 411, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 113064 — BTW 431.281.794

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (84879)

De raad van bestuur.

**Deimobilco, naamloze vennootschap,
Tolpoortstraat 51, 9800 Deinze**

H.R. Gent 160411

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, op 12 december 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (84880)

**Fabrita, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 118, 1500 Halle**

H.R. Brussel 455416 — BTW 424.895.533

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84881)

**Farma Immo, naamloze vennootschap,
Westlaan 411, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 113065

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (84882)

De raad van bestuur.

**Fitech, naamloze vennootschap,
Minister Vanden Peereboomlaan 29, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 136000 — BTW 454.163.007

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Lezing van het bijzonder verslag in toepassing van artikel 103/104 S.W.H.V.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatsverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat gedurende het voorbije boekjaar.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84883)

De raad van bestuur.

**Flandria Trailer Company, naamloze vennootschap,
Grote Baan 123, 9250 Waasmunster**

H.R. Dendermonde 39337

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op zaterdag 12 december 1998 om 11 uur, ten zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84884)

**Floricampus, naamloze vennootschap,
Beerbosstraat 22A, 8554 Sint-Denijs**

H.R. Kortrijk 120750 — NN 440.305.863

Jaarvergadering op 12 december 1998 om 10 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.1998; 2. Resultaatsaanwending; 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding; 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag. (84885)

De raad van bestuur.

**Etablissements J. Gebruers, naamloze vennootschap,
Dorp 28, 2250 Olen**

H.R. Turnhout 32877 — BTW 406.042.295

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming van bestuurders.
6. Rondvraag. (84886)

**International Business Company Ghent, naamloze vennootschap,
Rodonkstraat 9, 9030 Mariakerke**

H.R. Gent 137005 — BTW 425.189.897

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (84887)

**Degroote Invest, naamloze vennootschap,
Industrielaan 63, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 120453

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84888)

**Drukkerij Uitgeverij T'Hooft, naamloze vennootschap,
Durmelaan 11, 9880 Aalter**

H.R. Gent 122184 — BTW 417.704.962

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op zaterdag 12 december 1998 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; controleverslag van de commissaris-revisor.

2. Bespreking van de jaarrekening per 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Rondvraag. (84889)

**Immo, naamloze vennootschap,
Stationstraat 131, Geel**

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op zaterdag 12 december 1998 te 11 uur, ten sociale zetel.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en toezieners; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Kwijting te verlenen aan bestuurders en toezieners; 4. Ontslagen en benoemingen, herbenoemingen; 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (84890)

**Imvantex, naamloze vennootschap,
Sprietstraat 326, 8792 Desselgem**

H.R. Kortrijk 103289 — BTW 424.092.512

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissarissen.
2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissarissen.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag. (84891)

**Inkagu, naamloze vennootschap,
Laarsebaan 78, 2170 Antwerpen (Merksem)**

Algemene vergadering : 15 december 1998 te 18 uur, ten kantore van notaris De Deken, Amerikalei 17/A1, 2000 Antwerpen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998 - bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Wijziging statuten :
— wijziging doel
— verlegging van het boekjaar.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Machtiging van de raad van bestuur en de afgevaardigde-bestuurder tot het coördineren van de statuten.
7. Varia. (84892)

**Houtbedrijf Lavrijsen, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 123, 2440 Geel**
H.R. Turnhout 4158 — BTW 407.106.030

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden, op 12 december 1998, om 15 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei. (84893)

**Leduc Investments, commanditaire vennootschap op aandelen,
Hoflaan 11, 3730 Hoeselt**
H.R. Tongeren 77175

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen mbt art. 60 der SWHV.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84894)

**Leenknecht Invest, naamloze vennootschap,
Bietstraat 57, 8800 Roeselare**
H.R. Kortrijk 127871 — BTW 448.450.794

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998 en toewijzing van het resultaat.
 3. Kwijting aan bestuurders.
 4. Rondvraag.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (84895)

**Select Mail, naamloze vennootschap,
Ter Rivieren 3, 9031 Drongen**
H.R. Gent 181197 — BTW 457.726.172

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 5 december 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Art. 60 SWHV.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84896)

**MCE, naamloze vennootschap,
Radestraat 48, 8792 Waregem (Desselgem)**
H.R. Kortrijk 127323 — BTW 447.811.782

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (84897)

**De Verenigde Meubelfabrikanten, naamloze vennootschap,
Kuilstraat 47-49, 9420 Erondegem**

H.R. Aalst 62485 — BTW 451.385.045

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84898)

**Algemene Aannemingen Paeshuyse Jan, naamloze vennootschap,
Dijkzijde 63, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 35740 — BTW 406.945.385

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 15 uur.

Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (84899)

**Paracelsus, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Klein Broekstraat 1, 9030 Mariakerke**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 120

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, op 12 december 1998 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998;

3. Toewijzing resultaat;
4. Kwijting bestuurders;
5. Ontslag benoeming bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten voor het bijwonen van de vergadering. (84900)

**Van Ransbeeck R., naamloze vennootschap,
Vlassenhout 7, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 563316 — BTW 448.605.105

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Rondvraag.
4. Benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84901)

**Romarijn, naamloze vennootschap,
Drapstraat 87, 9810 Nazareth**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Gent, nr. 90

De jaarvergadering zal plaatshebben op 12 december 1998 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Lezing van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998; 3. Goedkeuring van de jaarrekening;
4. Kwijting aan de bestuurders. (84902)

**Serimmo, naamloze vennootschap,
Manestraat 35, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 125260 — BTW 445.355.308

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op zaterdag 12 december 1998.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag. (84903)

**Tiels Invest Company, naamloze vennootschap,
Deinsesteenweg 101, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 52986 — BTW 419.623.978

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 10 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84904)

**T.I.K.A., naamloze vennootschap,
Eekhoornlaan 12, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 289666 — NN 447.220.379

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84905)

**Vantex, naamloze vennootschap,
Desselgemknokstraat 17, 8540 Deerlijk**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 12 december 1998 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris;
2. Goedkeuring jaarrekeningen;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris;
5. Benoemingen;
6. Rondvraag.

Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (84906)

**Vecatex, naamloze vennootschap,
Steenovenstraat 40, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 120461 — BTW 439.634.682

Jaarvergadering op 12 december 1998 om 14 uur. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998. Bevestiging en bestemming van het resultaat. Kwijting bestuurders. Ontslag en benoeming van bestuurders. Rondvraag. (84907)

**Vervatrans, naamloze vennootschap,
Neder Mosscher 17, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 114416 — BTW 432.963.260

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84908)

**Gebroeders Van Woensel, naamloze vennootschap,
Broekmansstraat 84, 2220 Heist-op-den-Berg**
H.R. Mechelen 70930 — BTW 445.177.243

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal gehouden worden op 12 december 1998 om 15 uur.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 30 juni 1998;
- goedkeuring jaarrekening;
- kwijting bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84909)

**Verzekeringskantoor Vesa, naamloze vennootschap,
Industriestraat 9, 8211 Aartrijke**
H.R. Oostende 46625 — BTW 440.693.071

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die gehouden wordt ten overstaan en ten kantore van notaris Christian Ryckaert, gelegen te 8820 Torhout, in de Ravenhofstraat 5, op 28 december 1998, om 11.30 uur, met de volgende agenda :

1. Wijziging van de statuten, onder meer om ze aan te passen aan de Vennootschappenwet.
2. Wijziging van de voorwaarden om tot de algemene vergadering te worden toegelaten.
3. Kennisgeving en bespreking door de aandeelhouders van het fusievoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 174/2, § 1, Vennootschappenwet, van de verslagen van de raden van bestuur en van de bedrijfsrevisor, opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, §§ 1 en 2, Vennootschappenwet, alle ter inzage van en kosteloos verkrijgbaar door de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap. 4. Fusie door overneming van de Naamloze Vennootschap « BELMAP », met zetel te 8211 Aartrijke, Industriestraat 9, door de Naamloze Vennootschap « VERZEKERINGSAGENTUUR VESA », door overneming van heel het vermogen van de Naamloze Vennootschap « BELMAP ».
5. Als gevolg van de fusie door overneming van de Naamloze Vennootschap « BELMAP », kapitaalverhoging met 16.150.000 frank, om het kapitaal te brengen van 20.000.000 frank op 36.150.000 frank, met uitgifte van 4.061 nieuwe aandelen, zonder aanduiding van nominale waarde.
6. Uitreiking van de nieuwe aandelen in de Naamloze Vennootschap « VERZEKERINGSAGENTUUR VESA » naar verhouding van 5.000 aandelen in de Naamloze Vennootschap « BELMAP » tegen 4.061 aandelen in de Naamloze Vennootschap « VERZEKERINGSAGENTUUR VESA ».
7. Goedkeuring van de jaarrekening van de Naamloze Vennootschap « BELMAP » per 28 december 1998, alsmede resultaatsaanwending.

8. Kwijting aan de bestuurders van de Naamloze Vennootschap « BELMAP ».

9. Verslag van de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig artikel 70bis, Vennootschappenwet, met een staat van activa en passiva afgesloten per 30 september 1998.

10. Wijziging en uitbreiding van het doel van de vennootschap.

11. Wijziging van de benaming van de vennootschap in « BELMAP ».

12. Aanpassing van de artikelen 1, 3, 5 en 30 van de statuten aan de te nemen besluiten met betrekking tot de agendapunten hierboven vermeld sub 2. tot en met 6. en sub 9. tot en met 11.

13. Benoeming van een nieuwe bestuurder in vervanging van de overgenomen Naamloze Vennootschap « BELMAP ».

14. Het machtigen van de raad van bestuur om de te nemen besluiten uit te voeren en de formaliteiten in verband met de fusie te vervullen.

15. Goedkeuring van de tekst van de gecoördineerde statuten. (84910)

De raad van bestuur.

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Ville de Gembloux

La ville de Gembloux procède actuellement au recrutement d'un(e) aspirant(e) agent de police.

I. Conditions d'admissibilité :

1. Etre belge.
2. Jouir des droits civils et politiques.
3. Etre porteur d'un certificat de bonnes vie et moeurs.
4. Satisfaire aux lois sur la milice.

II. Conditions générales de recrutement :

1. Etre âgé de 18 ans minimum à la date d'admission comme aspirant agent de police au sein de la commune de Gembloux et ne pas avoir atteint l'âge de 35 ans à cette même date.
2. Avoir une taille minimum sans chaussure de 1,63 m.
3. Etre porteur(euse) d'un diplôme ou certificat de fin d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat fédéral.
4. Etre titulaire d'un permis de conduire B au moins, préalablement à la nomination en stage.
5. Ne pas être destitué(e) du droit de porter une arme.

Le(la) candidat(e) devra signer une déclaration par laquelle il(elle) déclare ne pas refuser ou ne pas s'abstenir de l'usage d'armes et d'autres moyens de défense qui sont mis à sa disposition sous les conditions fixées par les lois, arrêtés et instructions.

6. Les candidat(e)s seront choisi(e)s parmi ceux(celles) faisant partie de la réserve supra-locale constituée par le centre d'instruction agréé de la province de Namur et avoir réussi les épreuves d'aptitude et de sélection d'aspirant agent de police au sein de la commune.

Néanmoins, un entretien non côté sera organisé par le collège des bourgmestre et échevins.

7. Préalablement à son admission en qualité d'aspirant agent de police, le (la) candidat(e) devra subir un examen médical devant le service public de médecine du travail en vue d'établir son aptitude au service et à suivre la formation.

Un seul emploi est actuellement à pouvoir.

Traitement mensuel brut minimum : 59 478 francs à l'index de novembre 1998 + divers avantages prévus au statut pécuniaire.

Les candidatures devront être adressées à M. le bourgmestre de Gembloux par pli recommandé déposé à la poste pour le 7 décembre 1998 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Elles seront accompagnées des documents ci-après :

un extrait d'acte de naissance sur papier libre datant de moins de trois mois;

un certificat de bonnes conduite vie et moeurs sur papier libre datant de moins de trois mois;

une copie certifiée conforme du(des) diplôme(s);

une copie certifiée conforme de l'attestation ou document prouvant l'inscription du candidat dans la réserve supra-locale de Namur;

un certificat de milice;

un *curriculum vitae*.

Tout dossier incomplet à la date de clôture des inscriptions sera déclaré irrecevable.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'administration communale, service du personnel, tél. 081/62 63 48 ou 081/62 63 64. (28523)

Gemeente Sint-Katelijne-Waver

In samenwerking met het Parket van Mechelen werkt de gemeente Sint-Katelijne-Waver een project uit om de naleving van de milieuwetgeving te optimaliseren en meldt volgende vacante betrekking :

Het gemeentebestuur van Sint-Katelijne-Waver zoekt een milieudeskundige B1-B2 op contractuele basis voor de duurtijd van het project Bodukap-milieu in een voltijds regime.

Vereisten :

Houder zijn van een diploma HOKT in de richting milieu of chemie (lijst toegelaten richtingen te bekomen op de personeelsdienst),

of

houder zijn van een diploma HOKT of hoger onderwijs van 1 cyclus in om het even welke studierichting en houder zijn van een erkende opleiding milieukunde afgeleverd door een universitaire instelling in België,

houder zijn van een kandidaatsdiploma chemie, milieukunde of scheikunde;

houder zijn van een VLAREM-attest strekt tot aanbeveling;

houder zijn van een rijbewijs B.

Kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van het gevraagde diploma, dienen aangetekend verstuurd te worden naar het college van burgemeester en schepenen, Markt 1, 2860 Sint-Katelijne-Waver, of mogen afgegeven worden tegen ontvangstbewijs op de personeelsdienst, ten laatste op vrijdag 11 december 1998, om 12 uur.

Voor verdere inlichtingen kan men zich wenden tot de personeelsdienst (tel. 015/31 75 11). (28524)

Gemeente Mol

Aanwerving van een voltijds administratief bediende in het vast kader van de bibliotheek en aanleggen van een wervingsreserve voor de duur van twee jaar.

Voorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

de nationaliteit bezitten van een lidstaat van de Europese Unie;

houder zijn van het bewijs van goed gevolg volbracht hebben van het lager secundair onderwijs of gelijkgesteld;

houder zijn van een akte van bekwaamheid tot het houden van een openbare bibliotheek of van het bewijs van met goed gevolg de opleiding « initiatie in de bibliotheek-, documentatie- en informatiekunde » (eenjarige opleiding op basis van 160 lessen/jaar) te hebben volbracht;

Houders van een bibliotheekschooldiploma zijn vrijgesteld van het bezit van één van deze documenten;

slagen voor een aanwervingsexamen.

Sollicitatiebrieven en *curriculum vitae* dienen per aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen, t.a.v. de personeelsdienst, Molenhoekstraat 2, 2400 Mol, van 23 november 1998 tot en met 18 december 1998, samen met volgende bewijsstukken :

een voor eensluidend verklaarde kopie van gevraagde diploma's;

bewijs van goed gedrag en zeden.

Bijkomende inlichtingen, volledige aanwervingsvoorwaarden, functiebeschrijving en examenprogramma zijn te bekomen bij de personeelsdienst, administratief centrum 't Getouw (tel. 014/33 09 45).

(28525)

Gemeente Nijlen

Het gemeentebestuur van Nijlen gaat over tot de aanwerving van een deskundige technische infrastructuur en planning (m/v) in vast verband bij de gemeente Nijlen.

De kandidaten dienen in het bezit te zijn van een diploma hoger onderwijs van het korte type in één van de volgende richtingen, en voor zover deze diploma's gekoppeld zijn aan een diploma van het hoger niet-universitair onderwijs van het korte type :

graduaat bouw, optie bouw;

graduaat bouwkunde;

graduaat topografie,

en slagen in een aanwervingsexamen (waarvan het examenprogramma later aan de kandidaten wordt meegedeeld).

De functie heeft een voltijdse betrekking.

Benoemingsvoorwaarden en andere inlichtingen te bekomen bij het gemeentebestuur (personeelsdienst) (tel. 03/410 02 52).

De candidaturen dienen aangetekend gezonden te worden aan het college van burgemeester en schepenen, te 2560 Nijlen, Kerkstraat 4, vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van de vereiste diploma's en uiterlijk toe te komen op 23 december 1998. (28526)

Gemeente Stabroek

Het gemeentebestuur van Stabroek gaat over tot de aanwerving van één voltijds politieassistent(e) in het statutair kader.

Aanwervingsvoorwaarden te bekomen op telefonische aanvraag bij de personeelsdienst op het nr. 03/568 80 80.

Schriftelijke candidaturen, vergezeld van alle nodige stukken, dienen toe te komen t.a.v. het college van burgemeester en schepenen, Dorpsstraat 99, te 2940 Stabroek. (28527)

Gemeente Zoersel

De gemeente Zoersel werft aan (m/v) afdelingshoofd grondgebied-zaken (niveau A1-A3).

Zoersel, een gemeente van 20 000 inwoners, zoekt een afdelingshoofd voor de afdeling « grondgebiedzaken », dat de diensten ruimtelijke ordening en -planning, verkeer en mobiliteit, leefmilieu en de teken-dienst omvat.

Uw functie :

U staat o.m. in voor het beleidsvoorbereidend en -ondersteunend werk inzake ruimtelijke planning, mobiliteit en de voorbereiding en begeleiding van de technische dossiers in de planningsfase.

U leidt en begeleidt de diensten van de afdeling.

Diploma :

Doctor of licentiaat in rechten, licentiaat administratieve wetenschappen, notariaat, bestuurskunde of bestuurswetenschappen, politieke en sociale wetenschappen (finaliteit bestuurswetenschappen), architect, industrieel ingenieur bouwkunde of landmeten, burgerlijk ingenieur bouwkunde of architect;

ofwel een diploma hoger onderwijs twee cycli en bereid om gerichte vorming te volgen.

Ervaring in een leidinggevende functie strekt tot aanbeveling.

U kunt de volledige functiebeschrijving bekomen bij de dienst secretariaat, tel. 03/380 13 13.

Uw sollicitatiebrief, kopie van uw diploma en *curriculum vitae* stuurt u vóór 31 december 1998 naar het college van burgemeester en schepenen, Kasteeldreef 55, 2980 Zoersel. (28528)

Gemeente Schilde

Bij het gemeentebestuur van Schilde is één betrekking vacant van cultuurfunctionaris (A1-A3) in vast dienstverband.

Alle inlichtingen met betrekking tot de aanwervingsvoorwaarden en functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst van het gemeentebestuur van Schilde, tel. 03/380 16 00.

De kandidaturen, met bijvoeging van de nodige bewijsstukken, dienen uiterlijk op 21 december 1998 aangetekend toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Schilde, of te worden afgegeven tegen ontvangstbewijs op de personeelsdienst van het gemeentebestuur. (28529)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor het Centrum voor Ziekenhuis- en Verplegingswetenschap van de Faculteit geneeskunde zoeken wij een administratief medewerker (m/v).

Het Centrum voor Ziekenhuis- en Verplegingswetenschap staat in voor onderwijs, wetenschappelijk onderzoek, permanente vorming en wetenschappelijke dienstverlening, gericht op organisatie, beleid en management van de gezondheidszorg.

Doel van de functie :

Het zorgen voor de administratieve en de logistieke ondersteuning van de werking van het centrum.

Opdrachten :

Het financieel beheer :

Het beheer van zowel de universitaire werkingsmiddelen, als de onderzoekskredieten en als de inkomsten permanente vorming.

Het verzorgen van de financiële rapportering. De praktische organisatie van de permanente vorming :

Verzorgen van de verslaggeving van de stuurgroep, voorbereiding van het jaarprogramma inzake seminaries, residentiële cursussen, videoconferenties en studiedagen.

De praktische organisatie van de verschillende vormingsinitiatieven alsook de financiële afwerking ervan.

Het redactiesecretariaat van het tijdschrift *Acta Hospitalia* :

De verslaggeving van de kernredactie.

De contacten met de auteurs, de redactieconsulenten en de drukker.

Het lezen van de drukproeven alsook het financieel beheer van het tijdschrift.

Profiel :

Kandidaten bezitten minimum een diploma hoger onderwijs van het korte type of gelijkwaardige ervaring.

Zij hebben een ruime administratieve en organisatorische ervaring.

Zij zijn in staat om zeer zelfstandig te werken en hebben eveneens een grote bereidheid om in team te werken.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Deze vacature kan zowel door werving, overheveling als door mutatie opgevuld worden. Personeelsleden kunnen dus hiervoor hun kandidatuur indienen. Afhankelijk van de kwalificaties en de relevante ervaring zal de aanwerving gebeuren in graad 4 of graad 5.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP ter attentie van Monique Aelbrecht, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, te. 016/32 20 13, fax 016/32 29 98, e-mail: Monique.Aelbrecht@pers.kuleuven.ac.be.

De selectieprocedure wordt gestart na 8 december 1998. (28530)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Hoeilaart

Aanwerving en aanleg wervingsreserve van animator/animatrice, met halftijdse prestaties in contractueel verband voor het rust- en verzorgingstehuis « Hof ten Doenberghe » CE 1145.

Vereist diploma : gezins- en bejaardenhelp(st)er of gelijkgestelde brevetten.

Kandidaturen aangetekend te richten naar de voorzitter van het O.C.M.W., Gemeenteplein 39, 1560 Hoeilaart vóór 28 december 1998.

Inlichtingen tel. 02/657 42 41. (28531)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Wommelgem

Het O.C.M.W.-Wommelgem, Kerkplaats 28, 2160 Wommelgem (03/353 04 58), legt een werfreserve (duur twee jaar) aan voor de betrekking (statutair) maatschappelijk werker(st), sociale dienst.

Betrokkene staat open voor alle mogelijke problemen die een persoon kan ondervinden en in de weg staan om een menswaardig leven te leiden. Hij/zij staat op de eerste lijn om waar nodig materiële of sociale steun te bieden of de gepaste weg naar meer specifieke hulp te tonen.

Een diploma van maatschappelijk assistent of sociaal verpleegkundige of daarmee gelijkgesteld is vereist.

Inschrijvingsformulier, functiebeschrijving, aanwervingsvoorwaarden kunnen gratis aangevraagd worden. Het inschrijvingsformulier voor de kandidaatstelling moet aangetekend toekomen ten laatste op 24 december 1998. Inlichtingen : Dirk Luyten, secretaris. (28532)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Heusden-Zolder

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn te 3550 Heusden-Zolder gaat over tot de aanwerving in statutair dienstverband van een voltijds administratief medewerk(st)er voor de sociale dienst.

Aanwervingsvoorwaarden :

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

aan de dienstplichtwetten voldoen;

lichamelijk geschikt zijn;

houder zijn van een nationaliteit van één der landen van de Europese Unie;

houder zijn van het diploma van hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig;

slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen;

voldoen aan de voorwaarden vervat in het functieprofiel.

Functiebeschrijving : administratieve ondersteuning van de sociale dienst.

De kandidatuur, een *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma dienen aangetekend verstuurd te worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W. Heusden-Zolder, Sint-Willibrordusplein 4, 3550 Heusden-Zolder, en moet ten laatste toekomen op 18 december 1998, vóór 12 uur. De overige bewijsstukken moeten uiterlijk op datum van de benoeming bijgebracht worden.

Volledige informatie kan men bekomen bij het O.C.M.W., tel. 011/42 27 03. (28533)

Hogeschool Antwerpen

Departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

Aan de Hogeschool Antwerpen is m.i.v. 1 januari 1999 onderstaand ambt te begeven :

Ambt He1 : netwerkverantwoordelijke, met een opdracht van 100 %.

Vereist diploma :

Universitair of hoger onderwijs.

Statuut :

Administratief personeel.

Salarisschaal :

Niveau B, graad 1 (B11 - 581).

Profiel :

Technische kennis van UTP-netwerken (ontwerp en installatie).

Praktische kennis van de installatie, het beheer en het onderhoud van een Windows NT netwerk, zowel op gebied van hardware als op gebied van software (protocollen, programma's, beveiliging, ...).

Hulp aan en ondersteuning van de gebruikers van het administratief netwerk ook buiten de normale kantooruren.

Ervaring hebben in het beheer en de installatie van een netwerk in een schoolomgeving (beveiliging, troubleshooting, ...).

Beheer van e-mail adressen en internet communicatie.

Communicatieve vaardigheden, teamspirit, discretie, zin voor initiatief en orde.

Bereidheid om de Microsoftcertificaten te behalen.

Termijn van de aanstelling :

Openbaalde duur.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht om per aangetekend schrijven een dossier bestaande uit :

een schriftelijke gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae*;

afschriften van diploma's;

attesten tot staving van de beroepervaring binnen en buiten het onderwijs,

te bezorgen aan : Hogeschool Antwerpen, t.a.v. de heer Rudy Derdelinckx, algemeen directeur, Keizerstraat 15, 2000 Antwerpen, en dit tot en met een week na publicatie in het *Belgisch Staatsblad* (postdatum geldt als bewijsdatum), met vermelding van het ambt en nr. waarvoor men zich kandidaat stelt.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij :

De centrale administratie van de hogeschool Antwerpen, tel. 03/213 93 00.

Het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde 03/259 08 00. (28534)

Katholieke Universiteit Brussel

De Katholieke Universiteit Brussel v.z.w. is een dynamische en zelfstandige universiteit en wenst voor haar efficiënte werking aan te werven : een polyvalent secretariaatsmedewerk(st)er.

Doel van de functie (synthese) :

Administratieve ondersteuning van het faculteitssecretariaat.

Het administratief personeel kan tijdens het verloop van de loopbaan op verschillende diensten tewerkgesteld worden.

Het onthaal van de studenten in verband met de werking van de faculteiten en van de universiteit, inclusief de inschrijving van studenten of deelnemers aan congressen.

Indien nodig ingeschakeld worden in een onthaaltaak van de universiteit.

Opdrachten (synthese; actualisatie tijdens de loopbaan is mogelijk) :

Het verzorgen van de briefwisseling en de telefonische contacten in het Nederlands, Frans en Engels.

Het samenstellen, bijhouden en aanpassen van dossiers in verband met de studentengegevens (incl. oud-studentengegevens), documentatie, ...

Het opvolgen van de agenda van de decaan/voorzitter.

Het opvolgen van de planning van de bevestigingen van en door, de vergaderingen en de activiteiten van de faculteit/afdeling.

Het verzorgen van de organisatie en de administratie van internationale en nationale congressen.

Het beheersen van het programma van uurroosters en deliberatieschema's.

Het formatteren en typen van wetenschappelijke en andere teksten van beperkte omvang.

Profiel :

De kandidaten zijn in het bezit van een HOKT-diploma, bij voorkeur gegradueerde secretariaat talen, of van enig ander diploma (minimum A2-niveau) mits het bijkomend voorleggen van gunstig geëvalueerde ruime secretariaatservaring.

De kandidaten hebben bij voorkeur reeds een eerste werkervaring inzake secretariaat achter de rug.

Zij beschikken over uitstekende communicatieve vaardigheden, zowel mondeling als schriftelijk in het Nederlands (uitstekend actief en passief), Frans (goede kennis actief en passief) en Engels (goede kennis, actief en passief).

Zij zijn vertrouwd met het werken op PC en hebben een goede beheersing van Word 97 en Excel. Zij hebben noties van Access of zijn bereid Access grondig aan te leren.

Zij zijn vertrouwd met de nieuwe media.

Zij zijn bereid tot regelmatig avond- (max. tweemaal per week, 17 - 21 uur) en zaterdag- (9 - 13 uur) werk.

De kandidaten hebben de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, genieten de burgerlijke en politieke rechten, zijn minimum 18 jaar, kunnen een attest van onberispelijk gedrag voorleggen, zijn lichamelijk geschikt voor de omschreven taken, wonen bij voorkeur in of in de omgeving van Brussel.

Tewerkstelling :

Het betreft een tewerkstelling van onbepaalde duur. Zij kan voltijds of halftijds (tweemaal halftijds) ingevuld worden. De voorkeur gaat uit naar een voltijdse tewerkstelling.

Graad 3.

Anciënniteit bespreekbaar.

Aanvangsdatum : medio januari 1999.

Selectie en sollicitatie :

De navolgende selectieprocedure wordt opgestart na 11 december 1998.

De navolgende data zijn indicatief.

Stadium 1 : Selectie op basis van het onderzoek van de sollicitatiebrief. Uw sollicitatiebrief moet vergezeld zijn van een gedetailleerd *curriculum vitae*, een recente pasfoto en een kopie van uw diploma (vanaf 11 december 1998 e.v.).

Stadium 2 : Testen van de na stadium 1 weerhouden kandidaten. Testen op de kennis van Word 97, Excel en Access. Op dit ogenblik worden de kandidaten uitgenodigd om op basis van aan hen bezorgde documentatie een kennis te verwerven van een faculteit/opleiding. Deze kennis komt aan bod in fase 3 (17 december 1998).

Stadium 3 : Selectiegesprek met de na stadium 2 weerhouden kandidaten (5 januari 1999).

Stadium 4 : Testen (psychotechnische, administratieve, e.a.) van de na stadium 3 weerhouden kandidaten door een extern bureau (na 7 januari 1999).

Stadium 5 : Sollicitatiegesprek (o.a. loonbespreking, groepsverzekering, diverse vergoedingen, praktische afspraken, ... (na 10 januari 1999).

Stadium 6 : Medisch onderzoek, aanwerving (± 18 januari 1999).

Contact :

Gemotiveerde sollicitaties dienen gericht te worden aan : Katholieke Universiteit Brussel, v.z.w., J. De Leenheer, dienst FPG, Vrijheidslaan 17, 1081 Brussel (Koekelberg).

Telefonisch contact : 02/412 43 58.

Internet : <http://www.kubrussel.ac.be>. (28535)

Katholieke Hogeschool Leuven

De Katholieke Hogeschool Leuven, een hogeschool met 4 500 studenten, meldt de volgende vacante betrekking :

Referentienummer KHL/OP/1998-26 : een lector voor het departement Regaschool.

Opdracht : Het verzorgen van de opleidingsonderdelen biologie, fysiologie, anatomie, pathologie, hygiëne, seminarie, medisch dossier en medische terminologie voor de basisopleidingen laboratorium- en voedingstechnologie, opties medische laboratoriumtechnologie, farmaceutische en biologische technieken en voedings- en dieetkunde, en voor de basisopleiding secretariaatsbeheer, optie medisch secretariaat.

Diploma : arts of doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

Ervaring : Ervaring in het universitair of hoger onderwijs en/of recente praktijkervaring strekt tot aanbeveling.

Aard van de betrekking : 75 % van een VTE, eventueel te verdelen over verschillende deeltijdse ambten, tijdelijk vacant.

Datum van indiensttreding : 1 december 1998.

Plaats van tewerkstelling : Departement Regaschool, Sint-Maartensstraat 55d, 3000 Leuven.

Salarisschaal : 502.

Selectiemethode : Preselectie op basis van vergelijking van ingestuurde sollicitatiedossiers, gevolgd door een interview in verband met de opdracht.

Bijkomende uitleg te bekomen bij Mevr. Anne Evenepoel, tel. 016/29 85 11, fax 016/20 44 17. Sollicitaties met *curriculum vitae* en vermelding van het referentienummer sturen aan Mevr. Anne Evenepoel, departementshoofd Regaschool, Sint-Maartensstraat 55d, 3000 Leuven, uiterlijk één week na het verschijnen van deze vacature in het *Belgisch Staatsblad*. (28536)

Economische Hogeschool Sint-Aloysius Brussel

Vacature assistent voor de dienst studiebegeleiding.

Taakinhoud :

begeleiden van studenten op het vlak van studeer- en sociale vaardigheden : individueel en collectief;

psychologische begeleiding van studenten;

organisatie van informatieve evenementen t.b.v. studenten;

het waarnemen van een examen-ombudsdienst;

studiekeuzebegeleiding;

medewerking aan beleidsondersteunend onderzoek van de dienst;

medewerking aan info- en inschrijvingsdagen.

Profiel :

in het bezit zijn van het diploma licentiaat in de psychologische of pedagogische wetenschappen;

belangstelling hebben voor studentenproblematiek;

over goede communicatieve en organisatorische vaardigheden beschikken;

zelfstandig kunnen werken; ervaring in een gelijkaardige functie strekt tot aanbeveling.

Beschikbaarheid en statuut :

beschikbaarheid voor de hogeschool overeenkomstig de gangbare arbeidsduurregeling (38 uur per week voor een voltijdse betrekking);

inschaling in het onderwijzend kader als assistent met ingang van 1 januari 1999;

tijdelijk statuut overeenkomstig de rechtspositieregeling van het personeel van de hogescholen. De functie kan voltijds of halftijds (d.i. tweemaal halftijds) worden ingevuld.

Kandidaatstelling :

Geïnteresseerde kandidaten dienen een eigenhandig geschreven sollicitatiebrief en een uitgebreid *curriculum vitae* te bezorgen aan de dienst personeel en planning, lokaal 5116, Stormstraat 2, 1000 Brussel vóór 15 december 1998.

Bijkomende inlichtingen zijn te verkrijgen op de dienst personeel en planning, tel. 02/210 13 16, fax 02/210 13 04. (28537)

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederegerecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Wij, Alberic De Roeck, vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, bijgestaan door Arthur Jaspers, hoofdgriffier van dit rechtsgebied...

Om die redenen :

verklaren de vordering toelaatbaar en gegrond;

wijzen Mr. Johan Van Steenwinkel, advocaat, kantoorhoudende te 2020 Antwerpen, Jan van Rijswijcklaan 164, aan als voorlopige bewindvoerder over de goederen van de te beschermen persoon, Remant, Fernand, geboren te Leuven op 4 november 1922, weduwnaar, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, te 2640 Mortsel, Durnestraat 252;

dragen aan die voorlopige bewindvoerder op alle inkomsten, van welke aard ook, en alle schuldvorderingen van die voornoemde persoon te innen, diens schulden binnen de perken daarvan te voldoen en tevens alle andere daden, welke ook, van behoud van en van beheer over diens goederen te verrichten behoudens dan die welke krachtens artikel 488bis, f, § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek een bijzonder machtiging vereisen;

kennen aan die voorlopige bewindvoerder als vergoeding een bedrag toe gelijk aan drie procent van de inkomsten van die te beschermen persoon en stellen hem vrij van de verplichting die persoon op de hoogte te brengen van de handelingen die hij verricht;

stellen vast dat alle akten van rechtspleging in het Nederlands werden opgesteld bij toepassing van artikel 9 der wet van 15 juni 1935.

Aldus gegeven in raadkamer op woensdag 25 november 1998.

(Get.) A. Jaspers; (get.) A. De Roeck.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) A. Jaspers.
(64445)

Vrederegerecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 23 november 1998, gewezen na verzending, werd Delhoux, Godelieve, wonende te 3500 Hasselt, Gaarveldstraat 77, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopig bewindvoerder : Haesevoets, Ann, advocaat, met kantoor te 3512 Hasselt, Hasseltse Dreef 110.

Voor eensluidend uittreksel : de gedelegeerd adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden.
(64446)

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 23 november 1998, gewezen op verzoekschrift, neergelegd op 19 oktober 1998, verklaart Cosemans, Emma, verblijvende in het Rusthuis Zonnestraal, Zeven Septemberlaan 13, te Hasselt, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopig bewindvoerder : Croes, Hilda, wonende te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 154, dochter van betrokkene.

Voor eensluidend uittreksel : de gedelegeerd adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden.
(64447)

Vrederegerecht van het eerste kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-1, verleend op 10 november 1998, werd Coppens, Maria Rosine, gepensioneerde, geboren te Merchtem op 30 april 1926, ongehuwd, wonende te 1745 Opwijk, Kloosterstraat 40, verblijvende te 3070 Kortenberg, U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Coninck, Hortensia Josepha Maria, gepensioneerde, geboren te Opwijk op 18 april 1927, ongehuwd, wonende te 1745 Opwijk, Kloosterstraat 38.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer.
(64448)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-1, verleend op 10 november 1998, werd Ben Ziane, Molaer Abdellah, geboren te Fouquières-lez-Lens (Frankrijk) op 25 maart 1959, ongehuwd, wonende te 1800 Vilvoorde, J. Smitsstraat 4/1, verblijvende te 3070 Kortenberg, U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, gehuwd, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20a.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer.
(64449)

Vrederegerecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 4 november 1998, verleend, op verzoekschrift, d.d. 30 september 1998, neergelegd ter griffie d.d. 7 oktober 1998, werd Knols, Isabelle, geboren te Maastricht op 4 november 1922, verblijvende in het Rusthuis Sint-Anna, Gasthuisstraat 20, te 3620 Lanaken, gedomicilieerd te 3770 Kanne, Op het Broek 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Aussems, Theodorus, wonende te 6215 SH Maastricht (Nederland), Cupidohof 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Lenaers.
(64450)

Vrederegerecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 20 november 1998, werd Andries, Rosa Willem Paulina, geboren te Mechelen op 5 oktober 1910, wonende te 2800 Mechelen, Schijfstraat 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Lemmens, Annick, advocaat, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 33.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 9 november 1998;

Mechelen, 25 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Luc Winkelmans, hoofdgriffier.
(64451)

Vrederechth van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 18 november 1998, werd Vlayen, Julien Louis Marie, geboren te Leuven op 29 maart 1949, echtgescheiden, officieel ingeschreven in het OPZ te 2440 Geel, Pas 200, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Ballon, Paul, advocaat, wonende te 2290 Vorselaar, Vinkenlaan 9.

Mol, 25 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Paul Verhaert. (64452)

Vrederechth van het kanton Neerpelt

Bij bevelschrift van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 19 november 1998, werd Voortmans, Gertrude, geboren te Bree op 10 juli 1909, gedomicilieerd Laarderweg 102, 3990 Grote-Brogel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Nouwen, Jaak, gepensioneerde, wonende Deusterstraat 66, 3990 Peer.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Eddy Vandendyck. (64453)

Vrederechth van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 17 november 1998, werd Van Schuerbeek, Pierre, geboren te Ternat op 16 januari 1937, gedomicilieerd te 1740 Ternat, Nattestraat 11A, en verblijvende te 1602 Vlezembeek, Inkendaalstraat 1, De Bijtjes, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Van Schuerbeek, Georges, wonende Nattestraat 14, te 1740 Ternat.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 12 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (64454)

Vrederechth van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 16 november 1998, werd Kadi, Naima, geboren te Saida (Marokko) op 23 november 1961, wonende te 3680 Maaseik, Bleumerstraat 40/3, verblijvende te P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Wouwer, Anita, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 30.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 20 oktober 1998.

Sint-Truiden, 16 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marina Derwael. (64455)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 19 november 1998, werd Driesen, Herman, geboren te Sint-Truiden op 11 augustus 1948, wonende te 3800 Sint-Truiden, Plankstraat 12/301, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Jenne, Luc, advocaat, kantoorhoudende te 3800 Sint-Truiden, Beekstraat 9.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 november 1998.

Sint-Truiden, 19 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marina Derwael. (64456)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 16 november 1998, werd Fiedorowicz, Stanislaw, geboren te Hasselt op 28 april 1965, gedomicilieerd en verblijvende te PZ Sancta Maria, 3800 Sint-Truiden, Melverencentrum 111, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Ramakers, Els, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 328.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 27 oktober 1998.

Sint-Truiden, 16 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marina Derwael. (64457)

Justice de paix du canton d'Ath

Par ordonnance du 19 novembre 1998, M. Michel Pieraert, avocat à Ath, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Léonce Leleu, née à Bouvignies le 24 janvier 1928, domiciliée à 7822 Isières, chemin de la Cavée 35. Les effets de l'ordonnance prennent cours le 16 octobre 1998, jour du dépôt de la requête.

(Signé) Beghin, Jacques, greffier-chef de greffe. (64458)

Justice de paix du canton de Barvaux

Par ordonnance du juge de paix du canton de Barvaux en date du 19 novembre 1998, le nommé Loneux, François, né à Tohogne le 23 octobre 1913, époux Ninane, Jeanne, domicilié à 6941 Tohogne, Warre 41, mais résidant actuellement à 6940 Petithan (Durbuy), maison de repos « Domaine de la Rose Blanche », rue d'Andenne 13, a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Loneux, Marthe, domiciliée à 6941 Tohogne, Warre 75.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) C. Leruth. (64459)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Barvaux en date du 19 novembre 1998, la nommée Ninane, Jeanne, née à Tohogne le 25 juillet 1915, épouse Loneux, François, domiciliée à 6941 Tohogne, Warre 41, mais résidant actuellement à 6940 Petithan (Durbuy), maison de repos « Domaine de la Rose Blanche », rue d'Andenne 13, a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Loneux, Marthe, domiciliée à 6941 Tohogne, Warre 75.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) C. Leruth. (64460)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Barvaux en date du 19 novembre 1998, le nommé Jehoulet, Joseph, né à Anthignes le 12 janvier 1915, domicilié à 4190 My (Ferrières), route de la Famenne 4, mais résidant actuellement à 4190 My, au home « Comme chez soi », a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Philippe, Georges, gendarme, domicilié à 4190 Ville (Ferrières), rue Aux Cortyls 12.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) C. Leruth. (64461)

Justice de paix du canton de Binche

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 13 novembre 1998, Maigre, Maxime, retraité, domicilié à Binche (Buvrines), rue de Walhain 89, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de Luctkens, Antoinette Yvonne, née à Leval-Trahegnies le 4 décembre 1904, résidant à Binche, rue du Moulin Blanc 15, cette personne étant incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (64462)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 17 novembre 1998, Okay, Renée, domiciliée à 6182 Courcelles, rue Paul Janson 92, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de But, Ludwika, née à Granka (Pologne) le 15 mai 1927, résidant à 7134 Loverval (Trahegnies), Résidence de la Fontaine, rue d'Anderlues 30, cette personne étant incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (64463)

Justice de paix du deuxième canton de Bruxelles

Par ordonnance du 24 novembre 1998, le juge de paix du deuxième canton de Bruxelles a décidé ce qui suit : désignons en qualité d'administrateur provisoire de Mme Solange Bodart, née le 21 août 1948, domiciliée à 1731 Zellik, Breughelpark B7, bte 51 : M. Marc D'Haeseleer, avocat, avenue Slegers 65, bte 3, à 1200 Bruxelles, avec mission de gérer les biens de cette personne, avec les pouvoirs et devoirs repris à l'article 488bis, f, du Code civil.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Monique Robbe-rechts. (64464)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 27 octobre 1998, le nommé Debouck, Daniel, né le 21 mai 1965, domicilié à 6060 Gilly, chaussée de Lodelinsart 313, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Nicaise, Marc, avocat, dont le cabinet est situé à 6061 Montignies-sur-Sambre, rue de la Paix 93.

Le présent avis annule et remplace celui publié au *Moniteur belge* du 13 novembre 1998 sous le numéro 64094 au nom de Debouck, Eddy.

Charleroi, le 25 novembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Franz Balle-riaux. (64465)

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 13 octobre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 19 novembre 1998, M. Claes, Gaston, né le 30 avril 1944 à Ougrée, domicilié place Delcour 7, à 4020 Liège, résidant « Les Aquarelles », rue Raffhay 111, à 4630 Soumagne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Georges Denis, avocat à Beyne-Heusay, Grand-Route 58.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Leruth, Joseph. (64466)

Suite à la requête déposée le 15 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 19 novembre 1998, Mme Lambert, Anne-Marie, née le 31 août 1936, sans profession, célibataire, domiciliée rue de Bois de Breux 53, à 4020 Jupille-sur-Meuse, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me José Cloes, avocat à Blégny, rue du Vicinal 25.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Leruth, Joseph. (64467)

Suite à la requête déposée le 13 octobre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 19 novembre 1998, Mme Vandezande, Chantal, née le 31 mai 1969 à Nivelles, domiciliée à la maison de repos « Les Aquarelles », rue Raffhay 111, à 4630 Soumagne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Georges Denis, avocat à Beyne-Heusay, Grand-Route 58.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Leruth, Joseph. (64468)

Justice de paix du canton de Florennes

Par ordonnance du juge de paix du canton de Florennes en date du 17 novembre 1998, la nommée Dumont, Marylène, née à Couvin le 22 octobre 1958, domiciliée à Franchimont, rue Mont-de-Colliat 32, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Masson, Violette, pensionnée, domiciliée à Franchimont, rue Mont-de-Colliat 32.

Florennes, le 25 novembre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) C. Four-neau. (64469)

Justice de paix du premier canton de Huy

Par ordonnance du 16 novembre 1998, M. le juge de paix du premier canton de Huy a désigné Mme Beaufort, Jocelyne, née à Jemeppe le 2 septembre 1945, employée, domiciliée à 4101 Jemeppe-sur-Meuse, rue Champs d'Oiseaux 290, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Ibrahim, Gilles, né à Liège le 24 novembre 1977, domicilié à 4101 Jemeppe-sur-Meuse, rue Champs d'Oiseaux 290, résidant à la Pommerai, Grand-Route 47, à 4500 Tihange, lequel a été déclaré incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) L. Gende-bien. (64470)

Justice de paix du second canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles en date du 16 novembre 1998, la nommée Pirard, Elisabeth, née à Mariembourg le 28 juin 1923, domiciliée à Ixelles, avenue Maurice 34, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dutrieu, Philippe, avocat, domicilié à 1060 Saint-Gilles, rue Saint-Bernard 122.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) J. Olivier. (64471)

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles en date du 17 novembre 1998, la nommée Pulinx, Edith, née le 14 juin 1910, domiciliée à Uccle, avenue Winston Churchill 214/13, résidant actuellement à Ixelles, avenue de l'Hippodrome 90/94, Résidence « Les Etangs d'Ixelles », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Delahaye, Thierry, avocat, domicilié à 1060 Bruxelles, avenue Brugmann 12a, bte 11.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) J. Olivier. (64472)

Justice de paix du canton de Le Rœulx

Par ordonnance du juge de paix du canton de Le Rœulx en date du 23 novembre 1998, la nommée Bernier, Marguerite, née à Marche-lez-Ecaussinnes le 19 août 1931, domiciliée et résidant à 7110 Houdeng-Goegnies, rue du Pays de Galles 27, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Massart, Anne, avocat, domiciliée à 7100 La Louvière, rue Albert I^{er} 25, requête déposée le 6 novembre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Borgnies, Jacques. (64473)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons en date du 23 novembre 1998, la nommée Suzanne Collet, née à Dour le 26 septembre 1944, épouse de Bernard Lemery, résidant actuellement à l'hôpital psychiatrique « Le Chêne aux Haies », sis à 7000 Mons, chemin du Chêne-aux-Haies 24, étant domiciliée à 7033 Cuesmes, rue du Travail 24, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Evelyne Decraux, avocat à 7033 Cuesmes, rue Emile Vandervelde 104, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Christian Chatelle. (64474)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête déposée le 27 octobre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas rendue le 18 novembre 1998, Mme Mahieu, Virginie, Belge, née le 19 mai 1980 à Verviers, domiciliée rue Ferdinand Nicolay 504, 4420 Saint-Nicolas, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Houben, Marcel, avocat, dont le bureau est établi rue Vinàve 32, 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (64475)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 17 novembre 1998, suite à la requête déposée au greffe le 2 novembre 1998, la nommée Hanegreefs, Marie Thérèse Emilie, née à Etterbeek le 29 novembre 1903, veuve Martens, Jean, domiciliée à 1030 Bruxelles, avenue Louis Bertrand 56, résidant actuellement à 1030 Bruxelles, avenue Britsiers 11, au M.R.S. « La Cerisaie », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dupuis, Damien, avocat, domicilié à 1030 Schaerbeek, chaussée de Haecht 179.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (64476)

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 25 novembre 1998, suite à la requête déposée au greffe le 3 novembre 1998, la nommée Parra Ibanez, Rakel, née à Berchem-Sainte-Agathe le 10 novembre 1970, célibataire, Espagnole, résidant et domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Portaels 49, b1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant sa sœur : Parra Ibanez, Elena, résidant à Bruxelles, rue Stephenson 66.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (64477)

Justice de paix du canton de Walcourt

Par ordonnance du juge de paix du canton de Walcourt en date du 18 novembre 1998, la nommée Morlie, Corneille, née à Koekelberg le 14 mars 1919, domiciliée à 5630 Cerfontaine, ruelle du Coq 218, résidant actuellement à 5651 Lanefte, Home le Sorinia, Chapelle Rosine 19, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Morlie, Jean-Luc, sociologue, domicilié à 5630 Soumoy, rue de Daussois 56.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) F. Rolin. (64478)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Walcourt en date du 18 novembre 1998, la nommée Masschelein, Adrienne, née à Weskart le 13 mars 1937, domiciliée à 5651 Tarcienne, rue Saint-Fiacre 26, résidant actuellement à 5620 Hanzinne, place d'Hanzinne 122, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Feron, Bernard, agriculteur, domicilié à 5651 Tarcienne, rue Saint-Fiacre 26.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) F. Rolin. (64479)

Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind

Vrederegerecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 2 oktober 1998, werd ambtshalve een einde gesteld aan het mandaat van Mr. Le Fevere de Ten Hove, Damien, advocaat te Gent, Voldersstraat 32, als voorlopig bewindvoerder over de goederen van De Waele, Jules, geboren te Kruishoutem op 16 augustus 1908, in leven wonende te Kruishoutem, Bunderstraat 25, en verblijvende te Deinze, in de instelling Kliniek Sint-Vincentius, Schutterijstraat 34, ingevolge zijn overlijden te Deinze op 3 mei 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) D. Stevens. (64480)

Vrederegerecht van het kanton Ninove

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ninove, verleend op 25 november 1998, werd vastgesteld dat de voorlopige bewindvoering over Prové, Elisabeth, geboren te Ninove op 18 juni 1915, wonende te 9320 Aalst (Erembodegem), Hogeweg 20, en verblijvende Burchtdam 81, te 9400 Ninove, een einde nam ingevolge haar overlijden op 21 november 1998.

Ninove, 25 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Poelaert. (64481)

Justice de paix du canton de Binche

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche, en date du 12 novembre 1998, il a été mis fin au mandat de Me Eric Denis, avocat, rue de Dorlodot 21, à Monceau-sur-Sambre, en qualité d'administrateur provisoire de Mme Rogmans, Aimée Louise, demeurant de son vivant à 7140 Morlanwelz, Résidence de l'Harmonie, rue des Ateliers 47, décédée le 18 septembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (64482)

Par ordonnance du M. le juge de paix du canton de Binche, en date du 10 novembre 1998, il a été mis fin au mandat de Waterlot, Richard, domicilié à 7133 Binche (Buvrines), rue Mahy Faux 49, en qualité d'administrateur provisoire de Waterlot, Léon, né à Braquegnies le 23 décembre 1919, résidant de son vivant à Binche, rue du Moulin Blanc 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (64483)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche, en date du 20 octobre 1998, il a été mis fin au mandat de Me Eric Denis, avocat, rue de Dorlodot 21, à Monceau-sur-Sambre, en qualité d'administrateur provisoire de Mme Louise Lecomte, demeurant de son vivant à Binche, Home Jeanne Mertens, rue du Moulin Blanc 15, décédée le 23 juillet 1998.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (64484)

Justice de paix du canton de Leuze

Par ordonnance du 23 novembre 1998, de M. le juge de paix du canton de Leuze, il a été mis fin au mandat de Me Victor Debonnet, avocat, dont le cabinet est sis à Tournai, rue de l'Athénée 12, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Museur, Léona, veuve D'Hont, Edgard, née le 21 juillet 1931, domiciliée actuellement à Basècles, rue Octave Battaille 39.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Claude Delbecq. (64485)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle, en date du 24 novembre 1998, il a été constaté que par le décès, survenu le 3 novembre 1998 de M. Mathy, André, de son vivant domicilié à 1180 Uccle, avenue des Sept Bonniers, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Martine Gaillard, avocate, ayant son cabinet à 1180 Bruxelles, rue Gatti de Gamond 174.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier adjoint délégué, (signé) Carine Herckenrath. (64486)

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle, en date du 24 novembre 1998, il a été mis fin au mandat de M. Piens, Jean-Marie, domicilié à 1180 Uccle, avenue de la Sapinière 53, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mlle Pire, Noëlla, née à Ixelles le 13 décembre 1970, domiciliée à 1180 Bruxelles, avenue de la Sapinière, celle-ci ayant été placée sous statut de minorité prolongée en date du 29 septembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (64487)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 16 november 1998, werd Buckenberghs, Cindy, verkoopster, wonende te 3512 Stevoort, Sint-Maartenplein 21/6, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden op 16 maart 1998 (rolnummer 9121.98-Rep.R. 968.98) tot voorlopige bewindvoerder over Buckenberghs, Kristof, geboren te Hasselt op 3 januari 1972, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tramstraat 15 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1998, onder nr. 6860), met ingang van heden ontslagen van haar opdracht.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon : Ramakers, Els, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 328.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 oktober 1998.

Sint-Truiden, 16 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marina Derwael. (64488)

Vrederegerecht van het kanton Veurne

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Veurne, verleend op 19 november 1998, werd Soubry, Rita, wonende te Veurne, Wulpendammestraat 132, die bij beschikking verleend op 18 juni 1998 door de vrederechter van het kanton Veurne toegevoegd werd als voorlopig bewindvoerder over Rousere, Maria Ludovica, geboren te Westouter op 25 juli 1911, wonende te 8630 Veurne, Wulpendammestraat 152, verblijvende te 8630 Veurne, Iepersesteenweg 98A « Huize Maria Troost », ontlast van haar mandaat en werd Mr. Bonnier, Hilde, advocaat te 8630 Veurne, Astridlaan 2A, in vervanging aangesteld met de opdracht gegeven in de beschikking d.d. 18 juni 1998 van de heer vrederechter te Veurne.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Carna. (64489)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle en date du 23 octobre 1998, il a été mis fin au mandat de Me Pierre Tonon en sa qualité d'administrateur provisoire du nommé M. Alexis Perrichon, domicilié à 1180 Bruxelles, Séniorie « Alphonse Renard », rue Alphonse Renard 85. Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir : Mme Vanmol, Anne-Marie, domiciliée à 1180 Bruxelles, Diweg 28M.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (64490)

Justice de paix du canton de Walcourt

Par ordonnance du juge de paix du canton de Walcourt en date du 18 novembre 1998, le nommé Lotte, Robert, né à Walcourt le 3 septembre 1923, domicilié à 5650 Walcourt, rue Notre-Dame 83, résidant actuellement à Walcourt, Home Frère Hugo, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Gigot, Geneviève, notaire, domiciliée rue de la Station 67, à 5650 Walcourt, en remplacement de M. René Gigot, qui avait été désigné en cette qualité par décision du 16 juillet 1992.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) F. Rolin. (64491)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

—
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*
—

Volgens akte van 19 november 1998, nr. 98-293, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, heeft Mevr. Vincken, Maria Mathilda Françoise, in haar hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over de goederen van Mevr. Vincken, Anna Cornelia Irène, geboren te Leut op 18 oktober 1921, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tiensesteenweg 107, daartoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden d.d. 28 september 1998, daartoe gemachtigd bij beschikking van hetzelfde vredegerecht d.d. 26 oktober 1998, verklaart de nalatenschap van Mevr. Vincken, Anna Catharina Magdalena, geboren te Leut op 2 november 1919, overleden te De Haan op 30 juni 1998, weduwe van de heer Demeulemeester, André Jean Emile Serge, laatst wonende te 3293 Kaggevinne, Karel Alenlaan 36, onder voorrecht van boedelbeschrijving, te aanvaarden.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven hun rechten te doen kennen binnen drie maanden te rekenen vanaf datum van onderhavige publicatie bij notaris Thomas Boes, te Heverlee, Van Arenbergplein 8.

(Get.) Th. Boes, notaris. (28538)

—
Rechtbank van eerste aanleg te Brussel
—

Op drie november negentienhonderd achtennegentig, door Mr. Van Hove, Inge, advocaat te 1790 Affligem, Langestraat 5,

In hoedanigheid van : volmachtdraagster krachtens een hierbijgevoegde onderhandse volmacht, gedateerd van 30 oktober 1998, en gegeven door Mevr. Raes, Julia Alfonsina, geboren te Ninove op 24 november 1954, wonende te 1742 Ternat, Lijsterlaan 47, handelende in haar hoedanigheid van moeder en wettige voogdes over haar minderjarig kind : Jacobs, Elke, geboren te Asse op 30 juli 1982.

Toelating : beraadslaging van de familieraad gehouden op 13 oktober 1997 onder het voorzitterschap van de heer vrederechter van het kanton Asse, beraadslaging ons vertoond onder de vorm van een fotokopie; deze aan verschijnster teruggegeven.

Voorwerp verklaring : aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving, a/d. nalatenschap van : Jacobs, François, geboren te Sint-Katherina-Lombeek op 25 november 1950, in leven wonende te Sint-Katherina-Lombeek, Bosstraat 65, en overleden op 26 juli 1997 te Jette.

Waarvan akte, na voorlezing, (get.) Van Hove, Inge; de griffier, (get.) J. Beeckman. (28539)

—
Rechtbank van eerste aanleg te Brugge
—

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op vijftienvintig november negentienhonderd achtennegentig, heeft Eeckhout, Eddy, kantoorhoudende te 8810 Lichtervelde, Fonteinestraat 2, handelend als gevolmachtigde van :

A. Van Tieghem, Dorine Maria Irène, geboren te Brugge op 1 november 1963, echtgenote van Goethals, Dirk, wonende te 8000 Brugge, Zeger Van Malestraat 18, handelend in eigen naam;

B. Van Tieghem, Martin Gaston René, geboren te Brugge op 13 maart 1960, ongehuwd, wonende te 9000 Gent, Vlaanderenstraat 90A, handelend in eigen naam;

C. Van Tieghem, Peter André Willy, geboren te Brugge op 23 januari 1971, ongehuwd, wonende te 8000 Brugge, Kraanrei 2, handelend in eigen naam,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van Tieghem, Julien Joseph, geboren te Sint-Michiels op 6 mei 1936, in leven echtgescheiden van Coens, Georgette, laatst wonende te 8000 Brugge, Sint-Gillisdorpstraat 40, en overleden te Brugge op 18 oktober 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op zijn voormeld kantoor.

Brugge, 25 november 1998.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (28540)

—
Tribunal de première instance d'Arlon
—

L'an mil neuf cent nonante-huit, le vingt-trois novembre;

Au greffe du tribunal de première instance d'Arlon et par devant nous, Isabelle Gobert, greffier,

A comparu :

Me Olivier Kock, avocat, dont les bureaux sont établis avenue Nothomb 20/6, à Arlon, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Mathieu, Huguette, née à Ochamps le 9 septembre 1931, domiciliée à Arlon, rue de Neufchâteau 60, et actuellement à la « maison de repos Saint-Antoine », rue Mageroux 55, à Saint-Mard, désigné comme tel par ordonnance du 1^{er} septembre 1998.

Lequel comparant, autorisé par ordonnance de Mme le juge de paix du canton d'Arlon du 18 novembre 1998 a déclaré, au nom de son administrée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Dauby, Jean-Marie Victor, né à Ochamps le 13 mars 1927, domicilié de son vivant rue de Neufchâteau 60, à Arlon, décédé à Arlon le 4 août 1998.

Dont acte dressé sur réquisition expresse du comparant qu'après lecture faite, il a signé avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Jean-Pierre Umbreit, notaire de résidence à Bonnert-Arlon, route de Bastogne 359.

Arlon, le 25 novembre 1998.

Le greffier, (signé) I. Gobert. (28541)

Gerechtigd akkoord – Concordat judiciaire

—
Rechtbank van koophandel te Oudenaarde
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde in dato 23 november 1998 werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend aan B.V.B.A. Dekon, met maatschappelijke zetel te 9660 Brakel, Kapittel 39, H.R. Oudenaarde 38980, voor een onderneming van bouw- en timmerwerken, met BTW 452.070.379.

Commissaris inzake opschorting : de heer Vanovenberghe, Johan, accountant, p.a. Lievekaai 21, te 9000 Gent.

De schuldeisers worden uitgenodigd aangifte van hun schuldvoorwaarden in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde vóór 7 januari 1999.

Bepaalt de rechtsdag voor de eventuele definitieve opschorting van betaling op 18 februari 1999.

Verzoekster zal geen daden van beschikking en bestuur stellen zonder voorafgaandelijke schriftelijke machtiging van de commissaris inzake opschorting.

De afgev. adjunct-griffier, (get.) Verheyen, I. (28542)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde in dato van 23 november 1998 werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend aan B.V.B.A. Anso-Trans, met maatschappelijke zetel te 9660 Brakel, Oprakelstraat 8, H.R. Oudenaarde 37001, voor een onderneming van grondwerken, met BTW 447.205.434.

Commissaris inzake opschorting: de heer Vanovenberghe, Johan, accountant, p.a. Lievekaai 21, te 9000 Gent.

De schuldeisers worden uitgenodigd aangifte van hun schuldvoor-
dingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te
Oudenaarde vóór 24 december 1998.

Bepaalt de rechtsdag voor de eventuele definitieve opschorting van
betaling op 7 januari 1999.

Verzoekster zal geen daden van beschikking en bestuur stellen
zonder voorafgaandelijke schriftelijke machtiging van de commissaris
inzake opschorting.

De afgev. adjunct-griffier, (get.) Verheyen, I. (28543)

Faillissement – Faillite

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 novembre 1998 a été déclarée en faillite la
S.A. Electro Stefens, ayant son siège social avenue de la Couronne 259,
à 1050 Bruxelles, et son siège d'exploitation rue E. Tollenaere, à
1020 Bruxelles, R.C. Bruxelles 573679, T.V.A. 436.726.464.

Juge-commissaire: M. M. Geeraerts.

Curateur: Jean-Pierre Walravens, chaussée de Ninove 643, à
1070 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi
30 décembre 1998, à la salle B.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) Jean-Pierre Wal-
ravens. (28544)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 november 1998 werd geopend verklaard het fail-
lissement van N.V. Electro Stefens, met maatschappelijke zetel te
1050 Brussel, Kroonlaan 259, en uitbatingszetel te 1020 Brussel, E. Tolle-
naerestraat 53, H.R. Brussel 573679, BTW 436.726.464.

Rechter-commissaris: de heer M. Geeraerts.

Curator: Mr. Jean-Pierre Walravens, Ninoofsesteenweg 643, te
1070 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen:
op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Jean-Pierre Wal-
ravens. (28544)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 novembre 1998 a été déclarée en faillite la
S.A. Interim Maro-Bel, ayant son siège social rue Courtois 2, à
1080 Bruxelles, T.V.A. 450.688.427.

Juge-commissaire: M. M. Geeraerts.

Curateur: Jean-Pierre Walravens, chaussée de Ninove 643, à
1070 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi
30 décembre 1998, à la salle B.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) Jean-Pierre Wal-
ravens. (28545)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 november 1998 werd geopend verklaard het fail-
lissement van N.V. Interim Maro-Bel, met maatschappelijke zetel te
1080 Brussel, Courtoisstraat 2, BTW 450.688.427.

Rechter-commissaris: de heer M. Geeraerts.

Curator: Mr. Jean-Pierre Walravens, Ninoofsesteenweg 643, te
1070 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen:
op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Jean-Pierre Wal-
ravens. (28545)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, les opérations de la faillite de la
S.P.R.L. Amalfi, avenue de Broqueville 295, à Woluwe-Saint-Lambert,
ont été déclarées closes.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) Me Roland Dupont.
(Pro deo) (28546)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd het faillissement van
B.V.B.A. Amalfi, de Broquevillelaan 295, Sint-Lambrechts-Woluwe,
gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Mr. Roland Dupont.
(Pro deo) (28546)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Apo-G-Pharma, place Rouppe 18, à Bruxelles, ont été déclarées closes.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Roland Dupont.
(Pro deo) (28547)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd het faillissement van B.V.B.A. Apo-G-Pharma, Rouppeplein 18, Brussel, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Roland Dupont.
(Pro deo) (28547)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, les opérations de la faillite de Mme Barbara Van Eeckhout, chaussée de Neerstalle 4, à Forest, ont été déclarées closes.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Roland Dupont.
(Pro deo) (28548)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd het faillissement van Mevr. Barbara Van Eeckhout, steenweg op Neerstalle 4, Vorst, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Roland Dupont.
(Pro deo) (28548)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, les opérations de la faillite de la S.C. Mots et Tableaux, rue Mercelis 83, à Ixelles, ont été déclarée closes.

La failli n'a pas été déclaré excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Roland Dupont.
(Pro deo) (28549)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd het faillissement van de C.V. Mots et Tableaux, Mercelisstraat 83, Elsene, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Roland Dupont.
(Pro deo) (28549)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, la faillite de la société privée à responsabilité limitée et unipersonnelle Point fort, avec siège social à 1190 Forest, avenue Brugmann 74, R.C. Bruxelles 569456, T.V.A. 450.010.516.

Le tribunal a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Michel Bastin. (28550)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de eenpersoons besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Point fort, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Brugmannlaan 74, H.R. Brussel 569456, BTW 450.010.516, bij onvoldoende activa.

De rechtbank heeft gevonnist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Michel Bastin. (28550)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Etablissement Patrick Vandeputte, en liquidation, avec siège liquidatif à 1090 Jette, place Cardinal Mercier 25, R.C. Bruxelles 523643, T.V.A. 438.067.638.

Le tribunal a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Michel Bastin. (28551)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Etablissement Patrick Vandeputte, in vereffening, met vereffeningsetel te 1090 Jette, Kardinaal Mercierplaats 25, H.R. Brussel 523643, BTW 438.067.638, bij onvoldoende activa.

De rechtbank heeft gevonnist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Michel Bastin. (28551)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Sofitra and Co, ayant son siège social à 1140 Bruxelles, rue A. de Boeck 66, R.C. Bruxelles 505407, T.V.A. 434.076.780.

Activité commerciale principale : montage mobilier bureau.

Juge-commissaire : M. Francis Wisser.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 décembre 1998, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (28552)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de C.V.B.A. Sofitra and Co, met maatschappelijke zetel te 1140 Brussel, A. de Boeckstraat 66, H.R. Brussel 505407, BTW 434.076.780.

Voornaamste handelsactiviteit : montage van bureelmeubelen.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wisser.

Curator : Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 december 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rosine Périer, curator.
(Pro deo) (28552)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Staes Guy, ayant son siège social à 1070 Bruxelles, rue Jean Noté 3, R.C. Bruxelles 534601, T.V.A. 441.258.542.

Activité commerciale principale : intermédiaire commercial.

Juge-commissaire : M. Francis Wisser.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (28553)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de E.B.V.B.A. Staes Guy, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Jean Notéstraat 3, H.R. Brussel 534601, BTW 441.258.542.

Voornaamste handelsactiviteit : commerciële tussenpersoon.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wisser.

Curator : Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 december 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (28553)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Racoflex, ayant son siège social à 1020 Bruxelles, avenue de l'Araucaria 114/2, et son siège d'exploitation à 1060 Bruxelles, chaussée de Forest 242, R.C. Bruxelles 572141, T.V.A. 450.754.842.

Activité commerciale principale : atelier de mécanique général.

Juge-commissaire : M. Jacques Domont.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (28554)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Racoflex, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Araucarialaan 114/2, een atelier van algemene mechaniek uitbatend te 1060 Brussel, Vorstsesteenweg 242, H.R. Brussel 572141, BTW 450.754.842.

Voornaamste handelsactiviteit : atelier van algemene mechaniek.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 december 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (28554)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société en commandite simple Active Credit Security, en abrégé: Acres S.C.S., dont le siège social est établi à 1180 Uccle, avenue de l'Observatoire 6-4, mais établie en fait à 1180 Uccle, rue Dodonée 132, R.C. Bruxelles 566690, T.V.A. 449.543.035.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borght. (Pro deo) (28555)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de G.C.B. Active Credit Security, afgekort : Acres G.C.V., met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Observatoriumlaan 6-4, in feite Dodonéestraat 132, 1180 Ukkel, H.R. Brussel 566690, BTW 449.543.035.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander Borght. (Pro deo) (28555)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Lubrano, Hervé Willy, de nationalité française, née le 30 janvier 1974 à Nice (France), domiciliée à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, chaussée de Ninove 272, R.C. Bruxelles 594030.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borght. (Pro deo) (28556)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Lubrano, Hervé Willy, van Franse nationaliteit, geboren op 30 januari 1974 te Nice (Frankrijk), wonende te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Ninoofsesteenweg 272, H.R. Brussel 594030.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander Borght. (Pro deo) (28556)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Tre Vision, dont le siège social est établi à 1190 Forest, chaussée d'Alseberg 172, R.C. Bruxelles 587044, T.V.A. 454.086.791.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght. (Pro deo) (28557)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Tre Vision, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Alsebergsesteenweg 172, H.R. Brussel 587044, BTW 454.086.791.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander Borght. (Pro deo) (28557)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Prosperica, avec siège social à 1070 Anderlecht, rue du Serment 56, et avec siège d'exploitation à 1000 Bruxelles, rue Fontainas 39, R.C. Bruxelles 580961, T.V.A. 452.721.467.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borgh, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borgh. (Pro deo) (28558)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Prosperica, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Sermentstraat 56, en uitbatingszetel te 1000 Brussel, Fontainasstraat 39, H.R. Brussel 580961, BTW 452.721.467.

Rechter-commissaris : de heer Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander Borgh. (Pro deo) (28558)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. P.M. Smart Services, exerçant une activité de snack, dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue Georges Henri 334, R.C. Bruxelles 542868, T.V.A. 441.668.219.

Juge-commissaire : M. Raye.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (28559)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de S.C. P.M. Smart Services, de activiteit van snack uitoefenend waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1200 Brussel, Georges Henrilaan 334, H.R. Brussel 542868, BTW 441.668.219.

Rechter-commissaris : de heer Raye.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (28559)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Alpha-Com International, exerçant une activité de communications, dont le siège social est établi à 1082 Bruxelles, avenue Charles Quint 153, R.C. Nivelles 83522, T.V.A. 427.119.308.

Juge-commissaire : M. Raye.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (28560)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Alpha-Com International, de activiteit van communicatie uitoefenend, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1082 Brussel, Charles-Quintlaan 153, H.R. Nivelles 83522, BTW 427.119.308.

Rechter-commissaris : de heer Raye.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (28560)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Audit-Comptabilité-Fiscalité, exerçant une activité de comptabilité, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue Paul Lauters 38A, R.C. Bruxelles numéro administratif A37186, T.V.A. 432.187.161.

Juge-commissaire : M. Raye.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28561)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 november 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Audit-Comptabilité-Fiscalité, de activiteit van boekhouding uitoefenend, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1050 Brussel, Paul Lautersstraat 38A, H.R. Brussel administratief nr. A37186, BTW 432.187.161.

Rechter-commissaris : de heer Raye.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28561)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Studio Gregoire, exerçant une activité d'agence de publicité, dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, avenue du Thym 13, R.C. Bruxelles 457775, T.V.A. 425.521.182.

Juge-commissaire : M. Hardy.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28562)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 november 1998 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Studio Gregoire, publiciteitsagentschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1080 Brussel, Thijmlaan 13, H.R. Brussel 457775, BTW 425.521.182.

Rechter-commissaris : de heer Hardy.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28562)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Francirene, exerçant une activité de vente de textile, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, Galerie de la Toison d'Or 449/359, R.C. Bruxelles 526567, T.V.A. 438.913.320.

Juge-commissaire : M. Hardy.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28563)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 november 1998 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Francirene, de activiteit van textielverkoop uitoefenend, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1050 Brussel, Gulden Vliesgalerij 449/359, H.R. Brussel 526567, BTW 438.913.320.

Rechter-commissaris : de heer Hardy.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28563)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Mediac, exerçant une activité de publicité, dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 297/5, R.C. Bruxelles 449047, T.V.A. 423.849.022.

Juge-commissaire : M. Hardy.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28564)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 november 1998 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Mediac, de activiteit van publiciteit uitoefenend, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 297/5, H.R. Brussel 449047, BTW 423.849.022.

Rechter-commissaris : de heer Hardy.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28564)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 novembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Anne de Harley, exerçant une activité d'atelier d'architecture, dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue des Cerisiers 178, R.C. Bruxelles 566839, T.V.A. 449.231.843.

Juge-commissaire : M. Hardy.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 décembre 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28565)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 november 1998 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Anne de Harley, architectuuratelier, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1200 Brussel, Kerselarenlaan 178, H.R. Brussel 566839, BTW 449.231.843.

Rechter-commissaris : de heer Hardy.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 december 1998, te 14 uur, in de zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (28565)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Magic Land, avec siège social à 1083 Bruxelles, place Guido Gezelle 25, R.C. Bruxelles 553045, T.V.A. 444.813.591.

Le tribunal déclare la partie faillite excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pol A. Massart. (28566)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Magic Land, met maatschappelijke zetel te 1083 Brussel, Guido Gezelleplein 25, H.R. Brussel 553045, BTW 444.813.591, tekort aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pol A. Massart.
(28566)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Résidence Dalila, avec siège social à 1180 Bruxelles, rue Général Mac Arthur 9, R.C. Bruxelles 505829, T.V.A. 433.537.138.

Le tribunal déclare la partie faillite excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pol A. Massart. (28567)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Résidence Dalila, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Generaal Mac Arthurstraat 9, H.R. Brussel 505829, BTW 433.537.138, tekort aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pol A. Massart.
(28567)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Marc François, avec siège social à 1160 Bruxelles, boulevard du Triomphe 138, R.C. Bruxelles 562521, T.V.A. 448.459.605.

Le tribunal déclare la partie faillite excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pol A. Massart. (28568)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Marc François, met maatschappelijke zetel te 1160 Brussel, Triomfiaan 138, H.R. Brussel 562521, BTW 448.459.605, tekort aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Pol A. Massart. (28568)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.A. Tini, en liquidation, avec siège social à 1050 Bruxelles, rue Général Thys 2, R.C. Bruxelles 559004, T.V.A. 447.154.855.

Le tribunal déclare la partie faillite excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pol A. Massart. (28569)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de N.V. Tini, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Generaal Thysstraat 2, H.R. Brussel 559004, BTW 447.154.855, tekort aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Pol A. Massart. (28569)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce a déclaré close, pour faute d'actif, les opérations de la faillite S.P.R.L. Le Mettwie, boulevard Louis Mettwie 95, 1080 Bruxelles.

La partie faillie n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28570)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 19 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van B.V.B.A. Le Mettwie, Louis Mettwielaan 95, 1080 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

Er bestaat geen aanleiding om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28570)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce a déclaré close, pour faute d'actif, les opérations de la faillite S.C.R.L. Amusinvest, rue de Paris 43, 1140 Bruxelles.

La partie faillie n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28571)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 19 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van S.C.R.L. Amusinvest, Parijsstraat 43, 1140 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

Er bestaat geen aanleiding om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28571)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 novembre 1998, le tribunal de commerce a déclaré close, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite S.A. Kelten, avenue des Celtes 8, 1040 Bruxelles.

La partie faillie n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28572)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 5 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van N.V. Kelten, Keltenlaan 8, 1040 Brussel, afgesloten bij onvoldoende actief.

Er bestaat geen aanleiding om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28572)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 novembre 1998, le tribunal de commerce a déclaré close, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite S.P.R.L. Point de Vue Photo, chaussée de Charleroi 257, 1060 Bruxelles.

La partie faillie n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28573)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 5 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van B.V.B.A. Point de Vue Photo, steenweg op Charleroi 257, 1060 Brussel, afgesloten bij onvoldoende actief.

Er bestaat geen aanleiding om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (28573)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du lundi 23 novembre 1998, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. L'Olivier Rouge, dont le siège social est sis rue Charles Dupret 15b (actuellement 8), à 6000 Charleroi, R.C. Charleroi 182564.

Me Véronique Quinet, avocat à 6032 Mont-sur-Marchienne, avenue P. Pastur 53, a été désignée en qualité de curateur.

Par ailleurs le tribunal a pris les dispositions suivantes :

Juge-commissaire : M. Hettich.

Date provisoire de cessation de paiement : 21 novembre 1998.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : le 15 décembre 1998.

Date de clôture du procès-verbal de vérification de créances : le 12 janvier 1999.

Gratuité ordonnée par jugement du 23 novembre 1998.

L'huissier commis : Me Demine.

Le curateur, (signé) V. Quinet. (28574)

En date du 23 novembre 1998, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a rendu un jugement fixant au 18 novembre 1997 la date définitive de la cessation des paiements de la faillite de M. Serge Buttignol, domicilié rue Decooman 2, à Montignies-sur-Sambre, R.C. Charleroi 135368, T.V.A. 613.775.715.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Aline Jassogne. (28575)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 24 novembre 1998, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, des opérations de la faillite de la S.A. « Le Partner », dont le siège social était établi à 5500 Dinant, allée des Sangliers 5, R.C. Dinant 43337, T.V.A. 442.733.437, déclarée par jugement du 16 septembre 1997, et a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (28576)

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 24 novembre 1998, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, des opérations de la faillite de la S.P.R.L. « B.A.F. and Company », dont le siège social était établi à 5377 Somme-Leuze, section de Hagne, chemin du Parc 123, R.C. Dinant 41620, T.V.A. 437.782.081, déclarée par jugement du 24 décembre 1996, et a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (28577)

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 24 novembre 1998, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la clôture, pour absence d'actif, des opérations de la faillite de la S.P.R.L. « Le Poncia », dont le siège social était établi à 5590 Ciney, section de Chevetogne, rue Grande 12, R.C. Dinant 31732, T.V.A. 424.957.988, déclarée par jugement du 23 juin 1998, et a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (28578)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 23 novembre 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Karakter's, ayant son siège social à 4340 Awans, rue Noël Heine 100, T.V.A. 461.931.321, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} novembre 1997, pour l'activité suivante : entreprise de publicité, entreprise d'édition, de communication et d'édition (conception), entreprise de spectacles (concerts), conception et réalisation de programmes audiovisuels...

Juge-commissaire : M. Jean Oudkerk.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 5 janvier 1999, de 10 à 11 heures.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat au barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (28579)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 9 novembre 1998, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, M. Ducellier Jan-Louis, domicilié à 7060 Horrues, chaussée d'Enghien 433, exerçant l'activité d'entreprise de travaux d'assèchement de construction, d'assèchement de murs et traitement du bois, R.C. Mons 134442, T.V.A. 669.382.350.

Curateur : Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Dépôt des déclarations de créance pour le 10 décembre 1998 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : le 21 décembre 1998, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

(Signé) C. Delbart, curateur. (28580)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 19 novembre 1998, le tribunal de commerce de Namur a reporté au 19 février 1998 la date de la cessation des paiements concernant la faillite de la S.P.R.L. « T and T.Tattoo », dont le siège social et l'adresse de l'établissement sont situés à 5380 Fernelmont, section de Hingon, Grand-Route 4, y exploitant un commerce de gros et de détail en véhicules à moteur neufs, R.C. Namur 6392, T.V.A. 445.804.080. La présente insertion a été sollicitée par le curateur, Me Françoise Chauvaux, avocat, route de Gembloux 12, à 5002 Saint-Servais.

Le curateur, (signé) F. Chauvaux. (28581)

Par jugement du 5 novembre 1998, le tribunal de commerce de Namur :

déclare closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de M. Fabrice Czerwinski, né à Auvelais le 3 février 1972, domicilié à Auvelais, rue François Sarteel 89, R.C. Namur 66205, T.V.A. 750.278.469, prononcée par jugement du tribunal de céans en date du 8 octobre 1998;

donne décharge au curateur de son mandat;

dit n'y avoir pas lieu à prononcer l'excusabilité du failli.

Le curateur, (signé) Marie-Flore Heintz. (28582)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 24 novembre 1998, le tribunal du commerce de Neufchâteau a déclaré ouverte, sur assignation, la faillite de M. Donneaux, Jacques Alfred Hubert, né à Noiseux le 28 avril 1945, domicilié rue de la Station 22, à 6850 Paliseul, R.C. Neufchâteau 17515, pour l'activité commerciale de gros et de détail en animaux, T.V.A. 596.373.420.

Juge-commissaire : M. le juge consulaire H. Pottier.

Curateur : Me Véronique Dury, avocat à 6840 Neufchâteau, Lahérie 20-21.

Le tribunal a fixé l'époque de cessation des paiements au 31 mai 1998.

Les créanciers doivent faire au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Fr. Roosevelt 33, la déclaration de leurs créances au plus tard le 24 décembre 1998.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 8 janvier 1998, à 14 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Véronique Dury. (28583)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 4 juillet 1991, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de la S.A. Restaurant A la Cloche, dont le siège social était établi à 7711 Mouscron (Dottignies), place de la Résistance 1, R.C. Tournai 66984, T.V.A. 432.838.942.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, sous référence R.G. 1021/91, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28584)

Par jugement du 25 février 1992, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de la S.A. Vermorgen Karsenfabriek Astra — Bougies de la Cour, en liquidation, dont le siège social était établi à 7700 Mouscron, rue Saint-Achaire 86bis, R.C. Tournai 72177, T.V.A. 416.198.987.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, sous référence R.G. 247/92, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28585)

Par jugement du 27 septembre 1993, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de la S.P.R.L. Association Bailleux-Rigaux, dont le siège social était établi à 7700 Mouscron, rue du Midi 45, R.C. Tournai 73925, T.V.A. 446.676.981.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, sous référence R.G. 518/93, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes par liquidation.

La faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28586)

Par jugement du 11 septembre 1997, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de Mme Marie-Christine Cifelli, exploitant à Comines-Warneton, avenue des Châteaux 70, un débit de boissons sous la dénomination « Les Acacias », R.C. Tournai 79042, T.V.A. 668.270.612.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

La faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28587)

Par jugement du 28 novembre 1995, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de la S.P.R.L. Clean 2000, dont le siège social était établi à Mouscron, rue des Perdrix 47, R.C. Tournai 78119, T.V.A. 447.852.166.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, sous référence R.G. 2069/95, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28588)

Par jugement du 3 avril 1997, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de la S.P.R.L. Luxo, dont le siège social est établi à Luigne, rue Albert I^{er} 6, R.C. Courtrai 131961, en instance d'inscription au R.C. Tournai, T.V.A. 451.282.602.

Par jugement du même tribunal, daté du 2 novembre 1998, sous référence R.G. 452/97, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28589)

Par jugement du 13 décembre 1990, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte la faillite de M. Joseph Groetembril, né à Tournai le 2 décembre 1943, domicilié rue du Veillé 37, à 7620 Wez-Velvain, et exploitant à 7620 Guignies, rue du Bas-Bout 16, une brasserie sous la dénomination « Brasserie Allard », R.C. Tournai 62329, T.V.A. 671.155.767.

Par jugement du même tribunal, daté du 20 août 1998, sous référence R.G. 1704/90, les opérations de la faillite préqualifiée ont été déclarées closes pour insuffisance d'actif.

M. Joseph Groetembril a été déclaré inexcusable.

Le curateur, Me Xavier Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98, a obtenu décharge de son mandat.

(Signé) X. Leclercq, curateur. (28590)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : société coopérative à responsabilité limitée Des Trois Frontières, ayant son siège social à 4851 Gemmenich, Parc des Trois Frontières, BP 7, R.C. Verviers 64190, T.V.A. 446.983.720, pour la promotion immobilière.

Juge-commissaire : M. Bruls, Norbert.

Curateur : Me Ransy, Jean-Luc.

Par jugement du 12 novembre 1998 le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée pour insuffisance d'actif.

Par le même jugement la société faillie a été déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (28591)

Verbeterende berichten

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is Crea Trade B.V.B.A., Maantjessteenweg 190, 2170 Merksem (Antwerpen), groothandel in kledingsstoffen, H.R. Antwerpen 273565, BTW 439.099.501, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vansteenbeeck, Petrus.

Curator : Mr. Wouters, Louis, Maria Theresialei 11/13, 2018 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, Gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Wouters, Louis, Maria Theresialei 11/13, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is H.P. Parts N.V., Sterlingerstraat 38-40, 2140 Borgerhout (Antwerpen), import en export in menigvuldige goederen, H.R. Antwerpen 254517, BTW 429.946.263, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Vooren, Theodorus.

Curatoren : Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen, en Mr. Verstreken, Herbert, Amerikalei 50, 2000 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen en Mr. Verstreken, Herbert, Amerikalei 50, 2000 Antwerpen. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is Old Corner B.V.B.A., in vereffening, Lange Beeldekensstraat 212, 2060 Antwerpen-6, bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 291576, BTW 447.320.349, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Aldeweireldt, Emiel.

Curator : Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is Lenea-M Interieur B.V.B.A., Laarsebaan 111, 2170 Merksem (Antwerpen), onderneming voor binnenhuisinrichting, H.R. Antwerpen 233015, BTW 423.256.530, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Aldeweireldt, Emiel.

Curatoren : Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen, en Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen, en Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is de Stadshoeve B.V.B.A., Italiëlei 120, 2000 Antwerpen-1, tussenpersoon in de handel, H.R. Antwerpen 324448, BTW 461.026.647, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Segers, Johan.

Curator : Mr. Vroome, David, Frankrijklei 72, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vroome, David, Frankrijklei 72, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 3 november 1998 is De Kaaswagen B.V.B.A., Steenlandlaan 14, 2940 Stabroek, kleinhandel in zuivelproducten, koloniale waren en voedingswaren, H.R. Antwerpen 236845, BTW 424.556.825, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Caigny, Ludovicus.

Curator : Mr. Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel.

Datum der staking van betaling : 3 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 3 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 4 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 6 november 1998 is Zephyr N.V., Weverstraat 42, 2531 Vremde, fabricage van koelinrichtingen, H.R. Antwerpen 140460, BTW 403.660.649, op bekenenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem, André.

Curator : Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 6 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo)

Bij vonnis in datum van 12 november 1998, is Aida Trading B.V.B.A., Museumstraat 12, 2000 Antwerpen-1, tussenpersoon in de handel, H.R. Antwerpen 314859, BTW 453.610.008, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen, Renata.

Curator : Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 12 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 14 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 13 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (28590)

Bij vonnis in datum van 12 november 1998, is Pimlico België N.V., Beddenstraat 2, bus 21, 2000 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 455.099.155, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Hens, Luc.

Curator : Mr. Vroome, David, Frankrijklei 72, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 12 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 14 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 13 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vroome, David, Frankrijklei 12, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 12 november 1998, is Technologie Holding België N.V., Bordeauxstraat 1, 2000 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 453.334.745, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Hens, Luc.

Curator : Mr. Vroome, David, Frankrijklei 72, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 12 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 14 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 13 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vroome, David, Frankrijklei 12, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998, is Ventura B.V.B.A., Joe Englishstraat 63/B34, 2140 Borgerhout (Antwerpen), die enkel bestaat voor haar maatschappelijke zetel, H.R. Antwerpen 320713, BTW 444.020.468, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Van Denabeele, Guy, Jan Van Rijswijcklaan 255, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Denabeele, Guy, Jan Van Rijswijcklaan 255, 2020 Antwerpen-2. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998, is J.V.T. C.V., Bisschopstraat 81, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 444.304.045, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998, is Gotech International Corporation N.V., in vereffening, Belgiëlei 130A, 1e verdieping, 2018 Antwerpen-1, die enkel bestaat voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 267884, BTW 427.350.821, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998, is C.A.P.H., N.V., Boomgaardstraat 31, 2018 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 446.078.155, bij dagvaarding failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Gerrits, Axel.

Curator : Mr. Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998 is Moisture Control Systems Belgium B.V.B.A., in 't kort: «MCS Belgium», Bothastraat 9-13, 2140 Borgerhout (Antwerpen), niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 456.619.085, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Marinower, Claude, Consciencestraat 7, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Marinower, Claude. (Pro deo) (28591)

Bij vonnis in datum van 5 november 1998 is Gen-Art B.V.B.A., Kasteelpleinstraat 1, 2000 Antwerpen, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 457.877.315, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Marinower, Claude, Consciencestraat 7, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 5 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 6 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Marinower, Claude. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 19 november 1998 is Vloerconstruct N.V., Kioskplaats 82, bus 3, 2660 Hoboken (Antwerpen), niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 455.996.109, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Luwel, Luc.

Curator : Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 20 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Talboom, Constant. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 19 november 1998 is Karrewiel B.V.B.A., Rozenstraat 19, bus 2, 2000 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 430.804.714, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marstboom, Eduard.

Curator : Mr. Mattheessens, Pieter, Gounodstraat 2A, bus 42, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 20 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Mattheessens, Pieter. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 19 november 1998 is Exscapex N.V., Sterrelaan 2, 2620 Hemiksem, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 447.844.644, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valvekens, Leon.

Curator : Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 7 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 20 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lange, Gerda. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 18 november 1998 is Aertsen Building Projects N.V., Achter D'Hoven 11, bus 1, 2990 Wuustwezel, algemene bouwonderneming, H.R. Antwerpen 288376, BTW 446.605.717, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Greef, Henri.

Curatoren : Mr. Moens, Annemie, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen) en Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 20, 2018 Antwerpen.

Datum der staking van betaling : 18 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 18 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 18 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mr. Moens, Annemie, en Mr. Vroman, Jean. (Pro deo) (REC)

Bij vonnis in datum van 19 november 1998, is Mehtap B.V.B.A., Sint-Bernardsesteenweg 135, 2020 Antwerpen-2, restauratiehouder, H.R. Antwerpen 308040, BTW 452.109.377, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Arts, Frank.

Curator : Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie, vóór 21 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 20 januari 1999, om 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Ballon, Mark. (Pro deo) (REC)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

De rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, tweede kamer, heeft bij vonnis van 24 november 1998, op dagvaarding van de heer procureur des Konings te Dendermonde, in staat van faillissement verklaard : C.V. Jona Parts, waarvan de zetel gevestigd is te Aalst, Kriekenlaan 3, H.R. Aalst 59150, BTW 438.283.513, groot- en kleinhandel in garage- en carrosseriebenodigdheden.

Rechter-commissaris : Meert, Christophe.

Tijdstip ophouden van betaling : 24 november 1998.

Curateur : Coppens, Albert, advocaat, te 9300 Aalst, Capucienelaan 63.

Indienen der schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, te 9300 Aalst, vóór 25 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : 7 januari 1999, om 9 u. 40 m., in de gewone gehoorzaal, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Pro deo nr. 1423/98.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Coppens, Albert, curator. (28593)

Faillissement van de C.V. U.G.H., met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Bredestraat 80, H.R. Aalst 59505, BTW 443.271.786, met als handelsactiviteit : consumptiesalon - uitbating van feestzaal.

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 24 november 1998, werd voornoemde C.V. U.G.H., op dagvaarding van de heer procureur des Konings, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 24 november 1998.

Mr. Marc Ghysens, advocaat, te Aalst, Keizersplein 46, werd als curator aangesteld.

De heer Christophe Meert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis.

De sluiting van het verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op donderdag 7 januari 1999, te 9 u. 30 m., in de gehoorzaal der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) M. Ghysens.
(Pro deo) (28594)

Bij vonnis van 23 november 1998 werd, op dagvaarding van de heer procureur des Konings te Dendermonde, in faillissement verklaard : B.V.B.A. Amici Agencies, met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Esplanadestraat 8, H.R. Aalst 67739, BTW 457.488.919, met als handelsactiviteit : tussenpersoon in de handel.

Datum van staking van betaling : voorlopig bepaald op 23 november 1998.

Rechter-commissaris : de heer Christophe Meert.

Curator : Mr. Dirk Bert, advocaat, te 9470 Denderleeuw, Lindestraat 162.

Indiening van de aangifte der schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : donderdag 7 januari 1999, om 9 u. 20 m., in de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, te 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Dirk Bert, curator.
(Pro deo) (28595)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

De schuldeisers, toegelaten tot het passief van het faillissement van de B.V.B.A. Rondessa, met maatschappelijke zetel te 9100 Sint-Niklaas, Mercatorstraat 39 (H.R. Sint-Niklaas 54038), worden bijeengeroepen tot de concordaire vergadering van het faillissement van de B.V.B.A. Rondessa, welke zal plaatshebben op 9 december 1998, te 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, eerste verdieping, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

De curator, (get.) Mr. Lieven D'Hooghe, Vijfstraten 57, 9100 Sint-Niklaas.
(28596)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 25 november 1998, op bekentenis, 4e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Jooris, Dirk, geboren te Zelzate op 15 september 1963, handeldrijvende onder de benaming « Hermelijn », groot- en kleinhandel in bloemen en sierplanten, meubelen, ijzerwaren, artikelen van glas en porselein, gleiswerk, dinanderie, aardewerk en plastic voor het huishouden of de meubilering, ijzerwaren, machines, huishoudtoestellen en elektrische toestellen, wonende te 9060 Zelzate, Maisstraat 5, H.R. Gent 177142, BTW 742.339.614.

Rechter-commissaris : Mevr. Marie-Jeanne Roland.

Datum staking der betalingen : 30 oktober 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 23 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 20 januari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. S. Kempinaire, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Recolettenlei 39-40.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe.
(Pro deo) (28597)

Bij vonnis d.d. 24 november 1998, op bekentenis, 3e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Performance Plus Europe N.V., in vereffening, groothandel in smeermiddelen, nijverheidsoliën en -vetten, met maatschappelijke zetel te 9900 Eeklo, Euromarktstraat 16, H.R. Gent 134271, BTW 423.659.475.

Rechter-commissaris : de heer Michel Reyniers.

Datum staking der betalingen : 23 november 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 22 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 19 januari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. S. Maselyne, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 72.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe.
(Pro deo) (28598)

Bij vonnis d.d. 24 november 1998, op bekentenis, 3e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Altro-Furn, N.V., invoer en groothandel in houten meubelen en produkten van de beddennijverheid en in metalen meubelen, met maatschappelijke zetel te 9830 Sint-Martens-Latem, Heidebergen 5, H.R. Gent 158127, BTW 440.734.940.

Rechter-commissaris : de heer Michel Reyniers.

Datum staking der betalingen : 25 mei 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 22 december 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 19 januari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. W. Moens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Burggravenlaan 1.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghe.
(Pro deo) (28599)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, 2e kamer, heeft op 17 november 1998 in staat van faillissement verklaard: de B.V.B.A. Eddy Vlieghe, met zetel te 8530 Harelbeke, Vlaanderenlaan 2, H.R. Kortrijk 131977, BTW 452.182.425, onderneming voor het plaatsen van stellingen en invoegen en reinigen van gevels.

Ophouding der betalingen: op datum van falings.

Rechter-commissaris: de heer Irold Rodenbach, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. Arne Verschuere, advocaat, te 8500 Kortrijk, Koning Leopold I-straat 8/1.

Neerlegging van de schuldvorderingen: vóór 9 december 1998, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen op woensdag 30 december 1998, om 9 u. 30 u., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtgebouw, 1e verdieping, burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor gelijkvormig uittreksel.

De curator, (get.) Arne Verschuere. (Pro deo) (28600)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, heeft bij vonnis d.d. 29 oktober 1998 het faillissement van de B.V.B.A. Belcatex, met maatschappelijke zetel te 8710 Wielbeke, Heirweg 182, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefaillieerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Philip Ghekiere. (Pro deo) (28601)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, heeft bij vonnis d.d. 3 november 1998 het faillissement van de B.V.B.A. Domino, met maatschappelijke zetel te 8550 Zwevegem, Otegemstraat 60, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefaillieerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Philip Ghekiere. (Pro deo) (28602)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, heeft bij vonnis d.d. 29 oktober 1998 het faillissement van Mevr. Debels, Jenny, wonende te 8550 Zwevegem, Otegemstraat 159, gesloten wegens gebrek aan actief.

De gefaillieerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Philip Ghekiere. (Pro deo) (28603)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, 4e kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 november 1998 de B.V.B.A. Equator, met zetel aan de Beheerstraat 19, te 8500 Kortrijk, ingeschreven in het H.R. Kortrijk 140808, BTW 460.677.249, groothandel in confectie voor heren, dames en baby-uitzet in staat van faillissement verklaard.

Het tijdstip der ophouding van de betalingen werd op 31 oktober 1998 bepaald.

Als rechter-commissaris werd de heer Irold Rodenbach, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk, aangesteld.

Als curator werd Mr. Yves Francois, advocaat, kantoorhoudende aan de Wijsbergstraat 24, te 8570 Vichte, aangesteld.

De schuldeisers dienen hun verklaring van aangifte in te dienen vóór 12 december 1998 ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, 8500 Kortrijk. De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op 30 december 1998 te 10 uur, tevens in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

(Get.) Yves Francois, curator. (28604)

Bij vonnis van 24 november 1998 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel van Kortrijk werd op dagvaarding in staat van faillissement verklaard: de N.V. De Beuterblomme, met zetel te 8800 Roeselare, Zuidstraat 19, ingeschreven in het H.R. Kortrijk 129032, BTW 449.530.563.

Als rechter-commissaris werd aangesteld de heer M. Holvoet, rechter in handelszaken in deze rechtbank.

Als curator werd aangesteld Mr. Ivan Lietaer, advocaat, te 8500 Kortrijk, President Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van hun schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk vóór 16 december 1998.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvordering gaat door op woensdag 6 januari 1999, te 11 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk.

(Get.) Ivan Lietaer, curator. (Pro deo) (28605)

De B.V.B.A. Waregemse Videotheek werd in staat van faillissement verklaard bij vonnis d.d. 9 oktober 1998.

Sluiting faillissement wegens gebrek aan actief.

Bij vonnis d.d. 6 november 1998 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, het faillissement van de B.V.B.A. Waregemse Videotheek, met zetel te Waregem, Holstraat 15, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

In het vonnis werd bepaald dat geen redenen voor handel zijn om de gefaillieerde verschoonbaar te verklaren.

In toepassing van artikel 74 van de faillissementswet wordt de uitvoering van het vonnis d.d. 6 november 1998 gedurende 1 maand geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor gelijkvormig uittreksel: de curator, (get.) Stefaan De Geeter, advocaat, Plein 4, bus 61, 8500 Kortrijk. (Pro deo) (28606)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 24 november 1998, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. F.F.W.D., met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Vaart 29a, en met als activiteiten: het organiseren van concerten en feesten, H.R. Leuven 96891, BTW 460.738.914.

Rechter-commissaris: R. Cludts.

Curator: Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen: 24 november 1998.

Indienen van de schuldvorderingen: vóór 18 december 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen: 28 december 1998, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf: 4 juni 1997.

De curator, M. Dewael. (Pro deo) (28607)

Bij vonnis d.d. 24 november 1998, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. International Specialized Consulting Services (Belgium), met maatschappelijke zetel te 3001 Heverlee, Industrieweg 3, en met als activiteiten : adviesverlening en studieopdrachten in de petrochemie en de staalindustrie, H.R. Leuven 95364, BTW 459.225.615.

Rechter-commissaris : R. Cludts.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen : 24 november 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 18 december 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 28 december 1998, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 15 november 1996.

De curator, M. Dewael. (Pro deo) (28608)

Bij vonnis d.d. 24 november 1998, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de N.V. Verdima, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Penitentiënstraat 2, bus 2, en met als activiteiten : telecommunicatie, H.R. Leuven 93916, BTW 418.634.281.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen : 24 november 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 18 december 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 28 december 1998, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 1 april 1996.

De curator, M. Dewael. (Pro deo) (28609)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis d.d. 19 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, werd in staat van falings verklaard (op dagvaarding), de N.V. De Cramer Constructiewerken, ingeschreven in het handelsregister te Gent, voor een onderneming van constructiewerken, met zetel voorheen te 9880 Aalter, Leon Bekaertlaan 6, thans te 9770 Kruisshoutem, Huttegem 5, gekend in het handelsregister te Oudenaarde onder het administratief nummer A4552, BTW 433.318.794.

Rechter-commissaris : de heer Fred Valcke, rechter in handelszaken in voornoemde rechtbank.

Curatoren : Mr. Philippe Vande Weghe, advocaat, te 9600 Ronse, Ch. Vandendoorenstraat 15; Mr. Lieve Teinturier, advocaat, te 9700 Oudenaarde, Voorburg 3.

Staking van betalingen : voorlopig bepaald op 19 november 1998.

Indienen der schuldvorderingen : tot en met 19 december 1998, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Nazicht der schuldvorderingen : donderdag 7 januari 1999, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. Philippe Vande Weghe. (Pro deo) (28610)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 23 november 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren, het faillissement uitgesproken van Belgian Perlite Products, N.V., Industrieweg 92, te 3620 Lanaken, H.R. Tongeren 66485, BTW 438.203.834, fabricatie van vuurvaste producten.

Curatoren : Mrs. Lies Remans, Geert Reniers en Tom Arts, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Pastoor Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 10 november 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 23 december 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 24 december 1998, om 9 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Remans, Lies; Arts, Tom; Reniers, Geert. (Pro deo) (28611)

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 23 november 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Penders, Johan Henri Angeline, handelaar, geboren te Genk op 31 maart 1973 en wonende te 3630 Maasmechelen, Dokter Haubenlaan 3, bus 8, H.R. Tongeren 81706, onderneming voor het plaatsen van wanden en plafonds in gipskarton.

Tijdstip staking van betaling : 23 november 1998.

Curator : Mr. E. Vanbergen, advocaat te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 23 december 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 24 december 1998, om 9 uur, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) E. Vanbergen, curator. (Pro deo) (28612)

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 23 november 1998, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard Orij, Peter Jozef Ghislain, handelaar, geboren te Tongeren op 16 februari 1968 en wonende te 3700 Tongeren, Henisstraat 207, H.R. Tongeren 76395, frituur.

Tijdstip staking van betaling : 20 oktober 1998.

Curator : Mr. E. Vanbergen, advocaat te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 23 december 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 24 december 1998, om 9 uur, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) E. Vanbergen, curator. (Pro deo) (28613)

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 23 november 1998, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard Esters, Jacqueline Maria, Felix Hubertine Lodewijk, handelaarster, geboren te Genk op 12 november 1935 en wonende te 3600 Genk, Vennestraat 361, H.R. Tongeren 35027, textiel en mercerie handel, BTW 574.836.648.

Tijdstip staking van betaling : 20 oktober 1998.

Curator : Mr. E. Vanbergen, advocaat te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 23 december 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 24 december 1998, om 9 uur, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. E. Vanbergen, curator. (Pro deo) (28614)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 24 november 1998 werd de genaamde De Bie, Constant, geboren op 16 juni 1995, Strikkeweg 28, 2330 Merksplas, H.R. Turnhout 73907, aannemer bouwwerken, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Bruurs, Alphenseweg 2, 2387 Baarle-Hertog.

Tijdstip van ophouding van betaling : 24 november 1998.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 22 december 1998.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 5 januari 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Bruurs. (Pro deo) (28615)

Bij vonnis van 24 november 1998 werd de genaamde Block Ivo, B.V.B.A., Warandestraat 6, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout 85632, groot-handel in dierenhuiden, BTW 419.703.558, failliet verklaard, op beken-tenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Van Cauwenbergh, Karel Oomsstraat 30, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 24 november 1998.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 22 december 1998.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 5 januari 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Van Cauwenbergh. (Pro deo) (28616)

Bij vonnis van 24 november 1998 werd de genaamde Les Dessous Chic, C.V., Voogdijstraat 7, 2400 Mol, H.R. Turnhout 63388, kleinhandel in lingerie, BTW 438.675.174, failliet verklaard, op beken-tenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Beutels, Grote Markt 32, 2200 Herentals.

Tijdstip van ophouding van betaling : 24 november 1998.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 22 december 1998.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 5 januari 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Beutels. (Pro deo) (28617)

Bij vonnis van 17 november 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Turnhout, 2^ekamer, werd het faillissement van de heer Bruyninckx, Frank, steenweg op Mol 80, te 2360 Oud-Turnhout, H.R. Turnhout 75639, gesloten verklaard bij gebrek aan voldoende aktief.

De gefailleerde, Bruyninckx, Frank, werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Bruurs. (28618)

Intrekking faillissement – Faillite rapportée

Bij vonnis van 10 september 1998 werd de B.V.B.A. Star Building, een patrimoniumvennootschap, gevestigd te 2018 Antwerpen, Provincie-straat 299, H.R. Antwerpen 313233, op dagvaarding, failliet verklaard.

Bij vonnis van 19 november 1998 van de rechtbank van koophandel te Antwerpen werd het vonnis van 10 september 1998 tenietgedaan en werd het faillissement van de B.V.B.A. Star Building ingetrokken.

(Get.) P. Mattheessens, advocaat. (28592)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Suivant jugement prononcé le 20 octobre 1998 par le tribunal de première instance de Tournai, le contrat modificatif du régime matrimonial entre M. Mauro Alcinii, garagiste-réparateur, et son épouse, Mme Véronique Spiessens, secrétaire, demeurant ensemble à Comines-Warneton (Bas-Warneton), chaussée de Warneton 70, dressé par acte du notaire Henri Thevelin, à Messines, le 18 août 1998, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens.

Pour les requérants, (signé) Henri Thevelin, notaire. (28620)

Par requête du 24 novembre 1998, M. Roger Eugène Zélie Ghislain Mercier, ouvrier, né à Jauchelette le 15 août 1939, et son épouse, Mme Suzanne Alice Elise Docq, sans profession, née à Jodoigne le 30 mai 1936, demeurant à Jodoigne (section de Jodoigne), chaussée de Tirlemont 7, mariés sous le régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Fernand Charlot, ayant résidé à Jodoigne, en date du 9 septembre 1963, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Jean Dandoy, à Jodoigne, en date du 24 novembre 1998.

Ce contrat modificatif comporte adoption du régime de la communauté universelle.

(Signé) J. Dandoy, notaire. (28621)

Par requête déposée le 24 novembre 1998 au greffe du tribunal de première instance de Verviers, M. Jean-Luc Emile Nelly Victor Gilson, ouvrier, né à Verviers le 6 octobre 1960, domicilié cité de Pommard 1, à 4970 Francorchamps, et son épouse, Mme Patricia Jeanne Gilberte Henriette Remacle, sans profession, née à Verviers le 13 novembre 1965, domiciliée à la même adresse, ont sollicité l'homologation d'un acte reçu le 28 octobre 1998 par Me Erwin Maraite, notaire à la résidence de Malmedy, aux termes duquel ils ont déclaré vouloir modifier leur régime matrimonial de communauté légale pour adopter le régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) Mineur, André, notaire. (28622)

Par requête en date du 31 octobre 1998, M. Edgard Van Ausloos, ouvrier, né à Mons le 17 novembre 1958, et son épouse, Mme Blanca Menendez-Perez, sans profession, née à Castrillon (Espagne) le 14 avril 1961, demeurant ensemble à Mons (ex-Ghlin), rue Sohier 18/20, ont déposé une requête tendant à l'homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, suivant acte du notaire Lenoir, à Mons, le 30 octobre 1998, pour apporter à la communauté un immeuble acquis avant leur mariage.

(Signé) G. Lenoir, notaire. (28623)

Extrait d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Charleroi, première chambre civile, le 5 octobre 1998, en cause de Forgione, Francesco, soudeur, et son épouse, Gaspard, Eva Alberte Nicole Ghislaine, pensionnée, domiciliés à Courcelles, rue de Souvret 49, adoptant les motifs de l'acte reçu par Me Philippe Butaye, notaire à Charleroi (Roux), le 7 août 1998, apportant certaines modifications au régime matrimonial des époux, et de la requête, homologue ce même acte pour être exécuté en sa forme et teneur.

(Signé) P. Butaye, notaire. (28624)

M. François Dubernard, prépensionné, né à Jette le 17 février 1936, et son épouse, Mme Françoise Denise Alice Henrotin, pensionnée, née à Anderlecht le 8 octobre 1936, tous deux domiciliés et demeurant à Lomppez (Wellin), ruelle des Boulevards 75, ont introduit requête au tribunal de première instance de Neufchâteau en vue de modifier leur régime matrimonial de patrimoine commun en séparation de biens pure et simple et d'obtenir l'homologation du contrat de mariage de séparation de biens pure et simple adopté par acte du notaire Philippe Tilmans, à Wellin, en date du 24 novembre 1998.

(Signé) Philippe Tilmans, notaire. (28625)

Bij verzoekschrift van 4 november 1998 hebben de heer Patrick François Rudi Bollaerts, spoorwegbediende, geboren te Tienen op 4 juli 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Martine Fernanda Neyns, huisvrouw, geboren te Tienen op 31 juli 1960, samenwonende te Tienen, Kerkstraat 33, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven homologatie van de wijziging van hun huwelijkskontraat verzocht. Wijziging : behoud van het wettelijk stelsel met inbreng van het onroerend goed in de gemeenschap.

(Get.) Bert Valkeniers, notaris. (28626)

Bij verzoekschrift van 31 oktober 1998, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, hebben de echtgenoten, de heer Dragon, Marnix Gerard, chauffeur, en zijn echtgenote, Mevr. Oroir, Kathy Jacqueline, stikster, samenwonende te Avelgem (Bossuit), Oeverstraat 2, de homologatie aangevraagd van een akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Bernard Denys, te Avelgem, op 31 oktober 1998.

Voor de partijen, (get.) Bernard Denys, notaris. (28627)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van 1 oktober 1998, werd de akte verleden voor notaris Henri Rutsaert, te Melle, op 6 juli 1998, houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel door de echtgenoten Maurice Roaen-Demanet, Marie, wonende te 9090 Melle, Vijverwegel 14, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten, (get.) Henri Rutsaert, notaris. (28628)

Bij vonnis van 30 oktober 1998 heeft de rechtbank van eerste aanleg van Veurne, 5 A kamer, wijzend in burgerlijke zaken, de wijziging van huwelijksvermogensstelsel (overgang naar het stelsel van de algehele gemeenschap) tussen de heer Jacques Clément Cesar Philips, geneesheer, geboren te Gembloers op 21 oktober 1929, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Marthe Versé, zonder beroep, geboren te Tienen op 7 augustus 1935, samenwonende te Veurne, Pannestraat 58, dewelke werd opgenomen in de akte verleden voor notaris Filip Huygens, te Machelen, op 16 juli 1998, gehomologeerd.

Mechelen, 23 november 1998.

Voor de echtgenoten Philips-Versé : (get.) Filip Huygens, notaris. (28629)

Volgens vonnis verleend op 1 oktober 1998 door de zesde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Michel Xavier Yvers Leroy, licentiaat in economische en financiële wetenschappen, geboren te Charleroi op 18 mei 1949, en zijn echtgenote, Mevr. Béatrice René Marguerite Ramboux, regente, geboren te Soignies op 18 december 1949, hij wonende te 8930 Lauwe, Menestraat 4, en zij te 8500 Kortrijk, Monseigneur De Haernelaan 46, verleden voor notaris Christophe Werbrouck, te Mouscron (ex-Dottignies), op 3 april 1998, gehomologeerd.

Voor gelijkkluidend uittreksel, (get.) G. Werbrouck, notaris. (28630)

Bij verzoekschrift van 13 november 1998 hebben de heer Franky Messiaen, metsler, en zijn echtgenote Mevr. Nathalie Samyn, metaalbewerkster, samenwonende te 8870 Izegem in de residentie Bosmolens, Meensesteenweg 258, bus 2, gehuwd onder het stelsel der wettelijke gemeenschap bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg, te Kortrijk, homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijksstelsel verleden voor notaris Stefaan Laga met standplaats te Izegem op 13 november 1998.

De voormelde echtgenoten nemen thans het stelsel aan van scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten, (get.) Stefaan Laga, notaris. (28631)

Bij vonnis uitgesproken op 9 oktober 1998 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, verleden op 30 juni 1998 voor het ambt van notaris Anita Indekeu, te Neeroeteren (Maaseik), waarbij de heer Vanderhoven, Peter Anna Maria Antonius Dominikus, bediende, geboren te Maaseik op 2 juli 1957, en zijn echtgenote, Mevr. Deben, Hilde Josephine Maria, onderwijzeres, geboren te Bree op 16 oktober 1962, wonende te 3680 Maaseik (Neeroeteren), Wijklaan 23, het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen waaraan zij onderworpen zijn bij ontstentenis van huwelijkscontract, hebben gewijzigd in het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen zoals bepaald bij artikelen 1398 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, en waarbij Mevr. Deben, Hilde, voornoemd, een haar persoonlijk toehorend omroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen heeft ingebracht.

Neeroeteren (Maaseik), 26 november 1998.

Voor de echtgenoten Vanderhoven-Deben, (get.) Anita Indekeu, notaris de Neeroeteren (Maaseik). (28632)

Krachtens vonnis verleend op 30 oktober 1998 door de 5de kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Maurice Delplace en zijn echtgenote, Mevr. Schotte Ingrid, samenwonende te 8670 Oostduinkerke, Piet Verhaertstraat 54, verleden voor notaris Paul Dalle, te Oostduinkerke, vervangende zijn ambtgenoot notaris Thierry Devos, te Wervik, wettelijk belet ratione loci, gehomologeerd.

Het wijzigend contract bevat de aanneming van het wettelijk stelsel.

Voor ontleidend uittreksel : (get.) Thierry Devos, notaris. (28633)

Bij verzoekschrift van 4 november 1998 hebben de heer Marechal, Tom Achille, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Kerkhof, Astrid Lutgarde, bediende, samenwonende te Kortrijk, Jan Baptist Dejonghestraat 1, bus 24, Residentie Cristal Palace, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij ontstentenis van huwkontraat, aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Tillo Deforce, te Wannegem-lede (Kruishoutem), op 4 november 1998, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijke vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Tillo Deforce, notaris. (28634)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk d.d. 15 oktober 1998 werd de akte gehomologeerd inhoudende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten heer Allegaert, Joost Dirk Roger, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Putman, Marleen Oda Maria, bediende, samenwonende te Anzegem (Ingooigem), Stijn Streuvelsstraat 45. Door deze wijzigende akte, opgemaakt door notaris Bernard Denys, te Avelgem, op 9 juni 1998, wordt met wettelijk stelsel behouden, doch uitgebreid met een persoonlijk goed van heer Allegaert.

Avelgem, 26 november 1998.

Voor de echtgenoten, (get.) Bernard Denys, notaris. (28635)

Bij vonnis van 9 oktober 1998 heeft de eerste B Kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de grote wijziging van het huwelijksstelsel van de heer Paul Geluykens, leraar, van Belgische nationaliteit, en zijn echtgenote, Mevr. Godelieva Van Hoof, lerares, van Belgische nationaliteit, samenwonende te Zoersel, Kardinaal Cardijnlaan 62, gehomologeerd.

Deze homologatie betreft de wijziging van het wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen door inbreng van 2 onroerende goederen in de gemeenschap.

Voor de partijen, (get.) Philippe Van Diest, notaris. (28636)

Bij verzoekschrift van 19 oktober 1998 hebben de echtgenoten, de heer Grysolle, Marc Honoré Marie José Marcel Blanche Achilles Gaston, advocaat, geboren te Aalst op drie mei negentienhonderd éénenvijftig, en zijn echtgenote, Mevr. Pieters, Marga Jean Marie, advocaat, geboren te Aalst, op twaalf maart negentienhonderd zestig, samenwonende te Aalst, Affligemdreef 144 :

Voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde een vraag ingediend tot homologatie van het kontrakt, verleden door notaris Caudron, op negentien oktober negentienhonderd achtennegentig, houdende wijziging van hun huwelijksstelsel, zijnde het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwkontrakt, waarbij het wettelijk stelsel werd behouden en waarbij de heer Marc Grysolle een onroerend goed in de huwgemeenschap inbrengt, gelegen te Aalst, voorheen Aalst, aan de Affligemdreef, nummer 144, gekadastrerd sectie F, nummer 242/H, groot negentien are vierentwintig centiare.

Voor de notaris, (get.) A. Van den Bossche. (28637)

Bij verzoekschrift de dato 5 november 1998 hebben de heer Albert Rita Roger Lenaerts, industrieoperator, geboren te Bornem op 29 september 1958, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Palmyre Jan De Smedt, bediende, geboren te Bornem op 27 april 1959, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge de bepalingen van hun huwelijkscontract verleden voor notaris Harry Maeyens, te Bornem op 8 oktober 1979, samenwonende te Bornem, Brevenstraat 98, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Mechelen homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Harry Maeyens te Bornem op 5 november 1998, houdende wijzigend huwelijkscontract staande het huwelijk, met behoud van huidig wettelijk stelsel, doch met inbreng van een persoonlijk goed van de echtgenote in het gemeenschappelijk vermogen, na gesteld te hebben dat deze wijziging niet de vereffening van hun huwelijksvermogensstelsel tot gevolg heeft, doch wel een dadelijke verandering van de samenstelling van de vermogens.

Namens de verzoekers, (get.) H. Maeyens. (28638)

Bij verzoekschrift van 25 november 1998 hebben de echtgenoten Sels, Dirk François, maatschappelijk assistent, geboren te Hasselt op negentwintig december negentienhonderd vijf en zestig, en zijn echtgenote, Mevr. Jorissen, Inge Virginie Louise, consulent, geboren te Tongeren op tweeëntwintig november negentienhonderd achtenzestig, samenwonende te Tongeren Sint-Catharinastraat 40, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Marc Van der Linden, te Hasselt, op 25 november 1998, inhoudende aanvulling van het stelsel der wettelijke goederengemeenschap door inbreng van een onroerend goed door de heer Sels, Dirk.

Namens de verzoekers, (get.) Marc Van der Linden, notaris. (28639)

Bij vonnis van 20 oktober 1998 heeft de 27e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de akte gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Maurits Charles Louis Deryst, bediende, geboren te Leerbeek op 11 maart 1928, en zijn echtgenote, Mevr. Josiane Joséphine Elisabeth Françoise Augusta Ghislaine Bukens, maatschappijbediende, geboren te Schaarbeek op 6 augustus 1949, samenwonende te 3090 Overijse, Houtvesterstraat 16. Voormelde akte werd verleden voor notaris Stephan Borremans, te Schaarbeek, op 18 februari 1998, en houdt de omzetting van hun huwelijksvermogensstelsel van het wettelijk stelsel in het stelsel van scheiding van goederen.

Schaarbeek, 25 november 1998.

(Get.) S. Borremans, notaris. (28640)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde van 24 november 1998 werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Joost Vercouteren, te Beveren, op 8 juli 1998, van de heer Van Gulck, Willem Frans Julien, kaderlid, geboren te Sint-Niklaas op 31 mei 1959, en zijn echtgenote, Mevr. De Meester, Frédérique Raymond Ginette, zonder beroep, geboren te Siegen (Duitsland) op 23 april 1958, wonende te 9140 Temse, Haasdonksesteenweg 52, zijnde gehuwd onder het beheer der wettelijke gemeenschap, bij gebrek aan een huwelijkskontrakt.

Deze akte houdt in een regeling-inbreng huwelijksgemeenschap.

(Get.) J. Vercouteren, notaris. (28641)

Scheiding van goederen – Séparation de biens

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant exploit du 13 octobre 1998 de l'huissier de justice Serge Belajews, de résidence à Charleroi, Mme Katranowski, Andrée Marie, a introduit pour l'audience du 28 octobre 1998 de la première chambre civile du tribunal de première instance de Charleroi, une demande de séparation de biens contre Poulson, William, domicilié à Manage, rue Abel Wart 6, et actuellement détenu à la prison de Jamioulx, rue F. Vandamme 172.

Charleroi, le 28 octobre 1998.

Le greffier-chef de service délégué, (signé) N. Pieroux. (28619)

BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 2 december 1998 – ANNEXE au *Moniteur belge* du 2 décembre 1998

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Toandia,, naamloze vennootschap,
te Gent, Tinnenpotstraat 42**

H.R. Gent 151503 – BTW 430.175.006

Bericht aan de aandeelhouders

In uitvoering van het besluit tot kapitaalverhoging ten bedrage van BEF 8 370 000, genomen door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de naamloze vennootschap Toandia, bij akte verleden voor notaris Annick Dehaene, te Gent (Sint-Amandsberg), op 26 november 1998, waarbij 837 nieuwe aandelen aan toonder Toandia werden uitgegeven, zullen de aandeelhouders hun voorkeurrecht kunnen uitoefenen in de kantoren van de BBL, agentschap Oostakker, Gent-Oostakker, Oostakkerdorp 13, vanaf dinsdag 2 december 1998 tot en met woensdag 16 december 1998, tegen afgifte van coupon nummer één (1), doch een en ander zonder aflevering van breuken.

De nieuwe aandelen worden aan de bestaande aandeelhouders aangeboden in de verhouding van één (1) nieuw aandeel voor één (1) bestaand aandeel, tegen afgifte van coupon nummer één (1).

In geval van ondeelbare quotiteiten van het inschrijvingsrecht op een aandeel, zal dit door de raad van bestuur worden toegekend aan de aandeelhouder met het hoogste aantal quotiteiten. Bij gelijkheid van quotiteiten zal dit aandeel door loting worden toegewezen.

Indien een aandeelhouder zijn voorkeurrecht tot inschrijving op aandelen uitgegeven naar aanleiding van deze kapitaalverhoging niet heeft uitgeoefend binnen de gestelde inschrijvingsperiode, zal de raad van bestuur de bevoegdheid hebben om de plaatsing van deze aandelen te verzekeren bij de aandeelhouders die hun voorkeurrecht wel hebben uitgeoefend en/of derden.

De uitgifteprijs van het nieuwe aandeel werd vastgesteld op BEF 10 000, zijnde de fraktiewaarde van de bestaande 950 aandelen, verhoogd met een uitgiftepremie van BEF 4 337, afgerond per aandeel.

Bij de inschrijving moeten de nieuwe aandelen volledig (uitgifteprijs + uitgiftepremie) worden volgestort op de bijzondere rekening nr. 390-0374674-18 geopend op naam van de naamloze vennootschap Toandia bij de BBL.

(28519)

De raad van bestuur.